PROJET DES TRIBUNAUX DE LA FAMILLE
RAPPORT SUR L'INFORMATION ET LA PLANIFICATION - SUITE

Sommaire pour la direction

Dans son rapport, le Groupe de travail chargé de la mise en oeuvre du Centre (G.M.O.) a désigné le projet des tribunaux de la famille comme étant le plus prioritaire des trois domaines où il fallait recueillir des données dans le cadre du programme des tribunaux de juridiction non criminelle. Le projet des tribunaux de la famille: Rapport sur l'information et la planification de novembre 1982 a permis de présenter et de comparer les renseignements sur la structure et le degré de juridiction des tribunaux de la famille et les services connexes ainsi que les lois habilitantes et les définitions juridiques. On y trouve également les différences entre les provinces et les territories.

Le présent document fait suite aux travaux préparatoires décrits dans le rapport du G.M.O. comme étant la phase I de la composante des tribunaux de la famille. Il complète le rapport de 1982 sur les tribunaux de la famille en décrivant les procédures des tribunaux de la famille du Canada, en ce qui concerne la mise à exécution des ordonnances de soutien en particulier et les actions en divorce en général. Des organigrammes et des notes explicatives illustrent de façon détaillée les procédures. Un graphique, qui décrit la mise à exécution des ordonnances de soutien, révèle que chaque secteur de compétence suit la même procédure de base, compte tenu de certaines différences (p. ex. les systèmes de mise à exécution "automatiques"). Un autre graphique, sur les procédures de divorce, donne les grandes lignes des diverses étapes d'une action en divorce depuis la présentation d'une requête jusqu'à la prononciation du jugement définitif de divorce. On fait également la distinction entre les différentes étapes propres à chaque secteur de compétence.

L'état actuel de la statistique des tribunaux de la famille du Canada fait l'objet d'un examen à la section C. On y trouve, pour chaque secteur de compétence, un résumé des genres de données recueillies, des méthodes utilisées, des plans futurs du système, des modifications prévues, etc. Les stades de développement de la collecte des données sur les tribunaux de la famille varient beaucoup d'un secteur de compétence à l'autre. Le résumé et le graphique comparatif figurant à la fin de la section sur la statistique des tribunaux de la famille illustrent les différences et ressemblances.

Finalement, des exemples de formules des tribunaux figurent dans une section distincte du rapport. On y trouve des formules juridiques, servant à indiquer les étapes des actions dont sont saisis les tribunaux de la famille du pays, et des formules statistiques qui illustrent les genres de données recueillies.

En conclusion, il faut prendre en considération plusieurs facteurs et surmonter plusieurs difficultés avant de pouvoir concevoir et mettre en oeuvre une enquête nationale auprès des tribunaux de la famille. On peut cependant suggérer plusieurs possibilités et recommandations en ce qui concerne l'orientation future et la portée du projet des tribunaux de la famille. Ces possibilités, qu'il s'agisse d'un programme national permanent de statistiques ou de projets spéciaux portant uniquement sur quelques secteurs de compétence, sont présentées, examinées et évaluées dans le dernier chapitre du rapport. Ces possibilités et recommandations seront présentées en octobre 1983 au Comité des agents de liaison.

R-045F
C.2

PROJET DES TRIBUNAUX

DE LA FAMILLE

Centre Canadien
de la Statistique
Juridique

PROJET DES TRIBUNAUX DE LA FAMILLE

RAPPORT SUR L'INFORMATION ET LA PLANIFICATION

SUITE

PROGRAMME DES TRIBUNAUX DE JURIDICTION NON CRIMINELLE

SEPTEMBRE 1983

AUTUMN WATSON
TJM MORGAN

Canada

PROJET DES TRIBUNAUX DE LA FAMILLE:

RAPPORT SUR L'INFORMATION ET LA PLANIFICATION - SUITE

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE — PAGE

SECTION A: Introduction

1. Perspective d'ensemble du projet des tribunaux de la famille..... 1
2. Objectifs du présent rapport..... 2

SECTION B: Procédures

1. Exécution des ordonnances de pension alimentaire 5
2. Procédures de divorce 14

SECTION C: Statistiques sur les tribunaux de la famille au Canada

1. Introduction..... 20
2. Juridictions..... 20
3. Sommaire et comparaison des statistiques..... 52
4. Autres sources d'information..... 57

SECTION D: Formulaires

1. Introduction..... 59
2. Juridictions..... 59

SECTION E: Options et recommandations

1. Introduction..... 71
2. Options..... 74
3. Recommandations..... 86

SECTION F: Appendices ..... Annexés

PRÉFACE

Le Centre canadien de la Statistique juridique offre ses sincères remerciements à tous les membres du Comité des agents de liaison, du Comité d'élaboration du Programme des tribunaux, et à toutes les personnes-ressources des diverses provinces ou territoires, qui ont coopéré à la préparation du présent rapport. Ils ont fourni des renseignements précieux, des explications et des documents, y compris les formulaires utilisés par les tribunaux et, en certains cas même, les statistiques recueillies sur les tribunaux.

Nous n'avons pas inclus les statistiques dans le présent rapport, sauf lorsque les données avaient déjà été publiées par le gouvernement provincial ou territorial concerné. Les personnes désireuses de consulter les statistiques devraient s'adresser au Programme des tribunaux de juridiction non criminelle qui s'informera s'il est possible de leur communiquer ces données.

Nous désirons également offrir nos remerciements à Pauline Dodds, Hana Nader, Hélène Delcorde, Kali Bilowus, Andy Kohut et Réal Aubin, du Programme des tribunaux de juridiction non criminelle, pour leur travail et l'aide qu'ils nous ont apportée.

(Page 1) SECTION A: Introduction

1. PERSPECTIVE D'ENSEMBLE DU PROJET DES TRIBUNAUX DE LA FAMILLE

Jusqu'à présent, le Programme des tribunaux de juridiction non criminelle a produit deux rapports. Le premier, intitulé "Family Law Primer" (Premiers éléments de droit de la famille) a été terminé en septembre 1982. Il s'agissait d'un document interne, destiné à familiariser le personnel avec le droit de la famille, y compris la question de la division des pouvoirs selon la constitution, les procédures et les conflits de droits.

Le rapport intitulé "Projet des tribunaux de la famille: Rapport sur l'information et la planification" a été terminé en novembre 1982. Il expose les problèmes relatifs à la collecte des données sur les tribunaux de la famille au Canada, l'importance de ces données et les options qui sont offertes dans le cadre de ce projet.

Ces deux rapports forment la base du présent document, en définissant le mandat du Projet des tribunaux de la famille, qui doit permettre d'entreprendre un examen plus détaillé du développement des statistiques sur les tribunaux de la famille au Canada.

(Page 1) 2. OBJECTIFS DU PRÉSENT RAPPORT

On admet de plus en plus l'importance que prend le droit de la famille au Canada, de nos jours, aussi bien que l'absence d'un système d'inventaire des données sur les tribunaux de la famille au Canada. Actuellement, toute information sous forme de statistiques, doit venir des tribunaux eux-mêmes ou des centres de données des provinces, et ces renseignements ne peuvent s'obtenir facilement. Il n'est pas possible de faire des comparaisons détaillées entre les provinces, du fait qu'il n'existe pas de mécanisme permettant de regrouper les données à cette fin.

Il existe présentement un besoin certain de renseignements divers sur la gestion, dans les tribunaux. Le coût et l'efficacité deviennent des facteurs importants, du fait de l'arriéré des causes de longue durée et, dans le domaine du droit de la famille, de l'importance mise sur le mécanisme permettant de répondre à des besoins particuliers. On a créé des organismes spéciaux, tels les tribunaux de la famille unifiés, pour juger les causes relatives aux problèmes de la famille et de la jeunesse.

Le présent rapport vise à examiner les procédures des tribunaux, ainsi que l'état actuel du relevé des données sur les tribunaux de la famille, dans tout le Canada, et à exposer les diverses orientations que le projet pourrait prendre, ainsi que l'option recommandée.

(Page 1)

Les procédures suivies par les tribunaux de la famille, et leurs similarités ou différences d'un bout du Canada à l'autre, influeront sur le type de statistiques produit et sur la possibilité de les comparer.

Pour donner des exemples de ce fait, le rapport présente une vue d'ensemble des procédures de divorce et d'exécution des ordonnances de pension alimentaire, deux points très importants dans le droit de la famille au Canada de nos jours. Ces tableaux des procédures, ainsi que les listes des formulaires utilisés par les tribunaux, peuvent montrer les diverses étapes auxquelles on pourrait recueillir des données.

(Page 2)

En plus du divorce et des pensions alimentaires, les rapports précédents ont déterminé onze autres questions importantes dans le droit de la famille actuel. Ce sont: le mariage, l'annulation, les mesures accessoires, la propriété matrimoniale, la séparation judiciaire, la garde des enfants et le droit de visite, la légitimité, la paternité, la tutelle, l'adoption et le bien-être de l'enfance.

A ce stade du projet, la collecte de données de base, consistant simplement en totaux globaux, est d'intérêt primordial. Dans les tribunaux de la famille, ces données se rapportent, par exemple, au total des divorces pour une période donnée, au total

(Page 2) des ordonnances de pension alimentaires prononcées, au total des nouveaux dossiers ouverts, etc. On pourrait obtenir par la suite des données plus détaillées, sur l'évolution des affaires (nombre de causes ajournées, reportées, réglées, etc. à chaque étape du processus) ou bien des données démographiques ou socio-économiques sur les personnes en cause.

Au moment présent, le projet des tribunaux de la famille se concentre sur les données de base - la possibilité de les obtenir, leur complexité, leurs usages et leurs utilisateurs, dans tous les tribunaux de la famille du Canada.

Pour finir, nous exposons huit options différentes pour l'évolution du projet, ainsi qu'un commentaire sur l'option qui semblent les plus avantageuses.

(Page 3) SECTION B: Procédures

1. EXÉCUTION DES ORDONNANCES DE PENSION ALIMENTAIRE *

Depuis quelques années, l'exécution des ordonnances alimentaires est devenue un domaine très important du droit de la famille. L'augmentation du taux des séparations et des divorces a entraîné une augmentation du nombre des ordonnances judiciaires de pensions alimentaires en faveur des conjoints et des enfants. Cependant, comme l'ont montré les études plus fréquentes du suivi des affaires sur les taux de défaut de paiement, sans mécanismes appropriés de mise à exécution, les ordonnances à elles seules ont parfois peu d'effet. En conséquence, nombre de juridictions ont instauré des systèmes de mise à exécution "automatique" ou "décidée par le gouvernement", qui contribuent à la régularité des paiements par un contrôle permanent avec notification des procédures de paiement des arriérés.

Le tableau suivant indique le processus d'exécution d'une ordonnance de pension alimentaire au Canada, dans les cas de défaut de paiement. Le tableau expose le processus régulier régissant les procédures adoptées et mises à exécution dans les diverses provinces et territoires.

---

*N.d.t.: Également appelées "ordonnances de soutien" ou "ordonnances alimentaires".

(Page 4) EXECUTION DES ORDONNANCES DE PENSION ALIMENTAIRE

- GLOSSAIRE DES TERMES EMPLOYÉS

Ordonnance de pension alimentaire (également appelée ordonnance de soutien, ou ordonnance alimentaire)	- sur demande à cet effet, le tribunal ordonne à quelqu'un d'assurer une pension alimentaire à des personnes à charge et spécifie le montant, les conditions et la modalité des paiements.
Cautionnement des versements alimentaires	- lorsque le tribunal ordonne le paiement d'une pension alimentaire, il se peut qu'il oblige également la personne concernée à remettre un cautionnement (montant d'argent ou garantie immobilière, généralement) comme garantie d'exécution de l'ordonnance.
Ordonnances provisoires	- à la réception d'une demande de pension alimentaire, le tribunal peut rendre une ordonnance, valable pour toute période de temps entre le dépôt de la demande et l'interrogatoire du débiteur, selon ce qui lui semble approprié.
Modification des ordonnances	- sur demande d'une des parties, si le tribunal estime qu'il s'est produit des changements dans la situation de la

personne à charge (au bénéfice de laquelle l'ordonnance a été rendue), ou de l'intimé (personne qui doit verser la pension alimentaire), il peut éliminer, modifier ou suspendre une disposition de l'ordonnance, pour l'avenir ou rétroactivement; il peut aussi dispenser l'intimé de payer tout ou partie des arriérés ou intérêts dus en vertu de l'ordonnance.

Ordonnances de prohibition

- si une demande d'ordonnance a été présentée ou va l'être, ou si une demande de citation a été faite ou va l'être, le tribunal peut rendre une ordonnance, provisoire ou finale selon qu'il le juge bon, pour empêcher l'intimé de disposer de ses biens ou de les dissiper, si ces actes risquent d'entraver la demande ou l'ordonnance de pension alimentaire ou d'y faire échec.

Dépôt des états financiers

- si une demande d'ordonnance a été présentée ou va l'être, ou si une ordonnance de modification a été prononcée ou va

l'être, le tribunal peut ordonner que des états financiers, attestés par serment ou déclaration officielle, soient déposés au tribunal et notifiés de même à l'autre partie.

Mandat d'arrestation

- si une demande d'ordonnance a été présentée, ou qu'une citation à comparaître a été émise, et que le juge est convaincu que l'intimé (le débiteur s'il y a eu défaut de paiement) va quitter la province, il peut émettre un mandat d'arrestation.

(Page 5) Recherche du débiteur

- si la personne qui a préssenté une demande d'ordonnance, ou qui a bénéficié d'une ordonnance, a besoin de savoir où se trouve l'intimé ou de s'en assurer, afin de déposer une demande d'audience ou de mise à exécution d'une ordonnance, le tribunal peut ordonner à une personne ou à un organisme public de donner l'adresse de l'intimé s'ils la connaissent, de même que tout renseignement qu'ils peuvent fournir.

Requêtes externes avant la citation à comparaître	- au dépôt d'une demande d'ordonnance, de modification d'ordonnance, ou de citation, le tribunal peut ordonner que certaines requêtes soient exécutées avant d'émettre une citation ou d'accorder l'audience.
Citation à comparaître	- si l'intimé a manqué d'effectuer les paiements, le tribunal émettra une citation indiquant le lieu et l'heure où l'intimé devra se présenter pour expliquer la raison du défaut de paiement ou toute autre question que le tribunal juge appropriée.
Signification de la citation	- le tribunal peut ordonner que la citation soit signifiée (remise) à l'intimé (débiteur), soit personnellement, soit de toute autre façon que le juge indiquera, par écrit.
Interrogatoire du débiteur	- l'intimé (débiteur) doit comparaître à la date et à l'endroit spécifiés dans la citation, afin d'être interrogé sur son défaut de paiement ou tout autre sujet que le tribunal juge approprié.

Témoins

- le tribunal peut demander que toutes les personnes qu'il juge bon d'entendre soient interrogées sous serment sur les sujets en cause, à l'interrogatoire du débiteur.

Comparution forcée

- le tribunal peut émettre un mandat d'arrestation de l'intimé (débiteur), afin d'assurer que ce dernier sera amené devant le tribunal, qui statuera sur son cas conformément à la loi. (Voir au tableau suivant les divers motifs invoqués).

Emprisonnement

- si l'intimé ne se présente pas à l'audience, ou s'il se présente mais ne peut convaincre le juge que le défaut de paiement n'était pas intentionnel, il peut être emprisonné. (Voir, au tableau suivant, la durée de l'emprisonnement dans les différentes juridictions.) (L'emprisonnement peut être contigent au défaut d'exécution d'une condition stipulée dans l'ordonnance, et l'ordre d'emprisonnement peut prévoir que la condamnation sera purgée par intermittence).

(Page 6)

Autres pénalités	- d'autres pénalités peuvent être imposées, en plus de l'emprisonnement. (Voir, sur le tableau, les différentes pénalités imposées selon les juridictions).
Cautionnement de paiement	- le tribunal ordonne à l'intimé (débiteur) de déposer un cautionnement pour garantir le versement de la pension alimentaire (Voir, sur le tableau, les types de cautionnements exigés selon les juridictions.)
Réalisation du cautionnement	- le cautionnement remis par l'intimé (débiteur) est vendu ou encaissé et l'argent est remis à la personne à qui la pension alimentaire est due.

TABLEAU 2: PROCÉDURES D'EXÉCUTION DES ORDONNANCES DE PENSION ALIMENTAIRE AU CANADA

ORDONNANCE DE PENSION ALIMENTAIRE	DÉFAUT DE PAIEMENT			CITATION À COMPARAÎTRE		DÉPÔT DES ÉTATS FINANCIERS		
	CAUTIONNEMENT DE PENSION ALIMENTAIRE	MANDAT D'ARRESTATION (LORSQUE LE DÉBITEUR S'EST ENFUI)	RECHERCHE DU DÉBITEUR	REQUÊTES EXTERNES AVANT CITATION		ORDONNANCES PROVISOIRES		MODIFICATION DES ORDONNANCES	ORDONNANCES DE PROHIBITION
TOUTES LES JURIDICTIONS	NOUVELLE-ÉCOSSE SASKATCHEWAN (Obligation ou montant d'argent ne dépassant pas 1000 $. Emprisonnement en cas de défaut) MANITOBA (N'importe quel type de garantie - rendu avec intérêts moins les frais quand l'ordonnance est exécutée) Emprisonnement maximum de 30 jours en cas de défaut, répété jusqu'au paiement. QUÉBEC	ONTARIO SASKATCHEWAN TERRE-NEUVE NOUVEAU-BRUNSWICK ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD YUKON TERRITOIRES DU NORD-OUEST	ONTARIO NOUVEAU-BRUNSWICK ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	SASKATCHEWAN (Saisie du cautionnement) COLOMBIE-BRITANNIQUE (Biens enregistrés au Bureau de registre foncier. Ordre d'exécution demandé par la personne en faveur de qui l'ordonnance a été rendue) - pour arriérés de 1 an au plus YUKON (Saisie du salaire chez l'employeur) TERR. DU NORD-OUEST (Saisie du salaire chez l'employeur)	TOUTES LES JURIDICTIONS QUÉBEC (Une demande peut être faite pour des besoins préexistants, ne remontant pas à plus de 12 mois, mais seulement si le créancier ne pouvait agir plus vite, ou à partir du jour où le débiteur en a été formellement avisé) COLOMBIE-BRITANNIQUE (ou arrestation)	ONTARIO MANITOBA TERRE-NEUVE (Doit se présenter à l'heure et à l'endroit prescrits par le tribunal) - En cas de défaut, déclaration sommaire de culpabilité maximum 100 $. NOUVEAU-BRUNSWICK YUKON	ONTARIO (Les deux parties) COLOMBIE-BRITANNIQUE (Les deux parties). Si le débiteur ne s'y conforme pas, il doit payer une amende de 500 $ en plus de l'ordonnance. NOUVEAU-BRUNSWICK (Les deux parties). ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (Les deux parties) YUKON (Les deux parties, à moins qu'elles ne soient consentantes) TERRITOIRES DU NORD-OUEST (Les deux parties, à moins qu'elles ne soient consentantes).	NOUVELLE-ÉCOSSE ONTARIO (Pas moins de 6 mois après l'ordonnance) SASKATCHEWAN MANITOBA (Après la révision de l'ordonnance, les deux parties reviennent à une date fixée, pour revoir les dispositions de l'ordonnance) TERRE-NEUVE COLOMBIE-BRITANNIQUE NOUVEAU-BRUNSWICK ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (Pas moins de 6 mois après l'ordonnance QUÉBEC (Jugement, qu'il y ait modification ou non. Peut être révisé si les circonstances le justifient.) YUKON (Pas moins de 6 mois après la promulgation de l'ordonnance) TERRITOIRES DU NORD-OUEST (pas moins de 6 mois après promulgation de l'ordonnance)	ONTARIO SASKATCHEWAN TERRE-NEUVE NOUVEAU-BRUNSWICK ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD YUKON TERRITORIES DU NORD-OUEST

INTERROGATOIRE DU DÉBITEUR

TÉMOINS

SASKATCHEWAN
MANITOBA
TERRE-NEUVE
COLOMBIE-BRITANNIQUE
ALBERTA

COMPARUTION FORCÉE

NOUVELLE-ÉCOSSE (Pour défaut de comparution)
ONTARIO (S'il semble que le débiteur va s'enfuir)
SASKATCHEWAN (S'il semble que le débiteur va s'enfuir)
TERRE-NEUVE (Si le débiteur ne comparaît pas, si l'assignation n'a pu être signifiée, si un mandat d'emprisonnement a été émis, ou si aucune raison ne peut être donnée pour son absence)
NOUVEAU-BRUNSWICK (S'il semble que le débiteur va s'enfuir ou ne va pas se présenter ou s'il doit des arriérés)
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (S'il semble que le débiteur va s'enfuir, ou ne va pas comparaître ou si la citation ne peut lui être signifiée)
ALBERTA (Pour défaut de comparution, défaut de raison valable pour non-comparution ou non-exécution des paiements de l'ordonnance)
- pas d'arrestation, mais amende sévère
- voir pénalités*.

YUKON (Pour non-comparution, s'il semble que le débiteur va s'enfuir, ou si l'assignation ne peut lui être signifiée)
TERRITOIRES DU NORD-OUEST (Si le débiteur va s'enfuir, ou pour non-comparution)

PAIEMENT OU EMPRISSONNEMENT

NOUVELLE-ÉCOSSE (Pour explication du défaut de paiement)
ONTARIO (Dépôt des états financiers, interrogatoire sur son actif et explication du défaut de paiement)
SASKATCHEWAN (Explication du défaut de paiement)
MANITOBA (Explication du défaut de paiement)
TERRE-NEUVE (Explication du défaut de paiement)
COLOMBIE-BRITANNIQUE (Explication du défaut de paiement et de la situation financière)
NOUVEAU-BRUNSWICK (Explication du défaut de paiement, interrogatoire sur l'actif, dépôt des états financiers)
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (Dépôt des états financiers, interrogatoire sur l'actif pour explication du défaut de paiement)
QUÉBEC (Pour allégation d'un changement dans la situation du créancier, afin d'être libéré du paiement des arriérés) (Ne peut être libéré du paiement d'arriérés remontant à plus de 6 mois à moins de prouver l'impossibilité d'obtenir la révision du jugement)
ALBERTA (Pour explication de la raison pour laquelle l'ordonnance ne devrait pas être mise à exécution)
YUKON (Pour explication du défaut de paiement, interrogatoire sur son actif, dépôt des états financiers)
TERRITOIRES DU NORD-OUEST (Pour explication du défaut de paiement, interrogatoire sur son actif, dépôt des états financiers)

PÉNALITÉS

NOUVELLE-ÉCOSSE (Pour 3 mois au plus, ou jusqu'au paiement du montant ordonné ainsi que des frais)
ONTARIO (Pour 90 jours au plus, ou selon la déclaration sommaire de culpabilité)
MANITOBA (Pour 30 jours au plus) - *Amende et emprisonnement peuvent être imposés en même temps.
TERRE-NEUVE (Pour 6 mois au plus, ou jusqu'à paiement de l'ordonnance - le paiement des frais et d'honoraires d'avocat de 200 $ maximum peut être imposé)
COLOMBIE-BRITANNIQUE (Pour 30 jours maximum)
NOUVEAU-BRUNSWICK (Pour 90 jours au plus ou selon la déclaration sommaire de culpabilité)
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (Pour 3 mois au plus)
TERRITOIRES DU NORD-OUEST (Pour 90 jours au plus, ou selon la déclaration sommaire de culpabilité)
YUKON (Pour 90 jours au plus, ou selon la déclaration sommaire de culpabilité)

AUTRES PÉNALITÉS

NOUVELLE-ÉCOSSE (Saisie du salaire)
ONTARIO (Saisie-exécution du salaire)
*MANITOBA (Amende de 500 $ au plus, enregistrement d'une saisie sur propriété foncière, saisie-arrêt du salaire) Un séquestre peut être nommé pour suivi de l'exécution
COLOMBIE-BRITANNIQUE (Saisie-exécution du salaire)
NOUVEAU-BRUNSWICK (Saisie et vente des biens-fonds, émission d'une ordonnance de paiement)
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (Saisie-exécution du salaire)
YUKON (Saisie-arrêt du salaire)
ALBERTA (Mise à exécution par amende ou pénalité.** En vertu de l'article 24 du C.C.C., par détermination du montant des arriérés, modification du montant de l'ordonnance ou des arriérés dus en vertu d'une ordonnance non émise par le tribunal, saisie-arrêt du salaire, bref d'exécution, saisie-arrêt) - peut être modifié en tout temps, après production des états financiers des deux parties.

SASKATCHEWAN (Toute amende ou emprisonnement sur déclaration sommaire de culpabilité, plus frais et honoraires d'avocat, selon la décision du juge)

CAUTIONNEMENT

ONTARIO (Toute garantie couvrant l'ordonnance et assurant que le débiteur n'est pas une personne assistée)
SASKATCHEWAN (Obligation - n'est pas toujours requise)
NOUVEAU-BRUNSWICK (Toute garantie couvrant l'ordonnance et assurant que le débiteur n'est pas une personne assistée)
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
YUKON

RÉALISATION DU CAUTIONNEMENT

ONTARIO (Vente des biens-fonds)
SASKATCHEWAN (Versement de la caution au conjoint)
NOUVEAU-BRUNSWICK (Vente des biens-fonds)
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
YUKON (Vente des biens-fonds)

(Page 9)

2. PROCÉDURES DE DIVORCE

L'incidence des divorces va en augmentant depuis quelque dix ans.* De ce fait, la charge de travail des tribunaux de la famille s'est accrue, non seulement à cause de l'augmentation du nombre des requêtes en divorce, mais aussi parce que ces requêtes s'accompagnent souvent d'une demande de pension alimentaire et de garde des enfants, ou sont précédées d'une demande de séparation judiciaire.

Il semble bien que les divorces vont continuer à représenter un volume de travail assez considérable pour les juges et les tribunaux de la famille; en conséquence, compte tenu également des modifications possibles de la loi sur le divorce, ce domaine va probablement garder un intérêt majeur pour les tribunaux de la famille.

Les procédures exposées dans le tableau suivant donnent un aperçu des étapes du divorce au Canada. La ligne du haut indique les étapes d'une cause simple; la ligne du dessous détaille les étapes additionnelles qui peuvent être requises. Les noms des provinces inscrits au-dessous de chaque rubrique indiquent les provinces dans lesquelles ces procédures sont en vigueur.

Ce tableau sert à montrer les procédures instituées pour les divorces, ainsi que les diverses étapes auxquelles il serait possible de recueillir des données+

---

*Voir "Divorce: La loi et la famille au Canada" publié par Statistique Canada (Ottawa, 1983).

+Un autre tableau a été inclus à l'appendice N-1, pour illustrer les procédures de divorce présentement appliquées dans la province de l'Ontario. Par comparaison avec le tableau suivant, celui de l'appendice N-1 donne beaucoup plus de détails.

TABLEAU 3: PROCÉDURES DE DIVORCE AU CANADA (SIMPLIFIÉES)

REQUÊTE EN DIVORCE _____

	Avis officiel de requête en divorce	Avis à l'endos de la requête ou signifié avec la requête	Signification de la requête			Mode de signification		Délais de signification	
ALBERTA COLOMBIE-BRITANNIQUE *ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD MANITOBA NOUVEAU-BRUNSWICK NOUVELLE-ÉCOSSE ONTARIO QUÉBEC SASKATCHEWAN TERRE-NEUVE TERRITOIRES DU NORD-OUEST YUKON	MANITOBA NOUVEAU-BRUNSWICK TERRE-NEUVE NOUVELLE-ÉCOSSE ONTARIO SASKATCHEWAN ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	ALBERTA COLOMBIE-BRITANNIQUE QUÉBEC YUKON	(Quand le dépôt et l'avis sont requis, ils doivent être signifiés en même temps)			En règle générale, signification personnelle de la requête et des documents accessoires.	Dans les 60 jours	90 jours	Règles générales de la pratique pour la province
			À l'intimé	À l'intimé et au gardien des enfants	Intimé et adultère ou contrevenant nommé	La signification peut être faite par le requérant dans les juridictions suivantes:	MANITOBA SASKATCHEWAN NOUVEAU-BRUNSWICK TERRE-NEUVE NOUVELLE-ÉCOSSE	QUÉBEC (Avec autorisation d'extension) ONTARIO	ALBERTA COLOMBIE-BRITANNIQUE TERRITOIRES DU NORD-OUEST YUKON ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
			QUÉBEC MANITOBA SASKATCHEWAN TERRE-NEUVE	+ONTARIO *ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	ALBERTA TERRITOIRES DU NORD-OUEST COLOMBIE-BRITANNIQUE NOUVEAU-BRUNSWICK NOUVELLE-ÉCOSSE YUKON	ALBERTA TERRITOIRES DU NORD-OUEST QUÉBEC			

*Suivie d'un affidavit du requérant

(La requête peut comprendre une demande de pension alimentaire pour un conjoint ou un enfant)

*Directeur du Bien-être de l'enfance
+Tuteur public

Dispositions relatives à la dispense de signification		Signification indirecte	Signification ex juris		Signification aux débiles mentaux		Comparution*	RÉPLIQUE	RÉPLIQUE ET DEMANDE RECONVENTIONNELLE (S'IL Y A DEMANDE DE REDRESSEMENT)
À l'intimé	À un intimé autre que le conjoint intimé	Ordonnance de tribunal	Règles générales relatives à la signification ex juris	Pas d'ordonnance nécessaire si la signification est faite au Canada	COLOMBIE-BRITANNIQUE YUKON TERRE-NEUVE ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	Ont des règles relatives aux débiles mentaux	ONTARIO SASKATCHEWAN	Partout (ÎLE-DU-PRINCE-EDOUARD - Contestation possible, "avec autorisation".)	Partout sauf au QUÉBEC qui a des formules et des provisions particulières. ALBERTA, COLOMBIE-BRITANNIQUE, TERRITOIRES DU NORD-OUEST, YUKON - La demande reconventionnelle ne peut être déposée que pour les mesures accessoires. À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, la terminologie est un peu différente ("Déclaration de la défense", "défense au contraire".)
TERRE-NEUVE	COLOMBIE-BRITANNIQUE SASKATCHEWAN MANITOBA ONTARIO YUKON NOUVEAU-BRUNSWICK NOUVELLE-ÉCOSSE ÎLE-DU-PRINCE-EDOUARD	TERRE-NEUVE NOUVELLE-ÉCOSSE NOUVEAU-BRUNSWICK ÎLE-DU-PRINCE-EDOUARD QUEBEC ONTARIO MANITOBA SASKATCHEWAN COLOMBIE-BRITANNIQUE TERRITOIRES DU NORD-OUEST YUKON	MANITOBA ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	ALBERTA TERRITOIRES DU NORD-OUEST +TERRE-NEUVE *YUKON COLOMBIE-BRITANNIQUE NOUVEAU-BRUNSWICK NOUVELLE-ÉCOSSE QUÉBEC					

*Ordonnance si la signification est faite à l'extérieur du Yukon.
+Nécessite l'autorisation du juge.

*Pour les personnes ne contestant pas les procédures

RÉPLIQUE ET PROCÉDURES SUBSÉQUENTES

Délai accordé pour une réplique et une demande reconventionnelle

Si l'intimé conteste la requête il doit déposer une demande reconventionnelle dans le délai accordé pour la réplique (ce délai varie).

Intervention préalable au jugement conditionnel

Dans toutes les provinces autres que TERRE-NEUVE et le QUÉBEC, le Procureur général peut intervenir avant le jugement conditionnel et exposer les raisons pour lesquelles ce jugement ne devrait pas être rendu.

Dans les provinces autres que la COLOMBIE-BRITANNIQUE et l'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, l'intervention ne peut être effectuée qu'avec autorisation du tribunal et avis de la demande à toutes les parties et personnes citées dans la requête.

En COLOMBIE-BRITANNIQUE et dans l'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, la permission n'est pas nécessaire, une demande de directives peut être faite pour toute partie ou personne nommée dans la requête.

SASKATCHEWAN - En plus du Proc. gén., toute autre personne peut demander l'autorisation d'intervenir.

Mesures accessoires provisoires

Les règles générales du tribunal s'appliquent, sauf dans les provinces suivantes:

TERRE-NEUVE - Une réplique ne peut être déposée sans autorisation du juge, à moins que la réplique et la demande reconventionnelle ne comportent des contre-accusations et une demande instante de redressement.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
Même chose que ci-dessus - Aucune réponse ultérieure ne peut être déposée sans autorisation.

PROCÉDURES TERMINÉES

Mesures accessoires provisoires

Les règles générales gouvernant la demande reconventionnelle s'appliquent dans les provinces suivantes: ALBERTA, MANITOBA, NOUVELLE-ÉCOSSE, ONTARIO, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, SASKATCHEWAN.

COLOMBIE-BRITANNIQUE et YUKON - que ce soit dans la requête ou non, le mari ou la femme peuvent demander des mesures accessoires ou toute autre aide au juge, à tout moment postérieur à la signification de la requête à l'autre conjoint.

Au NOUVEAU-BRUNSWICK, la femme peut demander des mesures accessoires provisoires au juge, sur notification; la procédure à suivre pour le mari n'est pas décrite.

Avis d'audience

ALBERTA, COLOMBIE-BRITANNIQUE, TERRITOIRES DU NORD-OUEST, ONTARIO, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, QUÉBEC, YUKON - Si les personnes nommées dans la requête ne déposent pas de réplique, l'affaire peut aller en audience et le soutien sera accordé au requérant sans autre notification "auxdites personnes".

TERRE-NEUVE requiert que la notification de la demande d'établissement de clause matrimoniale soit signifiée au conjoint intimé et à toutes les personnes nommées qui ont déposé une réplique.

SASKATCHEWAN - Il n'est pas nécessaire de signifier l'avis d'audience à d'autres qu'au conjoint intimé, sauf lorsqu'un intimé a déposé une réplique ou a signifié son intention de contester la demande, ou qu'une demande de soutien est déposée contre lui.

MANITOBA, NOUVEAU-BRUNSWICK, NOUVELLE-ÉCOSSE - La notification de la requête peut contenir un avis selon lequel, en l'absence de réplique, l'audience sera tenue dans les 30 jours suivant l'expiration du délai de réplique, sans qu'aucun autre avis d'audience soit nécessaire.

Rapport sur les requêtes précédentes

INSTANCE JUGEMENTS

Inscription au rôle pour audience

Une affaire n'arrive à l'audience que si l'une des parties prend les mesures nécessaires pour l'inscription au rôle. Les procédures à cet effet varient selon les provinces. Voir les règles nationales et générales.

Le plus souvent, il y a réception des copies conformes des déclarations, ou consignation de l'absence de réplique de l'intimé.

Preuve de signification dans une action non contestée

Dans la plupart des provinces, les règles prévoient qu'un jugement ne peut être rendu dans une action non contestée que si le tribunal a des preuves que l'intimé a bien reçu l'avis d'instance.

Ajournement par le juge pour réconciliation

L'art. 8 de la Loi sur le divorce donne au juge présidant les débats le pouvoir d'ajourner l'instance pour tentative de réconciliation (avant ou après avoir entendu les preuves).

Après 14 jours, l'un ou l'autre conjoint peut demander que l'instance soit reprise, ce qui sera fait.

TOUTES LES JURIDICTIONS

Jugement conditionnel

Tout jugement de divorce est, à la première instance, un jugement conditionnel qui ne peut être rendu irrévocable avant 3 mois et lorsque tous les délais d'appel sont expirés.

Jugement irrévocable

Sauf en quelques circonstances (Voir Lois sur le divorce, art. 5.13) ce jugement sera rendu lorsque 3 mois se sont écoulés depuis le jugement conditionnel.

(Page 14) SECTION C: Statistiques sur les tribunaux de la famille au Canada

1. INTRODUCTION

La présente section a pour but d'expliquer les données recueillies au Canada sur les tribunaux de la famille et d'en offrir des exemples.

Les questions suivantes ont été posées à chaque province et territoire:

(i) Quelles sont les données recueillies, en ce qui concerne les tribunaux de la famille?

(ii) De quelle façon ces données sont-elles recueillies et compilées (manuellement ou par ordinateur)?

(iii) A quel intervalle recueille-t-on les données (chaque jour, chaque semaine, chaque mois, etc.)?

(iv) Qui utilise généralement ces données, et à quel usage?

(v) Sous quelle forme les données sont-elles présentées (rapport annuel ou document de gestion interne)?

(vi) Prévoit-on de modifier ces systèmes dans l'avenir?

Cette section offre également un sommaire et une comparaison des données, dans un tableau d'ensemble très simple.

La dernière section indique les autres sources possibles de statistiques sur les tribunaux de la famille.

TERRE-NEUVE

À Terre-Neuve, la Cour provinciale, la Cour suprême et le tribunal de la famille unifié, fonctionnent de façon indépendante, et il n'y a pratiquement pas d'intégration de leurs systèmes de collecte des données.

La Cour provinciale de Terre-Neuve emploie un système manuel de collecte des données pour les affaires concernant le droit de la famille. Les statistiques de la Cour servent à des usages internes; de ce fait, elles ne sont pas publiées. Les rapports mensuels sont utilisés par le ministère de la Justice, pour des fins telles que les prévisions budgétaires, la dotation en personnel et la comparaison entre les tribunaux, après regroupement des données par année, pour la comparaison. En dehors de Saint-Jean (où se trouve le Tribunal de la famille unifié), les données relatives aux tribunaux de la famille ne sont pas recueillies séparément des autres affaires civiles.

Les points comparés, en ce qui concerne le droit de la famille, sont: le total des causes entendues, les lois fédérales, les lois provinciales, les causes civiles jugées et le suivi des jugements (civils). Les données sont classées par emplacement des tribunaux et les chiffres comparatifs de l'année précédente sont indiqués avec les différences et les pourcentages d'augmentation ou de diminution. (Voir appendices A-1 à A-5.)

(Page 15) TERRE-NEUVE (suite)

Étant donné les restrictions financières actuelles, la Cour provinciale de Terre-Neuve n'envisage pas de mettre en oeuvre un système automatisé dans un avenir rapproché. Cependant s'il se trouvait des fonds disponibles, la Cour examinerait la possibilité d'améliorer son système d'information.

Le Tribunal de la famille unifié a été établi en 1977, pour juger toutes les affaires concernant les tribunaux de la famille dans la région de Saint-Jean. C'est la Cour supérieure qui s'occupe de ces affaires dans les autres régions.

Au T.F.U., la collecte des données est faite à la main. Toutes les données sont classées une fois par mois, par type de causes. Un rapport donne le nombre de causes entendues par chaque juge. Un formulaire de relevé mensuel des pensions alimentaires, indiquant les comptes, les paiements et les saisies-exécutions est établi au Tribunal de la famille unifié. (Voir les appendices A-6 et A-7.)

Les appendices A-8 et A-9 montrent des copies de formulaires de relevé des données, utilisés par les Services sociaux de Terre-Neuve. Il ne s'agit pas de données de base sur le nombre de dossiers, mais d'exemples de données ultérieures, que les services auxiliaires du tribunal sont susceptibles de fournir sur les causes se rapportant à la famille.

Les données recueillies par ce tribunal ne sont pas publiées, mais le tribunal les fournit très volontiers sur demande. Elles sont surtout utilisées à des fins budgétaires, pour montrer les besoins de ressources nouvelles ou supplémentaires.

Il est possible que le ministère de la Justice propose ou décide de mettre en oeuvre un système d'établissement des statistiques par ordinateur pour le Tribunal de la famille unifié de Saint-Jean, dans un avenir plus ou moins proche. Quoique différents genres de données soient recueillies présentement, le travail est fait manuellement et les données servent uniquement aux besoins du tribunal qui apprécierait l'organisation d'un système central de collecte de l'information.

La Cour suprême de Terre-Neuve ne recueille pas de données. Toutes les causes sont enregistrées dans un "Registre des causes" qui comprend tous les cas entendus par la Cour suprême pendant toute l'année. Pour connaître le nombre de causes concernant un domaine particulier des matières familiales (la garde des enfants par ex.), il faudrait les chercher dans le registre des causes et les compter. Par le passé, la Cour a déjà fait le comptage des causes jugées, en réponse à des demandes de statistiques pour des projets spéciaux. Cependant, ce n'est pas une pratique usuelle. Les statistiques concernant les divorces peuvent être obtenues du Registre central des divorces à Ottawa.

NOUVELLE-ECOSSE

La Nouvelle-Écosse est la seule province dans laquelle toutes les collectes et les publications de données concernant les matières familiales sont effectuées par le ministère des Services sociaux, et non par le ministère de la Justice ou par le ministère du Procureur général comme dans les autres provinces ou territoires. Les statistiques publiées sont très détaillées. Chaque juge remplit un "Rapport statistique" mensuel, qu'il envoie au ministère des Services sociaux. Les données sont ensuite classées, pour donner une vue d'ensemble des activités des tribunaux de la famille.

(Page 16) Le "Rapport statistique" mensuel indique les causes par ville ou comté dans lesquels elles ont eu lieu, et selon les lois en vertu desquelles elles ont été jugées. Les lois donnant lieu à des rapports détaillés sont: le "Children's Services Act" (loi sur les services à l'enfance), le "Family Maintenance Act" (loi sur les pensions alimentaires aux familles), le "Maintenance Orders Enforcement Act" (loi sur l'exécution des ordonnances de pension alimentaire ", le "Solemnization of Marriage Act" (loi sur la célébration du mariage), le Code criminel (qui n'a pas d'intérêt présentement pour le projet des tribunaux de juridiction non criminelle), l'"Infant's Custody Act" (loi sur la garde des enfants en bas âge) et les autres lois (Voir appendices B-1 à B-11). Le ministère des Services sociaux classe les données des rapports fournis par chaque juge, et établit des sommaires

NOUVELLE-ÉCOSSE (suite)

mensuels, indiquant le nombre de causes entendues pendant le mois par chaque juge. Cette compilation est faite de la même manière que dans le "rapport statistique", mais elle est établie par juge, au lieu d'être présentée par comté. Un rapport annuel, basé sur les "rapports statistiques", indique le nombre de causes jugées, par ville ou comté, et par loi. Il donne également les statistiques relatives à l'exécution des ordonnances de pension alimentaire, ainsi que les recouvrements effectués en vertu d'une ordonnance judiciaire, par emplacement des tribunaux.

Pour le moment, en Nouvelle-Ecosse, la collecte des données est effectuée manuellement; le ministère des Services sociaux les utilise pour ses besoins internes, pour les divisions du Personnel et des Programmes surtout. Le Ministère utilise ces données pour évaluer la charge de travail des tribunaux. De plus, le sommaire mensuel est ensuite envoyé aux juges des tribunaux, chaque mois. Aucun de ces renseignements n'est considéré comme confidentiel, cependant, toutes les données ne sont pas rendues publiques.

On procède actuellement, en Nouvelle-Ecosse, à la révision des formulaires de collecte des données et du procédé de relevé manuel. Une étude de faisabilité a été effectuée, il y a quatre ans, pour évaluer la possibilité d'installer un système d'informatique.

NOUVELLE-ÉCOSSE (suite)

Cette étude a conclu que les frais du système proposé, avec connexion à une unité centrale, n'étaient pas justifiés. Quoique le projet n'ait pas été poursuivi, les nouvelles méthodes de collecte des données permettront sans doute de recueillir plus de renseignements, avec plus de détails, de faire des distinctions entre les différents types d'ordonnances, par exemple, d'établir la liste des recouvrements de pensions alimentaires effectués et d'obtenir des renseignements détaillés sur les montants des arriérés. À l'heure actuelle, l'informatique n'est utilisée que pour les Services à la jeunesse.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

En 1975, le gouvernement de la province de l'Île-du-Prince-Édouard a créé une Division de la famille de la Cour suprême, ayant compétence dans toutes les questions de droit de la famille. Tous les renseignements fournis par la province viennent de cette Cour, mais ils ne sont recueillis que pour des projets spéciaux. Il n'y a pas de rapports réguliers.

Actuellement, l'Île-du-Prince-Édouard ne recueille pas de données sur les tribunaux de la famille. Il n'y a de statistiques détaillées que sur les affaires concernant la délinquance juvénile. L'absence de statistiques provient de deux causes. Premièrement,

ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (suite)

les tribunaux ont un personnel très réduit; il n'y a donc pas suffisamment de ressources humaines pour le relevé et la classification des données ni pour l'établissement de rapports. Deuxièmement, il n'y a pas de demande régulière d'information de ce genre.

(page 17) La Cour Suprême de l'Ile-du-Prince-Edouard (Division de la famille) établit des statistiques pour ses besoins internes, afin de savoir combien de causes de chaque catégorie sont jugées annuellement. (Voir l'appendice C-1 REMARQUE: ce tableau n'est pas publié régulièrement.)

A l'heure actuelle, il n'y a pas de comparaison ni de regroupement des données de tous les tribunaux de l'Ile-du-Prince-Edouard.

Etant donné les restrictions budgétaires et le peu de demandes de données détaillées et suivies sur les tribunaux de la famille, aucun plan n'est actuellement prévu pour étendre la collecte des données ni instaurer un système d'information automatisé. Toutes les données recueillies sont fournies sur demande.

NOUVEAU-BRUNSWICK

Le Nouveau-Brunswick a montré une grande activité dans le domaine des tribunaux de la famille unifiés. Les causes concernant la famille sont maintenant entendues dans les cinq sièges permanents des Tribunaux

NOUVEAU-BRUNSWICK (suite)

de la famille unifiés dans la province (Saint-Jean, Moncton, Bathurst, Edmundston et Fredericton). Ces tribunaux ont été créés au niveau de la Cour du Banc de la Reine et ils effectuent des tournées pour couvrir le reste de la province.

Les affaires familiales ne sont plus entendues à la Cour provinciale, tandis que les appels des T.F.U. sont maintenant jugés à la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick.

Présentement, on a peu de renseignements sur la collecte des données dans ce secteur. Un sommaire cumulatif de l'activité de la Cour du Banc de la Reine a été compilé de 1975 à 1980. Les données relatives aux affaires familiales comportaient les totaux annuels des adoptions, des divorces entrepris et des jugements irrévocables rendus. Ces données se rapportent à la période précédant la création des tribunaux de la famille au niveau de la Cour du Banc de la Reine.

Il n'y a pas de renseignements sur les données recueillies depuis la création des T.F.U. Il n'a pas été possible non plus d'obtenir des renseignements sur les plans éventuels prévus pour la collecte des données, ni sur le degré d'automatisation du relevé des données.

QUÉBEC

Le fait que le droit de cette province est fondé sur le Code Civil a donné lieu à l'établissement de procédés un peu différent pour l'au-

QUÉBEC (suite)

dition des causes concernant la famille. La majorité des affaires familiales sont jugées à la Cour supérieure.

Le Québec est l'une des provinces où la collecte des données sur les tribunaux est la plus développée. Il y existe plusieurs systèmes d'information dont deux sont d'un intérêt particulier pour le projet des tribunaux de la famille. Le premier, appelé "Système d'information de gestion" (S.I.G.) vise à procurer des renseignements concernant la gestion, sur l'activité des tribunaux qui dépendent de la Direction générale des services judiciaires (D.G.S.J.); ces renseignements comprennent des données sur le personnel, l'utilisation des salles d'audience et le nombre de causes jugées, c'est ce système qui procure la majeure partie de l'information nécessaire pour le rapport annuel du ministère de la Justice. Les formulaires sont remplis à la main dans les divers tribunaux et envoyés, soit au Coordonnateur provincial (où les données sont compilées à la main), soit au Coordonnateur régional (où certaines données peuvent maintenant être compilées automatiquement ou par ordinateur).

(page 18) L'appendice D-1 offre un spécimen de formulaire utilisé pour la collecte des données. Les tribunaux de la jeunesse donnent les totaux mensuels des adoptions. Les enfants canadiens et les enfants étrangers sont comptés séparément.

QUÉBEC (suite)

La Cour supérieure (chambre de la famille) donne les totaux mensuels des divorces, séparations, dossiers ouverts, mariages civils/ dossiers ouverts et mariages célébrés et divers autres renseignements sur la charge de travail. (Voir les appendices D-2 à D-4). Cette Cour remplit aussi des formulaires sur l'utilisation des salles d'audience et sur le personnel.

Le ministère de la Justice (D.G.S.J.) publie un rapport annuel * qui contient beaucoup de renseignements sur les affaires familiales. Les renseignements suivants sont recueillis dans les onze régions administratives du Québec: (Voir les appendices D-5 à D-14.)

- dossiers ouverts, Cour provinciale, et mariages civils;
- dossiers ouverts, Cour supérieure (chambre de la famille);
- dossiers ouverts, Tribunal de la jeunesse (adoptions);
- nombre de causes au rôle, Cour supérieure (chambre de la famille) causes entendues sur le fond du litige et pratique; *
- nombre de causes au rôle, Tribunal de la jeunesse (adoptions);
- nombre de jugements rendus par les officiers de justice, Cour supérieure, chambre de la famille;
- nombre de jugements rendus, Tribunal de la jeunesse (adoptions);
- jugements rédigés pour la signature du juge, Cour supérieure (chambre de la famille);

---

* Québec, ministère de la Justice, Direction générale des services judiciaires, Rapport d'activités, 1982-1983.

* La pratique traite surtout des affaires urgentes telles que les demandes interlocutoires ou les questions se rapportant aux dossiers ouverts.

QUÉBEC (suite)

- durée des procédures, dans les affaires familiales; et
- causes entendues sur le fond du litige (affaires familiales).

(page 19) Sur les treize catégories établies pour les affaires familiales, des renseignements détaillés sont fournis pour les causes se rapportant: aux mariages civils, aux adoptions, aux divorces et aux séparations. Les causes concernant les autres affaires sont groupées ensemble, sous la rubrique "Affaires familiales diverses". Il n'y a pas de répartition par loi.

Le Québec a exprimé le désir de modifier et de développer son système d'information.

ONTARIO

L'Ontario possède également un système d'information automatisé bien développé. Les données statistiques sont recueillies chaque jour dans les tribunaux de la famille (et les tribunaux de la famille unifiés) de toute la province. Les rapports sur les activités sont remis au "Centre d'information", qui est la banque centrale des données du ministère du Procureur général à Toronto. Pour la collecte des données, les tribunaux de la famille sont actuellement groupés en six régions, en plus de la région métropolitaine de Toronto; le tribunal de la famille unifié est compris dans le Centre Ouest. Le T.F.U. a

ONTARIO (suite)

été établi en 1977 par le gouvernement provincial, comme projet pilote, dans le district judiciaire de Hamilton - Wentworth, avec des juges du niveau de la Cour de comté.

Dans le système en vigueur, tous les tribunaux de la famille de l'Ontario, ainsi que le T.F.U., doivent remplir et remettre au Centre d'information un formulaire de "Relevé statistique quotidien" (voir appendice E-1) deux des cases de ce formulaire se rapportant aux premières comparutions et aux comptes des pensions alimentaires, ne sont pas remplies quotidiennement; les données sont fournies mensuellement, dans le dernier relevé de chaque mois.

Le formulaire de relevé quotidien des statistiques est utilisé pour la totalisation mensuelle des activités de chaque salle d'audience des tribunaux de la famille dans la province. Un sommaire des activités du tribunal est envoyé tous les mois à chaque administrateur et à chaque juge d'un tribunal, pour leur donner les statistiques concernant leur tribunal (voir appendice E-2).

Un sommaire annuel leur est également envoyé à la fin de chaque année. Un tribunal peut demander que des rapports sommaires spéciaux soient envoyés aux administrateurs et aux juges. Ces rapports sommaires regroupent les données fournies pour une certaine période, allant d'un mois à un an. Des rapports de ce genre sont généralement requis par

ONTARIO (suite)

des tribunaux qui veulent faire une analyse spéciale de leurs activités, telle qu'une comparaison par trimestre.

Le ministère du Procureur général utilise aussi ce formulaire pour recueillir les données destinées aux publications, aux prévisions budgétaires, aux demandes d'information et autres fins. Le formulaire sert également à la comparaison des activités des tribunaux de même importance, mais cette analyse n'est effectuée que s'il semble y avoir des différences dans les données d'un tribunal et pour comparer les activités des comptes courants et le nombre de causes en cours de règlement dans les tribunaux.

Chaque tribunal doit aussi remplir quotidiennement un formulaire d'utilisation des salles d'audience de la Cour provinciale, donnant des renseignements sur l'utilisation des salles de tribunaux. (Voir appendice E-3).

(page 20) Le ministère effectue des publications, trimestrielles et annuelles, de certains des renseignements fournis par les formulaires de relevé quotidien des statistiques. Les données recueillies pour des fins internes ne sont pas toutes publiées.

Le rapport annuel sur les statistiques des tribunaux * contient des données sur les causes jugées en vertu des diverses lois, ensemble et

---

* Ministère du Procureur général de l'Ontario, Direction des systèmes d'informatique, "Court Statistics Annual Report", exercice financier 1981-1982.

ONTARIO (suite)

séparément, par région et par district judiciaire. Les secteurs couverts sont les suivants:

Résumé des activités (pour toutes les lois)

Résumé des activités (relatives à la Loi sur le bien-être de l'enfance)

Résumé des activités (relatives à la Loi sur la réforme du droit de la famille)

Résumé des activités (relatives à la Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances de pension alimentaire)

Résumé des activités (autres Lois)

Délais de terminaison des affaires (loi sur le bien-être de l'enfance)

Délais de terminaison (affaires familiales) - Loi sur la réforme du droit de la famille
- Loi sur l'exécution réciproque des ordonnances de pension alimentaire
- Code criminel du Canada
- Autres lois excepté la Loi sur le bien-être de l'enfance, la Loi sur les jeunes délinquants et la Loi sur l'éducation.

Sommaire des activités des comptes courants

Sommaire des activités des comptes courants avec les organismes du Bien-être social et relatifs aux assignations

Sommes perçues provenant des pensions alimentaires et paiements envoyés au gouvernement.

ONTARIO (suite)

Le système employé en Ontario couvre presque tous les treize sujets sur lesquels on peut recueillir des données (voir les appendices E-4 à E-13).

La Cour suprême et les tribunaux de comté envoient au Centre d'information un rapport mensuel des statistiques, couvrant toutes les affaires entendues dans ces tribunaux. Les seuls domaines touchant le droit de la famille sont les causes de divorce jugées par la Cour suprême (voir les appendices E-14 et E-15). Les données fournies par ce formulaire sont utilisées pour la publication d'un rapport trimestriel intitulé "Supreme, Surrogate, County and District Court Report" (Rapport de la Cour suprême, des tribunaux de successions et tutelles, de comtés et de districts). Un rapport annuel donne les statistiques annuelles sur les tribunaux. Il couvre les domaines suivants du droit de la famille:

Sommaire des activités (actions en divorce de la Haute Cour)
un tableau accompagne les statistiques (appendices E-16 et E-17)

Sommaire des activités (causes matrimoniales et divorces)
un tableau des procédures accompagne les statistiques (E-18 et E-19).
Une copie des procédures dans les tribunaux civils de l'Ontario est donnée en appendice.

(page 21) Une modification du système d'information a été mise en vigueur au tribunal de la rue Jarvis à Toronto, où on a automatisé le relevé des activités des comptes courants. Les données sont entrées dans l'ordinateur qui émet tous les chèques. Si le procédé s'avère satisfaisant, il

ONTARIO (suite)

pourrait être étendu à tous les tribunaux dans ce secteur. Notons également que tous les dossiers de ce tribunal ont été mis sur microfiches.

On ne prévoit pas d'expansion du système d'information pour le moment.

MANITOBA

Actuellement, au Manitoba, la collecte des données est concentrée sur l'exécution des ordonnances de pension alimentaire. Les appendices F-1 et F-2 montrent des spécimens de statistiques du programme d'exécution des ordonnances alimentaires. Ces statistiques, compilées depuis trois ans déjà, sont surtout utilisées pour la gestion et les prévisions budgétaires.

En dehors des données sur les pensions alimentaires, il n'y a pas de relevés statistiques hebdomadaires ni mensuels dans cette province. Il est possible que les tribunaux recueillent diverses données pour leur propre usage, mais on ne pourrait s'en assurer qu'en communiquant avec chaque tribunal.

Pour obtenir des données d'un tribunal, il faut communiquer avec le greffier du tribunal, et le relevé des données est fait à la main.

Le Manitoba a exprimé un certain intérêt pour la collecte d'autres

MANITOBA (suite)

renseignements, aussi bien dans le domaine de l'exécution des ordonnances alimentaires (en plus de ceux qui sont déjà recueillis) que sur les demandes de garde et le bien-être des enfants, etc., pour déterminer les domaines dans lesquels les tribunaux pourraient étendre leurs activités, prévoir des changements, etc.

Quoique la nécessité d'obtenir plus d'information sur les tribunaux de la famille soit bien admise, deux facteurs ont entravé le développement:

- le manque de ressources;
- la création imminente d'un tribunal de la famille unifié.

Etant donné les conséquences de l'adoption de cette dernière mesure, le développement de la collecte des données est subordonné à la mise en oeuvre du T.F.U.

SASKATCHEWAN

La Saskatchewan utilise actuellement un système manuel de relevé des données sur les tribunaux de la famille, mais s'apprête à instaurer un système automatisé.

Les tribunaux de la Cour provinciale de la Saskatchewan recueillent les données à la main. Les données relatives aux services sociaux et juvéniles sont recueillies quotidiennement et compilées mensuellement. Toutes

SASKATCHEWAN (suite)

les autres statistiques sont établies annuellement, et classées par loi. Elles sont publiées dans les rapports annuels du gouvernement provincial. Les données sur la charge de travail sont recueillies mensuellement pour chaque juge (nombre de tournées) et les totaux sont calculés annuellement.

(page 22) Un tribunal de la famille unifié a été créé à Saskatoon en 1977. Il recueille ses propres données qui sont publiées dans des rapports annuels. Toutes les données sont recueillies au moyen d'un formulaire intitulé "Actions Commenced by Originating Motion" (Actions ouvertes par demande introductive). (Voir l'appendice G-1).

En juillet 1981, la Cour du Banc de la Reine et la Cour de district ont été fusionnées sous le nom de Cour du Banc de la Reine. Cette Cour a aussi un système manuel de collecte des données, établi en vue de la comptabilité. Les données recueillies sont très détaillées; elles sont classées par type de causes, emplacement des tribunaux et année. On peut obtenir des sommaires de fin d'année, pour chaque Cour du Banc de la Reine, ainsi que des sommaires des activités judiciaires de chaque centre judiciaire. Les données venant de la Cour du Banc de la Reine portent sur les actions ouvertes, le nombre de jours de séance du tribunal, le nombre d'adoptions, le volume d'affaires entendues dans la chambre et le nombre de jours de séance par chambre, pour chaque emplacement. Le tribunal des divorces recueille également des données sur les affaires jugées, dans les divers sièges du tribunal. Les données portent sur le nombre de jours de

SASKATCHEWAN (suite)

séance, le nombre de requêtes, le nombre de causes entendues et de causes non contestées.

Une fois compilées, les statistiques de la Cour du Banc de la Reine sont utilisées à des fins internes, pour les prévisions budgétaires surtout. Les totaux sont communiqués aux divers sièges de la Cour, pour fins d'information.

La Saskatchewan avait entrepris l'adoption d'un système automatisé en trois phases, intitulé "Provincial Court Management Information System - PCMIS" (Système d'information de gestion de la Cour provinciale). Cependant, ce système a été abandonné en faveur d'un nouveau système automatisé qui répondra à tous les besoins en matière de statistiques et qui est en voie d'approbation.

(page 22) ALBERTA

Pour le moment, l'Alberta ne peut pas participer aux programmes des tribunaux de la famille au C.C.S.J. Les renseignements suivants ont tout été tirés de divers rapports et brochures qui se trouvent au Centre ou dans les bibliothèques.

En mars 1982, l'Alberta avait quatre cours:

1. La Cour d'appel de l'Alberta

ALBERTA (suite)

2. La Cour du Banc de la Reine de l'Alberta

3. La Cour des successions et tutelles

4. La Cour provinciale (avec quatre divisions: tribunal criminel, tribunal de la jeunesse, tribunal de la famille, tribunal des petites créances).

Les tribunaux de la jeunesse et de la famille effectuent des tournées des huit sièges différents dans la province.

On trouve peu de renseignements sur la collecte des données relatives aux tribunaux de la famille dans cette province. Toutes les données actuellement disponibles viennent du Rapport du Procureur général *, publié annuellement.

En 1980, les données fournies par ce rapport concernaient:

(page 23)

- les actions civiles entreprises (à l'exclusion des divorces);
- les actions civiles entendues (à l'exclusion des divorces);
- les requêtes en divorce déposées; et
- les jugements conditionnels rendus.

Les données de ces catégories étaient des totaux annuels, avec totaux de l'année précédente et les pourcentages des changements. Une rubrique s'appliquait également aux revenus - honoraires du shérif et frais juridiques. (Voir appendice I-1).

---

* Alberta, Rapports annuels du Procureur général, 1980 et 1982.

ALBERTA (suite)

La Cour provinciale de l'Alberta recueillait des totaux similaires. (En 1980, le tribunal de la famille était une division de la Cour du Banc de la Reine. Actuellement, il est indiqué comme division de la Cour provinciale). Les totaux des causes inscrites au rôle et des causes réglées pour 1978-1979 et 1979-1980 sont comparés, et les pourcentages des changements sont calculés, ainsi que les totaux des versements volontaires et des versements tardifs pour ces deux années. (Voir appendice H-1).

Le rapport annuel de mars 1982 ne donnait pas les statistiques de la Cour provinciale. Les renseignements statistiques pertinents pour 1981-1982 et 1980-1981 concernaient:

- le total des causes civiles entendues (à l'exclusion des divorces);
- le total des causes civiles (à l'exclusion des divorces);
- les requêtes en divorce déposées; et
- les jugements conditionnels rendus; plus
- certains renseignements sur les activités du shérif. (Voir appendice H-2).

Le rapport de 1982 donne un bref compte rendu des données statistiques disponibles pour certains niveaux de tribunaux. La Cour d'appel recueille les chiffres des totaux; cependant, il y a peu de renseignements détaillés sur ces données, sinon que les appels au civil et au criminel sont comptés séparément.

ALBERTA (suite)

Les affaires familiales sont celles qui sont indiquées dans les tableaux mentionnés précédemment.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

La responsabilité de l'administration de la justice en Colombie-Britannique revient au ministère du Procureur général. Dans les questions de droit de la famille, les services de ce ministère sont appuyés par ceux du ministère des Ressources humaines, qui procure des services de soutien, en vertu du "Family and Child Service Act" (Loi sur les services à la famille et aux enfants), ainsi que de l'Adoption Act" (Loi sur l'Adoption).

Il y a présentement trois tribunaux de la famille unifiés en Colombie-Britannique, qui desservent les régions de Richmond, Surrey et Vancouver. À la différence des Tribunaux de la famille unifiés de certaines autres provinces, ceux de la Colombie-Britannique ne se trouvent pas "unifiés" en une seule structure. Mais la Cour suprême et la Cour provinciale qui s'occupent de la plupart des affaires familiales ont été situées ensemble, dans ces trois régions.

Les divers tribunaux des cinq régions ou divisions administratives de Colombie-Britannique recueillent des données statistiques variées.

(page 24) COLOMBIE-BRITANNIQUE (suite)

Au niveau provincial, les données du Tribunal provincial de la jeunesse et du Tribunal de la famille de la Cour provinciale sont recueillies chaque jour, et remises à Victoria tous les mois par chaque tribunal (Voir appendices I-1 à I-3). Ces formulaires ont été révisés récemment, mais il n'a pas été possible d'obtenir les formulaires révisés pour le présent rapport. De façon générale, les mêmes données sont toujours recueillies pour le "Family Relations Act" (Loi sur les relations familiales) et le "Protection of Children Act" (Loi sur la protection de l'enfance). Elles portent sur:

- le nombre total des nouvelles causes;
- le jugement final; et
- la durée de chaque cause.

Cependant, pour plus d'exactitude, la rubrique "nombre de jours de séance du Tribunal" a été changée en "nombre d'audiences". Ce changement reflète plus exactement le temps consacré aux affaires familiales et civiles qui peuvent être entendues le même jour dans le même tribunal.

Ce rapport comporte aussi une nouvelle catégorie, le "nombre de causes en suspens par période de 30 jours, à la fin du mois", qui remplace, en l'améliorant, la catégorie "autres" indiquée dans les appendices I-1 à I-3.

COLOMBIE-BRITANNIQUE (suite)

Aux autres niveaux judiciaires, la Colombie-Britannique recueille peu de données sur les tribunaux de la famille au moment présent. Les tableaux donnent les statistiques de la Cour de comté (division civile) et de la Cour suprême (division civile) jusqu'en 1976 ou 1977.

À la Cour de comté, toutes les affaires familiales entendues seraient classées dans la catégorie "autres". Elles ne sont pas comptées séparément. (Cependant, les Cours de comté de la Colombie-Britannique ne s'occupent que des questions relatives aux mariages et au bien-être des enfants). (Voir appendices I-4 et I-5).

À la Cour suprême, on a fait une catégorie spéciale pour les divorces et autres causes matrimoniales" (voir appendice I-6). Cette façon de procéder permet de subdiviser ces causes en:

- causes inscrites au rôle pour jugement;
- causes non jugées au début du mois;
- causes jugées et terminées;
- réglées; et
- rayées du rôle;

avec les totaux de ces subdivisions.

L'annexe I-7 donne des renseignements plus détaillés sur les affaires familiales. "Divorces et autres causes matrimoniales", "Adoptions", "Séparations judiciaires entreprises" et "Annulations" sont comptées séparément. En plus de donner des détails sur les causes, ce tableau les

COLOMBIE-BRITANNIQUE (suite)

sépare de toutes les autres causes, ce qui permet les comparaisons.

Les données de la Cour suprême et de la Cour de comté étaient recueillies par l'Administration des tribunaux de Colombie-Britannique jusque vers 1976. À cette époque, les services furent réorganisés, les régions modifiées et la collecte des données fut suspendue en prévision d'un nouveau système de relevé.

(page 25) La Cour d'appel de la Colombie-Britannique recueille les données chaque jour et établit des rapports mensuels. Ces statistiques donnent des renseignements de base sur la charge de travail, tels que le nombre de causes civiles et criminelles par mois. (Voir appendices I-8 et I-9).

Les données recueillies portent aussi sur la durée des séances du tribunal, l'emplacement et le nombre des salles d'audience. Ces données sont compilées et entrées dans la perforatrice, afin d'établir un rapport mensuel sur l'utilisation des tribunaux, pour les besoins de la gestion.

Le ministère des Ressources humaines relève aussi certaines données sur les affaires familiales. Le rapport annuel donne quelques détails sur les adoptions, par âge, placement, lieu d'origine, genre d'enfant, etc. (voir appendice I-10).

COLOMBIE-BRITANNIQUE (suite)

À partir de 1982-1983, les rapports internes ont été établis trimestriellement au lieu de mensuellement, quoique certains totaux soient toujours effectués mensuellement.

Les rapports des tribunaux de la famille et de la jeunesse, de la Cour provinciale, ne sont pas publiés régulièrement pour le moment; ils sont utilisés à des fins internes, pour renseigner l'administration. À l'occasion, certaines des données sont incluses dans le rapport annuel du P.G.

Parmi les utilisateurs des données fournies par le ministère du Procureur général, on compte les juges, l'avocat de la Couronne/Direction du droit de la famille), et la gestion des Services des tribunaux.

Présentement, les données sont enregistrées à la main, sur une machine à traitement de textes.

Un projet majeur visant à étendre ou à remplacer le système actuel de collecte des données est à l'étude. Les plans prévoient l'établissement d'une "liste globale des tribunaux" pour laquelle les données relatives aux causes inscrites au rôle seraient entrées dans la perforatrice chaque jour, pour fournir des relevés hebdomadaires et mensuels sur l'usage des salles d'audience. On prévoit aussi un système qui donnerait des renseignements sur chaque cause et d'autres détails tels que le nombre

COLOMBIE-BRITANNIQUE (suite)

de causes par article de loi plutôt que par loi, par exemple, au moyen d'un formulaire de relevé normalisé. Les Services des tribunaux de la Colombie-Britannique estiment que ces changements pourraient être accomplis, pour les tribunaux de la famille, des petites créances et de la jeunesse, vers la fin de 1984.

Les problèmes rencontrés dans l'amélioration de la collecte des données semblent provenir du fait que le relevé des données n'est pas considéré comme très prioritaire dans le contexte des ressources financières actuelles. En conséquence, la collecte des données sur les tribunaux de la famille a beaucoup de retard par rapport à ce qui est fait dans le domaine de la juridiction criminelle.

En ce qui concerne les Cours de comté et la Cour suprême, le projet pilote de la Colombie-Britannique représente un effort notable pour améliorer la collecte des données. L'étude Westbrook de 1982 (présidée par le juge en chef McEachern) a fait un examen détaillé des statistiques actuelles et de celles qui seraient nécessaires dans ces tribunaux. Les Services des tribunaux de Colombie-Britannique ont entrepris la mise en oeuvre de certaines des recommandations de cette étude, avec l'assistance de la Direction de l'aide technique du C.C.S.J.

Le projet débutera dans un des sièges des tribunaux à l'automne 1983, pour la production de données sur l'administration et la gestion,

COLOMBIE-BRITANNIQUE (suite)

à l'intention des services des tribunaux et des juges.

(page 26) Ce projet vise essentiellement à fournir des statistiques sur les causes civiles; de ce point de vue, il dépasse les recommandations de l'étude Westbrook, en incluant des renseignements sur l'évolution des causes et l'évaluation de l'efficacité. Les appendices I-11 à I-15 donnent des spécimens des formulaires de collecte des données qui doivent être utilisés pour ce projet ainsi qu'un aperçu des renseignements requis et des résultats visés.

Ce projet pilote est une expérience qui, si elle réussit, pourrait servir de modèle pour la collecte des statistiques en d'autres endroits de la Colombie-Britannique et du Canada. Il représente pour le moment, l'examen le plus détaillé jamais effectué sur les besoins de ces tribunaux du point de vue des statistiques.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Les trois Cours des Territoires du Nord-Ouest, la Cour d'appel, la Cour suprême et la Cour territoriale, sont administrées par le chef de la Division des services des tribunaux du ministère de la Fonction publique.

Dans le territoire du Nord-Ouest, on doit envisager la collecte des données d'un point de vue tout à fait différent. Le nombre des causes concernant la famille est bien inférieur au volume d'affaires

TERRITOIRES DU NORD-OUEST (suite)

familiales des autres juridictions; de ce fait, on n'y a pas créé de tribunaux de la famille. Les affaires familiales sont jugées par la Cour suprême et la Cour territoriale, avec toutes les autres causes.

Présentement, les Territoires du Nord-Ouest recueillent des données de base globales comprenant;

- le total des ordonnances de pension alimentaire;
- le total des causes jugées en vertu de la "Child Welfare Ordinance" (décret sur le bien-être de l'enfance) relevé annuel de la Cour suprême
- le total des divorces; et
- le total des adoptions.

Les données relevées sont des totaux annuels. (Voir appendices J-1 et J-2).

Etant donné le faible volume de causes, il est relativement facile de suivre l'évolution de ce secteur judiciaire sans relevé des données courantes. (Ainsi, en 1980, il y a eu 28 ordonnances de pension alimentaire et 47 affaires concernant le bien-être des enfants). Du fait que les causes concernant la famille ne représentent qu'un petit pourcentage de la charge de travail totale, il y a eu peu d'efforts faits pour développer le relevé des données. Aucune mesure n'est actuellement prévue dans le domaine des tribunaux de la famille, quoique le secteur des tribunaux de la jeunesse ait récemment fait l'objet d'un examen.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST (suite)

La plus récente mesure adoptée, en matière de collecte des données, est le Projet de système d'information sur la justice, entrepris par Systems West avec l'assistance de la Direction de l'aide technique du C.C.S.J. Ce projet prévoit le relevé de données sur certaines causes et sur leur évolution, quoiqu'il vise essentiellement à obtenir l'information nécessaire pour l'établissement des budgets. Il est possible que ce système permette éventuellement d'obtenir des données sur les tribunaux de la famille; il s'agira d'un système manuel, fournissant les données sur demande et non d'un système permanent.

(page 27) YUKON

Au Yukon, au niveau de la Cour suprême, les données sont relevées par type de causes. Elles indiquent le nombre d'heures consacrées à chaque type de causes (criminelles ou civiles). On peut aussi obtenir les statistiques sur le divorce de cette Cour ou du Registre central des divorces à Ottawa.

La Cour territoriale fournit aussi diverses statistiques. L'appendice K-1 donne un bon aperçu des détails fournis. Les causes concernant la garde des enfants et les pensions alimentaires sont comptés séparément; toutes les autres affaires concernant la famille sont groupées sous la rubrique "autres causes". Les détails donnés concernent:

YUKON (suite)

- les nouvelles causes pour la période considérée;
- les nouvelles causes pour la période précédente;
- la moyenne des nouvelles causes par période, pour cette année;
- les causes en cours à la fin de cette période;
- les causes en cours à la fin de la période précédente; et
- la moyenne des causes en cours à la fin des périodes pendant cette année.

(Une période représente environ 30 jours).

L'appendice K-2 montre les données fournies sur le total des causes au rôle, entendues et ajournées. Le registre de la Cour donne certaines données globales relatives aux affaires familiales, comprenant les totaux des petites créances, des affaires civiles, des gardes d'enfant et des ordonnances de pension alimentaire pour la période précédente et la période considérée, ainsi que les moyennes annuelles.

On peut aussi trouver des données sur le total des jours de séances des juges, du J.P. et des greffiers, pour la période précédente et la période considérée, et les totaux globaux pour l'année. (Voir appendice K-3). Une liste d'envoi indique le personnel du tribunal qui reçoit ces données. (Voir appendice K-4).

Ces statistiques sont surtout utilisées pour la comptabilité et la préparation du budget. L'examen des totaux permet de repérer les

YUKON (suite)

secteurs où il est nécessaire d'augmenter les ressources ou de modifier la procédure administrative.

Les données sont relevées et totalisées à la main; du fait que la demande est faible, il n'est pas question d'automatiser le système.

3. SOMMAIRE ET COMPARAISON DES STATISTIQUES

Le tableau très simple présenté à la page suivante donne un aperçu des données recueillies dans les tribunaux de la jeunesse dans tout le Canada. *

En ce qui concerne des domaines comme le mariage, le divorce et l'adoption, le tableau indique simplement s'il y a des données recueillies sur ce genre de causes. Cependant, il faut noter quelques différences possibles. Ainsi, dans la colonne des mariages, quoique l'Île-du-Prince-Edouard, le Québec et la Nouvelle-Ecosse recueillent des données sur les mariages, le total, dans l'Île-du-Prince-Edouard, représente les "mariages", le total du Québec se rapporte aux "mariages civils célébrés", tandis que le total de la Nouvelle-Ecosse porte sur le "nombre de mariages célébrés". (Voir appendices C-1, D-4 et B-2 respectivement.) Il est certain qu'il faudrait examiner ces chiffres de plus près pour s'assurer

* La mention N/A signifie que le concept a été aboli (la légitimité, p. ex.) ou qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir une ordonnance du tribunal à ces fins.

3. SOMMAIRE ET COMPARAISON DES STATISTIQUES (suite)

(page 28)

qu'ils sont tous comparables. Les totaux de l'Île-du-Prince-Edouard et de la Nouvelle-Ecosse comprennent-ils à la fois les mariages civils et les mariages religieux ou l'une des deux catégories seulement? Les définitions du "mariage civil" sont-elles les mêmes pour le Québec que pour le reste du Canada (qui suit le Common law)?

Une autre lacune de ce tableau réside dans le fait qu'il ne détaille pas les données relevées. L'Île-du-Prince-Edouard ne relève que les totaux mentionnés, tandis que les deux autres provinces recueillent aussi d'autres données sur les mariages (voir les appendices cités ci-dessous).

Les données recueillies sur les divorces sont assez comparables, probablement parce que le Registre central des divorces à Ottawa exige des renseignements comparables (voir appendice L-1). Cependant, comme dans le cas des mariages, certaines provinces (telles l'Île-du-Prince-Edouard ou le Nouveau-Brunswick) ne relèvent que de simples totaux, tandis que d'autres recueillent des renseignements plus détaillés, sur le nombre de dossiers ouverts, de causes entendues, de jugements conditionnels et irrévocables rendus.

La catégorie des mesures accessoires présente parfois des difficultés du point de vue des statistiques. Le problème porte sur la diffé-

3. SOMMAIRE ET COMPARAISON DES STATISTIQUES (suite)

rence entre les mesures accessoires et les ordonnances de pension alimentaire.

Il conviendrait de noter ici que le terme "mesures accessoires" s'applique aux "ordonnances de soutien du conjoint ou des enfants (ou des deux), de garde et droit de visite des enfants nés du mariage, rendues en vertu de la Loi sur le divorce, relativement à une requête en divorce". +

Les versements de pensions alimentaires sont faits "en vertu de la législation provinciale et non en relation avec une requête en divorce. Une ordonnance rendue en vertu de la Loi sur le divorce a priorité sur une ordonnance rendue en vertu d'une loi provinciale."+

On doit donc se rappeler de cette différence quand on examine les statistiques relatives aux pensions alimentaires.

Dans les formulaires de relevé des données, Terre-Neuve est la seule province qui spécifie que certaines données se rapportent à la Loi sur le divorce et d'autres à la législation provinciale. Les autres provinces et territoires ne font pas cette distinction. Les données recueillies sur les ordonnances de pension alimentaire sont

---

+ Rapport sur l'information et la planification du Projet des tribunaux de la famille, p. 80.

3. SOMMAIRE ET COMPARAISON DES STATISTIQUES (suite)

donc classées comme causes jugées en vertu de la loi provinciale. En fait, ces données peuvent comprendre les ordonnances rendues en vertu de la loi fédérale aussi bien qu'en vertu de la loi provinciale.

Ainsi que le montre le tableau, la propriété matrimoniale n'est pas un domaine très important du droit de la famille. Deux provinces seulement recueillent des données à ce sujet et, dans le cas de l'Ile-du-Prince-Edouard, les chiffres incluent des données se rapportant à d'autres cas.

Dernière remarque sur les catégories indiquées dans le tableau: la rubrique "Bien-être de l'enfance" peut comprendre des données sur la protection ou la supervision des enfants ou les enfants remis aux soins de la Couronne. Donc, même si nombre de juridictions recueillent des données de cette catégorie, ces données ne sont pas toujours comparables. Ainsi, les données de la Colombie-Britannique sont classées par loi ("Protection of Children Act" - Loi sur la protection de l'enfance). (Voir appendice I-1) tandis que les données fournies par Terre-Neuve concernent seulement la tutelle (Appendice A-6). Il faut se rappeler de ce fait quand on compare les données.

TABLEAU 1: AFFAIRES FAMILIALES - DONNÉES DISPONIBLES (1983)*

JURIDICTION	MARIAGES	ANNU-LATIONS	DIVORCES	MESURES ACCESSOI-RES	PROPRIÉTÉ MATRIMO-NIALES	SÉPARA-TIONS JU-DICIAIRES	PENSIONS ALIMEN-TAIRES	GARDE DES ENFANTS/DROIT DE VISITE	LÉGITIMITÉ	PATERNITÉ	TUTELLES	ADOPTIONS	BIEN-ÊTRE DE L'ENFANCE
TERRE-NEUVE			X	X	X		X	X					X
ÎLE-DU-PRINCE-EDOUARD	X		X		X		X					X	X
NOUVELLE-ECOSSE	X		X				X	X	S/O				X
NOUVEAU-BRUNSWICK			X						S/O			X	
QUEBEC	X		X			X						X	
ONTARIO			X			S/O	X		S/O			X	X
MANITOBA							X						
SASKATCHEWAN			X		X		X	X				X	
ALBERTA			X										
COLOMBIE-BRITANNIQUE		X	X			X		X				X	X
TERRITOIRES DU NORD-OUEST			X									X	X
YUKON				X			X						X

* X ne veut pas dire que les données sont comparables, mais simplement que des données sont recueillies dans cette catégorie d'affaires.

(page 30) 4. AUTRES SOURCES D'INFORMATION

Le premier Rapport sur l'information et la planification du projet des tribunaux de la famille contient des renseignements sur les autres sources d'information susceptibles de fournir des données pertinentes. Le présent rapport concentre son attention sur les tribunaux eux-mêmes et sur les systèmes de collecte des données qu'ils utilisent. Cependant, il existe d'autres organismes qui recueillent diverses données sur les affaires familiales et il faut les mentionner. (Le rapport précédent donne une liste plus détaillée, à laquelle on devrait se référer pour connaître toutes les autres ressources disponibles). Les sources suivantes sont celles qui fournissent spécifiquement des données de base sur les tribunaux de la famille et qui peuvent donc être utiles et représenter une économie de temps pour le projet, à son stade actuel de développement.

1. Le Registre central des divorces (ministère de la Justice) recueille une grande variété de données sur le divorce au Canada. Le formulaire normalisé qu'il faut remplir et envoyer au bureau du Registre comprend aussi des renseignements sur la garde des enfants. (Voir appendice L-1).

2. Statistique Canada - Statistique d'état civil, contient une grande variété de données, sur les divorces comme sur les mariages; il est publié tous les ans. (Voir appendices M-1 et M-2.)

Ces deux sources d'information sont particulièrement pertinentes à ce stade, et il est possible que certains organismes recueillent d'autres données.

4. AUTRES SOURCES D'INFORMATION (suite)

1. Registre central de contrôle des ordonnances de pensions alimentaires et de garde d'enfant (ministère de la Justice). On étudie actuellement la possibilité d'établir un bureau central national pour contrôler l'exécution des ordonnances de pension alimentaire et de garde d'enfant. Pour le moment, aucun plan détaillé n'a été établi; on attend le Rapport final du Comité fédéral - provincial sur l'exécution des ordonnances de pension alimentaire et de garde d'enfant.

(page 31)

SECTION D: FORMULAIRES

1. INTRODUCTION

Cette section énumère les formulaires utilisés pour les affaires familiales dans chaque juridiction.

Nous citons ces formulaires pour montrer les nombreux détails de procédure des causes familiales et signaler les diverses étapes auxquelles il serait possible de recueillir des données. *

2. JURIDICTIONS

FORMULAIRES DE TERRE-NEUVE

"Maintenance Act" (Loi sur les pensions alimentaires)

Summons (Sections 4(1), 20)
Order (Sections 4(2), 20)
Summons (Sections 5(1), 6(1), 20)
Order (Sections 5(2), 6(2), 20)
Follow Up of Referrals
Family Counsellor Statistics

"Unified Family Court Act" (Loi sur les tribunaux unifiés de la famille)

Intake Form
Information
Application
Notice of Hearing
Notice of Default
Financial Statement
Agreement for Consent Order
Record of Hearing
Maintenance Order
Maintenance Summons, Section 5(1) & 6(1)
Maintenance Summons, Section 4(1), 20
Provisional Orders
Certificate of Receipt of Maintenance Payments
Summons

---

* REMARQUE: Nous avons indiqué tous les formulaires que nous avons pu nous procurer. Il est possible que ce ne soient pas les seuls formulaires utilisés dans chaque juridiction.

2. JURIDICTIONS

"Unified Family Court Act" (suite)

Attachment
Order of Attachment
Statement of Property
Recognizance
Maintenance Variation
Remand for Prisoner
Subpoena & Subpoena to a Witness
Warrant
(page 32) Probation Order
Undertaking Given to a Justice or a Judge
Affiliation Order
Writ of FIFA
Letter to Doss re: Court Date
Letter to Doss re: Cannot Take Court Action
Letter re: Information for Reciprocals
Warrant of Committal
Confirmation Order
Affidavit (Maintenance)
Identification Form
Writ of Summons
Request for Enforcement
Letter to Adult Corrections

"Divorce Act" (Loi sur le divorce)

Petition for Divorce
Notice of Petition for Divorce
Affidavit of Service
Answer
Answer and Counterpetition
Decree Nisi
Decree Absolute at Trial
Application by Petitioner or Counter-petitioner for Decree Absolute

FORMULAIRES DE LA NOUVELLE-ECOSSE

"Solemnization of Marriage Act" (Loi sur la célébration du mariage)

Marriage Certificate
Marriage Certificate by Licence
Form of Affidavit
Marriage Register

FORMULAIRES DE LA NOUVELLE-ECOSSE (suite)

"Divorce Act" (Loi sur le divorce)

Petition for Divorce
Notice of Petition for Divorce
Affidavit of Service of a Petition and Notice of Petition for Divorce
Answer to Petition for Divorce
Answer and Counter-petition
Notice to Person named in Counter-petition
Notice of Hearing for Matrimonial Causes other than at Halifax Non-jury sittings
Notice of Hearing for Matrimonial Causes at Halifax Non-jury sittings
Decree Nisi
Decree Absolute at Hearing
Decree Absolute Other than at Hearing
Application for Decree Absolute by Petitioner or Counter-petitioner
Certificate of Prothonotary
Order of Prothonotary Setting Decree for Trial
Notice of Hearing Issued by Prothonotary on Default

FORMULAIRES DE L'ÎLE-DU-PRINCE-EDOUARD

(page 33)

"Premarital Health Examination Act" (Loi sur la visite médicale prénuptiale)

Certificate of Examination - Form 1 - renvoyé à l'officier de santé principal
Form 2 - remis au requérant par le médecin, après l'examen médical

"Family Law Reform Act" (Loi sur la réforme du droit)

Notice to file Statement of Property (on Statement of Financial Information)
Warrant for Arrest of Respondent or Debtor
Request for Enforcement
Notice of Default
Attachment Order
Notice of Garnishment
Dispute
Notice of Hearing of Dispute
Warrant of Committal

"Divorce Act" (Loi sur le divorce)

Petition for Divorce
Affidavit of Petitioner
Notice of Petition for Divorce
Affidavit of Service of Petition
Defence and Counterclaim
Notice to Co-Respondent by Counterclaim
Decree Nisi
Decree Absolute

FORMULAIRES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Cour du Banc de la Reine

Reply (to applications for relief)
Notice of Application
Order to Attend
Financial Statement
Summons to Witness

"Divorce Act" (Loi sur le divorce)

Petition for Divorce
Notice of Petition for Divorce
Form of Notice to be Used when Substituted Service by Publication is Ordered
Answer to Petition for Divorce
Answer and Counter-Petition
Notice to Person Named in Counter-petition
Decree Nisi
Decree Absolute at Hearing
Application for Decree Absolute by Petitioner or Counter-petitioner
Certificate of Registrar
Decree Absolute other than at Hearing

(page 34) FORMULAIRES DU QUEBEC

Loi sur l'adoption

Certificat du jugement d'adoption
Attestation d'adoption
Acte de naissance

Loi sur le divorce

Jugement conditionnel de divorce
Jugement irrévocable de divorce
Requête en divorce

FORMULAIRES DE L'ONTARIO

"Children's Law Reform Act" (Loi sur la réforme du droit des enfants)

Recital For Order Under Section 4 or 5 of Act
Declaration Affirming Parentage
Finding of Parentage
Statement of Finding of Parentage

"Judicature Act" (Loi sur la magistrature)

Statement of Property
Statement of Financial Information
Notice to File Statement of Property (or Statement of Financial Information)
Warrant for Arrest of Respondent or Debtor

"Cour provinciale" (Division de la famille)

*Acknowledgement of Service
*Advertisement
*Warrant for Arrest
*Application
*Financial Statement
*Notice of Hearing
*Affidavit of Service
*Answer - Claim by Respondent
*Notice of Claim by Respondent
*Reply by Added Party
*Affidavit in Support of Motion
*Notice of Motion
*Summons to a Witness

(page 35)

*Certificate of Clerk
*Notice of Information Hearing
*Notice of Hearing for Further Evidence
*Notice of Resumption of Hearing
*Notice of Hearing
*Affidavit in Support of Motion
*Notice of Motion
*Affidavit of Service
*Summons to a Witness
*Consent to Adoption - Director
*Affidavit of Execution
*Consent to Adoption - General
*Affidavit of Execution
*Consent to Adoption - Child

"Cour provinciale" (suite)

*Affidavit of Execution
*Recommendation of Director
*Recommendation of Trial Director
*Report of the Official Guardian
*Warrant to Search for and Detain a Child
*Order on Motion Without Notice
*Order
*Request for Enforcement
*Request for Execution on Garnishment
*Writ of Execution
*Order of Attachment
*Notice to Garnishee
*Dispute
*Notice of Garnishment or Attachment Hearing
*Warrant of Committal
*Notice of Default
*Recognizance

"Tribunal unifié de la famille"

Reply by Applicant
Certificate of Court
Proceeding
Statement of Property

* L'astérique indique les formulaires qui sont employés aussi au T.F.U.

"Family Law Reform Act" (Loi sur la réforme du droit de la famille)

Designation of a Matrimonial Home
Cancellation of Designation of a Matrimonial Home

"Formulaires des procédures de divorce"

Petition for Divorce
Notice of Petition for Divorce
Affidavit of Service of a Petition and Notice of a Petition for Divorce
Notice (when Substituted Service Ordered)

(page 36) "Formulaires des procédures de divorce" (suite)

Answer to Petition for Divorce
Appearance
Answer and Counter-petition
Notice to Respondent added by Counter-petition
Notice of Transfer
Decree Nisi
Decree Absolute at Hearing
Application for Decree Absolute by Petitioner or Counter-petitioner
Certificate of Registrar
Decree Absolute Other than at Hearing

FORMULAIRES DU MANITOBA

"Family Maintenance Act" (Loi sur le soutien de la famille)

Maintenance Enforcement Program Opt In/Out Authorization Form
Notice of Hearing on Enforcement Arrears
Statutory Declaration of Arrears on a Maintenance Order
Maintenance Payment Adjustment Form
Affidavit for Garnishing Order (s.1H of Garnishment Act)
Affidavit for Garnishing Order (s.5 of Garnishment Act)
Service Request
Identification Form
Notice of Payment Default (1) To Payee
(2) To Payor
(3) To Out of Province Court.
Affidavits of Service - Garnishee
Notice of Hearing
Affidavit
Order to Vary Provisions of (1) Order for Maintenance
(2) Service Nisi
Affidavit of Execution
Warrant for Arrest
Affidavit of Service
Application for Relief

"Child Welfare Act" (Loi sur le bien-être de l'enfance)

Application for Sole Custody and Control
Order
Application for Variation of Order

"Divorce Act" (Loi sur le divorce)

Petition for Divorce
Notice of Petition for Divorce
Affidavit of Service of a Petition and Notice of Petition for Divorce
Answer to Petition for Divorce
Answer and Counter-petition

Notice to Respondent Added by Counter-petition
Notice of Hearing for Matrimonial Causes
Decree Nisi

(page 37) FORMULAIRES DE LA SASKATCHEWAN

"Children of Unmarried Parents Act" (Loi sur les enfants de parents non mariés)

Affidavit of Mother Before Birth of Child
Affidavit on Behalf of a Mother Before Birth of Child
Affidavit of a Mother After Birth of Child
Affidavit on Behalf of a Mother After Birth of Child
Summons Before Birth of Child
Summons After Birth of Child
Warrant to Apprehend Before Birth of Child
Warrant to Apprehend After Birth of Child
Bond by Alleged Father Upon Adjournment of Proceedings
Order of Filiation (Section 8(2))
Order of Filiation (Section 8(3))
Warrant of Commitment on Failure to Comply with Filiation Order

"Deserted Wives' and Children's Maintenance Act (Loi sur le soutien des épouses abandonnées et des enfants)

Complaint by Deserted Wife
Complaint on Behalf of Deserted Wife
Summons
Complaint on Behalf of Deserted Child
Summons
Maintenance Order
Maintenance Order
Bond
Complaint
Summons
Warrant to Apprehend
Originating Motion
Affidavit of Postal Address
Affidavit of Service by Mail
Financial Statement
Order

"Family Services Act", 1973 (Loi sur les services à la famille)

Warrant of Notice of Hearing
Affidavit of Execution
Notice of Adjourned Hearing
Affidavit of Personal Service
Application of Inquiry
Notice of Inquiry
Affidavit of Personal Service
Order
Application for a Hearing

(page 38)

Request to an Officer (can be done with or without)
Notice of Hearing
Affidavit of Personal Service
Order
Application for Inquiry
Notice of Hearing
Affidavit of Personal Service
Order
Application for a Hearing
Order

"Divorce Act" (Loi sur le divorce)

Petition for Divorce
Notice of Petition for Divorce
Affidavit of Service of a Petition and Notice of a Petition for Divorce
Answer to Petition for Divorce
Answer and Counter-Petition
Notice to Respondent Added by Counter Petition
Decree Nisi
Decree Absolute at Hearing
Application for Decree Absolute by Petitioner or Counter Petitioner
Certificate of Registrar
Decree Absolute other than at Hearing

"Homesteads Act" (Loi sur les liens familiaux)

Declaration by Wife
Certificate
Affidavit
Caveat
Affidavit

"School Attendance Act" (Loi sur la scolarité)

School Attendance Form - Form A

FORMULAIRES DE L'ALBERTA

"Divorce Act" (Loi sur le divorce)

Petition for Divorce
Answer to Petition for Divorce
Answer and Counter-petition
Notice (to Persons Alleged to have Participated in Adultery with Respondent Spouse)
Decree Nisi
Decree Absolute at Hearing
Decree Absolute Granted after Hearing of Decree Nisi but before the Expiration of 3 Months therefrom

page 39)

Application for Decree Absolute
Certificate of Clerk
Decree Absolute Other than at Hearing

FORMULAIRES DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

"Family Relations Act" (Loi sur les relations familiales)

Application
Application to Vary an Order
Order (may be a Consent Order, an Interim Order, an Ex Parte Order, a Variation Order, a Provisional Order, or a Confirming Order)
Summons
Show Cause Summons
Family Information Form
Application to Enforce an Order
Statement of Respondent
Summons to Vary an Order
Garnishing Order
Affidavit in Support of Garnishing Order
Affidavit of Arrears (cashier's)
Affidavit of Arrears (wife's)
Affidavit (re: an Order made by the Supreme Court)
Show Cause Warrant to Arrest
Summons for Confirmation of a Provisional Order

"Family Relations Act" (suite)

Warrant to Arrest a Provisional Order
Statement of Income and Expense
Consent (in the matter of maintenance, custody)
Personal Information Sheet
Family Court Enforcement Record
Affidavit of Arrears Re: Written Agreement
Warrant of Committal
Notice to be sent with all Warrants of Execution Against the Goods
Consent of Payment out of Money Paid in by Garnishee
Notice of Payment out of Money Paid in by Garnishee
Notice of Dispute to Monies Paid into Court by Garnishee
Certificate of Discharge of Garnishing Order
Warrant of Execution Against the Goods of Respondent
Provisional Order
Confirming Order
Attachment Order
Notice of Hearing
Notice - Application to Vary (R.E.M.O.)

Family Court Payment Record
Province of B.C. Court Acknowledgement

"Divorce Act" (Loi sur le divorce)

Petition for Divorce
Notice to be Endorsed on Petition
(page 40)
Affidavit of Service
Answer to Petition for Divorce - 2
Answer and Counter-petition
Judgement by Way of Decree Nisi
Judgement by Way of Decree Absolute Other than at the Hearing
Certificate of Means

FORMULAIRES DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

"Divorce Act" (Loi sur le divorce)

Petition for Divorce
Answer to Petition for Divorce
Answer and Counter-petition
Notice of Petition for Divorce
Affidavit of Service

FORMULAIRES DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST (suite)

"Divorce Act"

Notice of Trial
Affidavit of Service of Notice of Trial
Decree Nisi
Consent and Undertaking Pursuant to Section 13 of the Divorce Act
Decree Absolute at Hearing
Application for Decree Absolute
Certificate of Clerk
Decree Absolute other than at Hearing

"Child Welfare Ordinance" (Décret sur le bien-être de l'enfance)

Affidavit
Notice of Motion
Affidavit of Service
Order
Consent
Petition (for Adoption)
Affidavit of Witness
Affidavit in Support of Petition (for Adoption)
Agreement and Consent

FORMULAIRES DU YUKON

"Divorce Act" (Loi sur le divorce)

Petition for Divorce
Notice to be Endorsed on Petition
Affidavit of Service
Answer to Petition for Divorce
Answer and Counter-Petition
Judgement by Way of Decree Nisi
Judgement by Way of Decree Absolute at Hearing
Judgement by Way of Decree Absolute Other than at Hearing

Pag 41

SECTION E: OPTIONS ET RECOMMANDATIONS

1. INTRODUCTION

Ayant évalué la situation actuelle dans chaque province et territoire, relativement à la structure des tribunaux, à la législation, aux procédures judiciaires et aux données présentement fournies, nous pouvons maintenant considérer l'orientation à donner à la collecte de l'information et aux statistiques sur les tribunaux de la famille au Canada.

En ce qui concerne les orientations que le Centre, dans son ensemble, devrait prendre au cours des cinq prochaines années, pour fournir des données à l'échelle nationale, il a été conclu que, pour chaque secteur du système judiciaire, il fallait obtenir des données des quatre catégories suivantes, pour la direction et la formulation de la politique du CIJ:

- renseignements descriptifs sur les structures d'organisation, les programmes, les services, etc.;
- données sur les ressources en personnel, ainsi que les revenus et dépenses de ce secteur;
- charge de travail et renseignements indiquant le nombre et le genre de causes jugées dans ce secteur; et
- demande de services dans ce secteur.

Les tribunaux constituent, évidemment, l'un des secteurs fondamentaux du système judiciaire. Les tribunaux de la famille représen-

INTRODUCTION (suite)

tent l'un des sous-ensembles de ce secteur. L'objectif du projet du Centre sur les tribunaux de la famille est de contribuer à la production de données des catégories énumérées ci-dessus.

Etant donné les structures administratives existantes et l'impossibilité de séparer les ressources consacrées aux affaires familiales des autres, le projet des tribunaux de la famille ne portera pas sur ce genre de données qui est déjà traité dans le projet sur la main-d'oeuvre, les ressources et les coûts; cependant, il fournira l'information descriptive requise comme contexte pour des données de ce genre.

Les premiers points visés seront donc, par ordre de priorité:

- les renseignements descriptifs;
- le nombre et la composition des causes; et
- la demande de services.

Le deuxième objectif du Centre est la fourniture de services à toutes les provinces et territoires; les considérations sur les options à prendre pour l'avenir doivent donc porter aussi sur le genre d'activités qui pourrait être requis pour atteindre cet objectif.

Le premier travail effectué a consisté à regrouper les renseignements descriptifs sur la structure des tribunaux, la législation

INTRODUCTION (suite)

et les procédés utilisés. Il était essentiel d'obtenir cette information pour bien connaître le secteur, et déterminer ensuite les facteurs qui peuvent être mesurés.

Il faut maintenant établir ce qui peut être, et ce qui doit être, mesuré pour fournir des renseignements utiles et, finalement, il faut trouver quelle est la façon la plus efficace de produire ces mesures statistiques.

Les sections suivantes exposent les options qui s'offrent pour le développement du programme en fonction des besoins des différentes juridictions, aussi bien que des priorités de chacune et de ses capacités de fournir des données.

Page 43

2. OPTIONS

Avec la publication du présent Rapport, le travail de base sur les tribunaux de la famille au Canada est maintenant accompli pour la plus grande part. Pour l'avenir, le projet des tribunaux de la famille se propose d'entreprendre la publication de rapports qualitatifs bisannuels.

Il s'agira de rapports descriptifs, donnant un aperçu des structures existantes, de la législation, des procédures, etc., dans le domaine des tribunaux de la famille. Ces rapports serviront de guides de ces tribunaux, de leurs secteurs de compétence, de leurs sièges et de leurs juges. Ils décriront et compareront les structures et les modifications de structure des tribunaux. Ils contiendront tous les tableaux obtenus sur les procédures suivies dans les affaires familiales, ainsi que les détails des lois existantes ou nouvelles dans ce domaine. Pour finir, il inclura les statistiques produites par les différentes provinces ou territoires, ainsi que les renseignements supplémentaires que ceux-ci seront en mesure de fournir ultérieurement. On peut envisager plusieurs possibilités pour la collecte de ces données.

A. STATISTIQUES ANNUELLES SUR LA CHARGE DE TRAVAIL

Description

C'est une option selon laquelle le C.C.S.J. déterminerait un petit nombre de variables élémentaires concernant les tribunaux de la famille. Chaque province fournirait donc les renseignements nécessaires pour produire ces données de base. Une fois l'obtention et la qualité de l'information assurée, les résultats seraient

publiés dans un rapport annuel, avec des renseignements descriptifs, du même genre que l'information donnée sur la charge de travail au niveau 1, dans le projet sur les tribunaux de juridiction criminelle.

Les données recueillies pour ce programme consisteraient en simples totaux des causes et de toute variable considérée comme importante et susceptible d'être obtenue à ce moment. (On peut choisir comme variables, les causes entreprises, les causes en suspens et les causes réglées, par exemple).

D'autres variables y seraient ajoutées ultérieurement, à mesure que chaque province aurait la possibilité de les fournir.

Un programme de statistiques nationales aurait pour but de produire un rapport annuel qui constituerait, éventuellement, un examen annuel assez étendu des données sur les tribunaux de la famille dans tout le Canada. De ce point de vue, cette option se rapproche beaucoup de la recommandation fondamentale du rapport du groupe de travail chargé de la mise en oeuvre.

Avantages

Même si ce projet débute à un niveau très élémentaire, il fournit des données immédiates sur la charge de travail. Il offrirait l'avantage de permettre des comparaisons entre les divers tribunaux de la famille du Canada, ce qui pourrait entraîner des échanges de renseignements souhaitables entre administrateurs, professeurs, politiciens et magistrats.

En plus de donner une vue d'ensemble nationale, ce genre de rapport aiderait les provinces et les territoires à comparer les activités de leurs tribunaux de la famille avec celles des autres.

Quoique certaines des grandes provinces possèdent des systèmes d'information de gestion, les autres n'ont pas de réseau d'information, susceptibles de les aider à évaluer la charge de travail de leurs tribunaux ni l'enregistrement du travail effectué. Ce projet pourrait les inciter à développer leur système de relevé des données de base.

Un rapport à l'échelle nationale serait avantageux aussi bien pour les provinces ou territoires qui établissent des statistiques très détaillées que pour ceux qui en produisent peu, du fait qu'il fournirait un champ de vision national aussi bien qu'interprovincial.

Quoique la valeur de ce projet puisse être limitée, actuellement, pour certaines provinces, il fournirait certainement la base nécessaire pour un rapport plus étendu, susceptible de prendre une importance croissante, à mesure que le droit de la famille gagnera en priorité.

Évaluation

Les différences notables entre les diverses provinces et territoires, du point de vue de leurs tribunaux de la famille, tribunaux de la famille unifiés, et tribunaux «mixtes», rendent la comparaison très difficile. Ainsi, dans les régions où les affaires familiales, civiles et criminelles sont toutes jugées par les mêmes tribunaux, il peut être très difficile, sinon impossible, de séparer les données

se rapportant aux tribunaux de la famille. Cependant, dans ce cas, un compte global des causes ne reflèterait pas la charge de travail des tribunaux de la famille.

De plus, la collecte de données élémentaires seulement pourrait avoir peu de valeur pour les diverses provinces et territoires à l'heure actuelle, du fait que le droit de la famille n'a pas une grande proéminence pour le moment.

Un projet de collecte des données à l'échelle nationale risque d'achopper en bien des occasions si certaines provinces et territoires ne peuvent y participer pendant un certain temps. On peut considérer ce fait comme un problème ou en faire peu de cas, selon qu'il semble ou non que les provinces ne participant pas au projet accepteront de s'y joindre sous peu. Si cette lacune dans l'apport de données persistait, il serait impossible de faire un examen «national» de l'information.

Quoique les données à fournir puissent être minimales dans les débuts, il est possible que certaines juridictions soient vraiment incapables d'organiser leur système de collecte en vue de produire de nouvelles données. Il se peut qu'elles n'aient pas les ressources suffisantes pour le faire.

Il faudrait attendre plusieurs années avant que toutes les juridictions aient acquis la capacité de fournir les données requises pour parvenir à établir des statistiques nationales complètes.

Sommaire

Quoiqu'on puisse tenter de mettre en oeuvre un relevé à l'échelle nationale des données relatives aux tribunaux de la famille, aux fins de publication annuelle, la possibilité que certaines juridictions n'y participent pas rend la réalisation du projet incertaine.

Les deux autres inconvénients les plus importants sont, premièrement, le fait que de simples données globales puissent être d'un intérêt limité à l'heure actuelle et, deuxièmement, que les différences entre les divers tribunaux de la famille empêchent les comparaisons.

Cependant, un relevé à l'échelle nationale établirait les bases nécessaires pour des publications plus détaillées dans le domaine du droit de la famille, domaine qui prend de plus en plus d'importance.

B. COMPILATION DES DONNÉES UTILISABLES

Description

Cette option viserait à entreprendre la publication d'un rapport statistique annuel dès que possible. À la différence du projet exposé dans la proposition A, il ne serait pas nécessaire que ce rapport ait une portée nationale, ni que les données recueillies portent sur les mêmes variables dans chaque province ou territoire.

Il s'agirait d'un rapport descriptif, publiant les données recueillies par chaque province et territoire, quelles que soient les variables considérées. Ce pourrait être, dans un endroit, le total des causes concernant le droit de la famille, par loi et, dans un

autre endroit, le nombre de causes par genre de cas (adoption ou garde des enfants, par exemple).

Ce rapport consisterait simplement à réunir les données relatives aux tribunaux de la famille, recueillies par les provinces ou territoires désireux d'y participer. Il est évident que la possibilité de comparaison ou d'analyse des données serait limitée.

Cette option comporte deux corollaires :

1) il pourrait être nécessaire d'attendre que toutes les juridictions aient des données à fournir, quelle que soit la nature de ces données;
2) il se pourrait que le Centre canadien de la statistique juridique soit obligé d'aider certaines juridictions à développer leur système de collecte des données destinées aux statistiques nationales.

Avantages

On pourrait entreprendre ce genre de projet immédiatement étant donné qu'il ne requiert pas un grand travail de conception de la part du Centre. Il serait donc possible de concentrer immédiatement l'attention sur les données relatives aux tribunaux de la famille et d'amener des innovations et des perfectionnements en ce domaine, du fait que les provinces pourraient voir les renseignements que les autres recueillent.

Ce projet exige très peu de réorganisation et de changements de la part des provinces et territoires qui peuvent se contenter de remettre une copie des données qu'ils recueillent déjà.

Un rapport de cette nature peut aider à porter l'attention sur les données utiles ou nécessaires, en engendrant des changements amenés par les commentaires ou les rétroactions qu'il provoquerait.

Évaluation

La valeur d'un programme de ce genre peut être mise en question, du fait qu'il ne permet guère les comparaisons. Si le type de données fournies varie selon les juridictions, on ne peut pas s'attendre à y trouver beaucoup d'uniformité. Si la comparaison ou l'analyse des données sont impossibles, il y aurait peu d'intérêt à entreprendre un relevé de ce genre.

De plus, si l'utilité des données fournies est douteuse, le temps et l'argent qu'exigeraient le projet pourraient être mieux employés d'autre façon.

On ne peut prédire, à l'heure actuelle, quelles provinces et territoires accepteraient d'y participer, surtout si le projet ne semble pas pouvoir leur offrir grand avantage, du fait qu'il pourrait changer de nature d'une année à l'autre.

Sommaire

Quoique ce projet puisse être un premier pas vers la production d'un relevé de statistiques sur les tribunaux de la famille à l'échelle nationale, il semble qu'il n'ait pas grand chose d'autre à offrir.

Ses plus grandes lacunes résident dans le fait qu'il ne permet pas les comparaisons (qui sont l'un des buts principaux d'un relevé national) et le manque d'orientation ou de but fixe pour l'avenir.

Il n'est pas certain qu'un tel projet apporte quoi que ce soit à long terme, surtout s'il ne fournit aucune orientation ni coordination aux diverses provinces ou territoires participants.

C. ANALYSES DE CERTAINES PROVINCES OU TERRITOIRES

Description

Le but de cette option ne serait pas de produire immédiatement des statistiques sur les tribunaux de la famille à l'échelle nationale. Elle comporterait des plans distincts, à court et à long terme, en vue de publier ultérieurement des données comparables, à l'échelle nationale.

À brève échéance, le projet se consacrerait à l'étude de deux ou trois provinces ou territoires. Il les analyserait en détail, pour comparer le genre de données actuellement recueillies, les systèmes de production de statistiques existants, et le besoin, l'utilisation et la demande de données relatives aux tribunaux de la famille. Il serait possible de produire un rapport comparant les données des juridictions étudiées, mais il ne s'agirait pas de statistiques nationales. Des analyses détaillées permettraient de mieux comprendre les systèmes employés, les statistiques, leurs usages, etc.

À longue échéance, les renseignements fournis par cette étude pourraient servir à concevoir et établir une hiérarchie de variables statistiques «idéales», que toutes les juridictions seraient encouragées à adopter. On pourrait aider les juridictions qui ne fournissent actuellement que peu de données, ou n'en fournissent pas du tout, à mettre en oeuvre des systèmes intégrant ces variables

graduellement, par niveau, des données de base aux plus détaillées et complexes. Éventuellement, toutes les juridictions participant au projet en arriveraient à recueillir au moins quelques variables comparables. Selon les ressources disponibles ou les intérêts en jeu, chaque juridiction pourrait élargir et améliorer la collecte de ses données, en s'élevant dans la hiérarchie, à un niveau de variables plus détaillées.

Avantages

Chaque juridiction participant à un projet de ce genre pourrait en retirer des avantages. Elle pourrait être amenée à améliorer ses systèmes d'information, par un examen interne, et en se familiarisant avec d'autres systèmes si la comparaison est possible.

La première étape permettrait une analyse détaillée de quelques juridictions pilotes, susceptible d'aider à la mise en oeuvre des projets dans d'autres provinces non incluses dans le premier examen.

Un projet de ce genre serait avantageux pour toutes les provinces, quel que soit le développement de leurs statistiques. Les plus avancées bénéficieraient de l'examen des autres provinces, où les statistiques sont bien développées et de l'aide apportée au perfectionnement de leur système.

Les régions qui recueillent actuellement peu de données tireraient profit de l'expérience des provinces ayant déjà des systèmes bien développés, aussi bien que des connaissances et des capacités de recherche mises à leur disposition par le Centre canadien de la statistique juridique.

Ce projet tient compte des besoins et des possibilités des diverses juridictions aussi bien que du Centre. Les ressources ne seraient pas immédiatement affectées à la publication de rapports annuels ou d'enquêtes nationales. Du point de vue des provinces, ce genre d'étude peut être adapté aux besoins de chacune, au lieu de tenter d'établir immédiatement des statistiques nationales qui lui seraient peut-être inutiles.

La portée des données que ce projet est susceptible de recueillir est vaste. Il pourrait permettre d'atteindre un haut degré d'information parce qu'il obtiendrait des renseignements détaillés.

Évaluation

À longue échéance, il serait possible de produire des statistiques comparables, à l'échelle nationale; cependant, il faudrait consacrer beaucoup de temps et de ressources à aider les juridictions moins avancées à développer leurs systèmes d'information. Pourtant, la création d'une «hiérarchie» idéale de variables statistiques permettrait aux différentes juridictions de développer leur système, étape par étape, à mesure qu'elles s'intéresseraient au projet et pourraient y participer.

Cette recommandation nécessite l'adhésion de deux ou trois provinces ou territoires intéressés à participer au stade initial du projet.

Sommaire

Ce projet pourrait constituer un plan pratique, visant à produire des statistiques nationales en procédant par étapes. Cependant, sa réussite exigerait beaucoup de temps, de ressources et de coopération.

Page 49

D. PROJETS SPÉCIAUX

Description

Cette option tient compte de la possibilité que les besoins d'aide ou d'information supplémentaire ne se fassent pas sentir partout dans une province ou un territoire donné. Il est possible que seuls quelques tribunaux (les tribunaux de la famille unifiés, par exemple) soient susceptibles de retirer des bénéfices d'une analyse plus détaillée de leurs activités.

L'option des projets spéciaux permet l'analyse de secteurs définis d'une province, ou de secteurs similaires de plusieurs provinces. Ainsi, on pourrait étudier les tribunaux de la famille unifiés dans tout le Canada, ou examiner certains niveaux de tribunaux seulement (Cour provinciale, Cour de compté, Cour suprême).

Les études de ce genre n'exigeraient probablement pas de rapports réguliers; il suffirait généralement d'un rapport à la terminaison de l'analyse.

À mesure que les objectifs d'un projet spécial donné auraient été atteints, les ressources pourraient être transférées à un autre projet, ayant des objectifs totalement différents.

Avantages

Cette option exigerait probablement moins de ressources que certains des projets d'envergure plus large sur le plan national. De plus, ces ressources pourraient être utilisées dans les secteurs qui en ont le plus grand besoin.

Du fait qu'ils sont concentrés sur un secteur défini, ces projets pourraient recueillir une grande variété de données détaillées et les rapports publiés pourraient aider les autres juridictions ayant des problèmes similaires.

Le problème de la participation à l'échelle nationale ne se pose pas en ce cas, puisque seules les juridictions qui demanderaient assistance seraient incluses dans les projets.

Évaluation

Quoique ces études puissent apporter beaucoup de renseignements détaillés, il faudrait renoncer pour un certain temps à la production de statistiques nationales, ce qui est un des objectifs visés.

De plus, comme dans l'option C qui propose un examen détaillé de quelques provinces à la fois, certaines juridictions ne participeraient pas au projet pendant l'analyse des autres.

Finalement, les conditions requises pour un projet spécial peuvent différer d'une juridiction à l'autre, de telle sorte que les rapports terminaux ne seraient peut-être pas tous similaires. Ces différences ne constituent pas un problème, sauf si les rapports, pris dans leur ensemble, ne représentent pas un travail complet (en fait, il pourrait se produire des chevauchements).

Sommaire

L'option des projets spéciaux offre la possibilité d'affecter les ressources à des juriridictions particulières, pour effectuer une étude approfondie, et développer ou perfectionner le système de collecte des données. Elle accorde donc beaucoup d'attention aux

problèmes prioritaires et aux besoins particuliers des différentes provinces et des territoires.

3. RECOMMANDATION

On voit que divers systèmes de collecte des données sont utilisés dans les différentes provinces ou territoires du Canada. L'éventail des données relevées est large. Cependant, à l'heure actuelle, la forme sous laquelle certaines données sont recueillies ne permet pas de les comparer avec celles des autres juridictions ni de les analyser.

Étant donné la diversité dans les niveaux de développement du relevé des données, l'option ou les options qui seront choisies devront tenir compte de ces différences.

Dans cette optique, nous recommandons l'option C, «analyses de certaines provinces ou territoires».

Cette option permet à la fois, de mettre immédiatement en oeuvre un projet à échelle réduite, et d'établir ultérieurement un plan plus large, à l'échelle nationale; c'est donc l'option la plus positive et la plus pratique.

SECTION F : Appendices

	PAGES
Terre-Neuve	A-1 à A-9
Nouvelle-Écosse	B-1 à B-11
Île-du-Prince-Édouard	C-1
Québec	D-1 à D-14
Ontario	E-1 à E-19
Manitoba	F-1 et F-2
Saskatchewan	G-1
Alberta	H-1 et H-2
Colombie-Britannique	I-1 à I-15
Territoires du Nord-Ouest	J-1 et J-2
Yukon	K-1 à K-4
Registre central des divorces	L-1
Statistiques d'état-civil, Statistique Canada	M-1 et M-2
Procédures de divorce (Ontario)	N-1

APPENDICE A — TERRE-NEUVE

	Page
Chiffres comparatifs pour 1980 et 1981	
- Lois fédérales	A-1
- Total des causes entendues	A-2
- Lois provinciales	A-3
- Causes civiles introduites	A-4
- Suivi des jugements (civils)	A-5
Cour suprême de Terre-Neuve - Rapport statistique du T.F.U.	A-6
Tribunal de la famille unifié - Pensions alimentaires	A-7
Cour suprême - Rapport statistique du T.F.U. - Section des services sociaux	A-8 et A-9

NEWFOUNDLAND

COMPARISON FIGURES 1980, 1981

Federal Statutes

Court	1980	1981	Difference	Increase %	Decrease
Bell Island					
Bonavista					
Clarenville					
Corner Brook					
Gander					
Goose Bay					
Grand Bank					
Grand Falls					
Harbour Grace					
Holyrood					
Placentia					
Port Aux Basques					
St. George's					
St. John's					
Springdale					
Stephenville					
Wabush					
Woody Point					
Totals					

COMPARISON FIGURES 1980, 1981

Total Cases Heard

Court	1980	1981	Difference	Increase %	Decrease
Bell Island					
Bonavista					
Clarenville					
Corner Brook					
Gander					
Goose Bay					
Grand Bank					
Grand Falls					
Harbour Grace					
Holyrood					
Placentia					
Port Aux Basques					
St. George's					
St. John's					
Springdale					
Stephenville					
Wabush					
Woody Point					
Totals					

COMPARISON FIGURES 1980, 1981

Provincial Statutes

Court	1980	1981	Difference	Increase %	Decrease %
Bell Island					
Bonavista					
Clarenville					
Corner Brook					
Gander					
Goose Bay					
Grand Bank					
Grand Falls					
Harbour Grace					
Holyrood					
Placentia					
Port Aux Basques					
St. George's					
St. John's					
Springdale					
Stephenville					
Wabush					
Woody Point					
Totals					

COMPARISON FIGURES 1980, 1981

Civil Cases Processed

Court	1980	1981	Difference	Increase %	Decrease
Bell Island					
Bonavista					
Clarenville					
Corner Brook					
Gander					
Goose Bay					
Grand Bank					
Grand Falls					
Harbour Grace					
Holyrood					
Placentia					
Port Aux Basques					
St. George's					
St. John's					
Springdale					
Stephenville					
Wabush					
Woody Point					
Totals					

COMPARISON FIGURES 1980, 1981

Follow-up on Judgements (civil)

Court	1980	1981	Difference	Increase %	Decrease %
Bell Island					
Bonavista					
Clarenville					
Corner Brook					
Gander					
Goose Bay					
Grand Bank					
Grand Falls					
Harbour Grace					
Holyrood					
Placentia					
Port Aux Basques					
St. George's					
St. John's					
Springdale					
Stephenville					
Wabush					
Woody Point					
Totals					

THE SUPREME COURT OF NEWFOUNDLAND
UNIFIED FAMILY COURT OF ST. JOHN'S

Statistical Report For The Month Of _____

TYPE OF CASE	MR. JUSTICE R.E. FAGAN	B. RMUSEY,J.P.	C. O'BRIEN, J.P.
Motions			
Divorce			
Custody/access			
Maintenance (Divorce)			
Matrimonial Property			
Adoptions			
Wardships			
Maintenance Act			
Maintenance Variation			
Maintenance Default			
Reciprocal Maintenance			
Affiliations			
Affiliations Default			
Others			
C.C.C.245(1)			
C.C.C.245(2) (b)			
C.C.C.745(1)			
C.C.C.746			
C.C.C.666(1)			
Total Adjornments			
Total Postponements			
Total Cases			
Total Hours In Court			
No. of summonses issued			

Total Working Days In Month _____

January 1982

MAINTENANCE

ACCOUNTS

current
arrears
suspended
DOSS
} STATUS OF MAINTENANCE LEDGERS AT MONTH END

PAYMENTS

rec'd thru UFC
" direct thru UFC
total payments rec'd
} MONTHLY RECEIPTS

ATTACHMENTS

processed -MONTHLY

RECEPTION

incoming calls (1 wk)
clients for month
} ONE WEEK SAMPLING PER MONTH

RECORDS CENTRE-ACCOUNTS

Total cash rec'd

Law Society fees
Revenue stamps
Photocopier monies
Fines
} MONTHLY ACCOUNT

THE SUPREME COURT OF NEWFOUNDLAND

UNIFIED FAMILY COURT

STATISTICAL REPORT - SOCIAL SERVICE SECTION

	Supervisor Social Services	Intake Officer	Crisis Counsellor	OTHER
INTAKE				
New Cases	____	____	____	____
Reopened Cases	____	____	____	____
TOTAL:	____	____	____	____
ACTION TAKEN				
For Counselling	____	____	____	____
Other	____	____	____	____
TOTAL:	____	____	____	____
COUNSELLING				
Brought Forward	____	____	____	____
Received from Intake	____	____	____	____
Received from Judge	____	____	____	____
Received from Other	____	____	____	____
Closed	____	____	____	____
Carried Over	____	____	____	____
Cases Related to Alcohol	____	____	____	____
Cases Related to Violence and/or Threats	____	____	____	____
Referrals to Other Agencies	____	____	____	____
CONCILIATION				
Brought Forward	____	____	____	____
Received from Intake	____	____	____	____
Received from Judge	____	____	____	____
Received from Lawyer	____	____	____	____
Received from Other	____	____	____	____
Closed	____	____	____	____
Carried Over	____	____	____	____

	Supervisor Social Services	Intake Officer	Crisis Counsellor	OTHER
REPORTS				
Brought Forward				
Received from Court				
Received from Other				
TOTAL:				
Completed				
Carried Over				
INTERVIEWS				
Home				
Office				
Phone				
Other				
TOTAL:				
MEETINGS				
Court Related				
Community Related				
TOTAL:				
TELEPHONE CALLS				
Client Related				
Community Related				
Other				
TOTAL:				

COMMENTS: _____

_____

_____

_____

_____

DATE: _____

Supervisor Social Services: _____

APPENDICE B NOUVELLE-ÉCOSSE

	Page
Rapport statistique du tribunal de la famille de Nouvelle-Écosse	
- Spécimens	B-1 à B-3
- Formulaires utilisés	B-4 à B-6
Statistiques sur les affaires familiales	
- À la fin de l'année 1980	B-7 à B-9
- Ordonnances de pensions alimentaires et montants perçus	B-10
Récapitulation - Comparaison entre 1981 et 1980	B-11

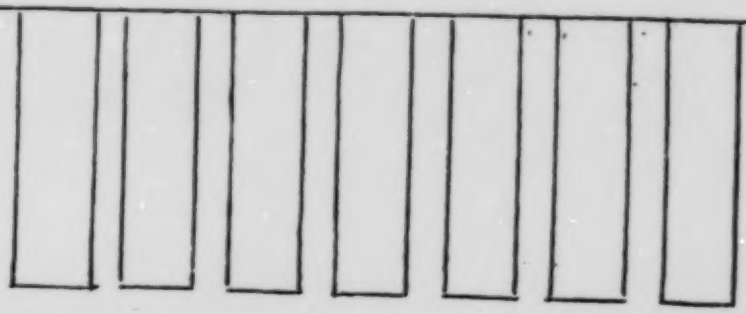
PROVINCE OF NOVA SCOTIA
DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES
SPECIAL PROTECTION SERVICES SECTION

STATISTICAL REPORT
FAMILY COURT FOR THE PROVINCE OF NOVA SCOTIA

Period: Month of 19

Year - April 1, 19 to March 31, 19

JUDGE: _____ CITIES/COUNTIES



A. Children's Services Act

1. Number of Children Brought Before the Court

Believed to be in need of protection							
Unmanageable while in care and custody Section 55							
Unmanageable while in the Charge of the Minister							
Application for termination							
Other							
Total							

2. Disposition re Children Brought Before the Court

Adjourned under Section 49 (1) (a)							
Temporary Care and Custody Section 49 (1) (a) (i)							
Referrall under Section 49 (i) (a) (ii)							
Dismissed under Section 49 (1) (b)							
Adjourned under Section 49 (1) (c) (i)							
Care and Custody under Section 49 (i) (c) (ii)							
Adjourned Section 52 (3) (a)							
Adjourned Section 52 (3) (b)							
Terminate Care and Custody Section 52 (3) (c)							
Application for Termination Dismissed 52 (3) (d)							
Others							
Total							

3. General

Actual number of parent-child (ren) unit actions initiated							
Actual number of Hearings							

. Family Maintenance Act

Number of Applications Commenced							
For Maintenance under Sections 3 and 9							
For Maintenance under Section 11							
For Maintenance under Section 15							
For Custody and Access pursuant to Section 18 (1)							
To Change Order under Section 40 (2)							
Default Action under Section 39							
To Change Order under Section 36							
Other							
Total Number of Applications							
Total Number of Hearings							

. Maintenance Orders Enforcement Act

Number of Actions Commenced							
Application to Vary							
Provisional							
Confirming							
Default Action							
Rescinded							
Total							
Total Number of Hearings							

. Solemnization of Marriage Act

Number of Actions Commenced							
Consents Granted							
Consents Refused							
Marriages Performed							
Total Number of Hearings							

. Criminal Code

Number of Actions Commenced

Section 168							
Section 197							
Section 245							
Section 666							
Section 745							
Section 746							
Total							
Total Number of Hearings							

. Infants Custody Act

Number of Applications							
Actual Number of Hearings							

. Other Legislation

(Please List)

Number of Actions							
Number of Hearings							

. Total Number of Actions Commenced

Total Number of Hearings							

PROVINCE OF NOVA SCOTIA
DEPARTMENT OF SOCIAL SERVICES
SPECIAL PROTECTION SERVICES SECTION

STATISTICAL REPORT
FAMILY COURT FOR THE PROVINCE OF NOVA SCOTIA

Period: Month of March 1983
Year - April 1, 1983 to March 31, 1984

	BARTLETT	BLACK	BUTLER	COMEAU	DALEY	EDWARDS	FERGUSON	NOIR	NIEDERMAYER	NORTH	TRAMBLE	WHITE	TOTAL
A. Children's Services Act													
1. Number of Children Brought Before the Court													
Believed to be in need of protection													
Unmanageable while in care and custody Section 55													
Unmanageable while in the Charge of the Minister													
Application for termination													
Other													
Total													
2. Disposition re Children Brought Before the Court													
Adjourned under Section 49 (1) (a)													
Temporary Care and Custody Section 49 (1) (a) (i)													
Referrall under Section 49 (i) (a) (ii)													
Dismissed under Section 49 (1) (b)													
Adjourned under Section 49 (1) (c) (i)													
Care and Custody under Section 49 (i) (c) (ii)													
Adjourned Section 52 (3) (a)													
Adjourned Section 52 (3) (b)													
Terminate Care and Custody Section 52 (3) (c)													
Application for Termination Dismissed 52 (3) (d)													
Others													
Total													

3. General

Actual number of parent-child (ren) unit actions initiated
Actual number of Hearings

B. Family Maintenance Act

Number of Applications Commenced

For Maintenance under Sections 3 and 9
For Maintenance under Section 11
For Maintenance under Section 15
For Custody and Access pursuant to Section 16 (1)
To Change Order under Section 40 (2)
Default Action under Section 39
To Change Order under Section 36
Other
Total Number of Applications
Total Number of Hearings

C. Maintenance Orders Enforcement Act

Number of Actions Commenced

Application to Vary
Provisional
Confirming
Default Action
Rescinded
Total
Total Number of Hearings

D. Solemnization of Marriage Act

Number of Actions Commenced

Consents Granted
Consents Refused
Marriages Performed
Total Number of Hearings

E. Criminal Code

Number of Actions Commenced

Section 168
Section 197
Section 245
Section 666
Section 745
Section 746
Total
Total Number of Hearings

F. Infants Custody Act

Number of Applications
Actual Number of Hearings

G. Other Legislation

(Please List)

DIVORCE DEFAULT

Number of Actions

Number of Hearings

H. Total Number of Actions Commenced

Total Number of Hearings

FAMILY COURT STATISTICS
YEAR ENDING MARCH 31, 1980

	Annapolis	Antigonish	Cape Breton	Colchester	Cumberland	Digby	Guysborough	Halifax	Hants	Inverness	Kings	Lunenburg	Pictou	Queens	Richmond	Shelburne	Victoria	Yarmouth	Total
CHILDREN OF UNMARRIED PARENTS ACT																			
No. of Actions Commenced																			
No. of Hearings																			
No. of Hearings re Default																			
SOLEMNIZATION OF MARRIAGE ACT																			
No. of Actions Commenced																			
Consents granted																			
Consents Refused																			
Marriages Performed																			
CRIMINAL CODE																			
No. of Actions Commenced																			
Section 666 (2)																			
Section 746																			
Section 197																			
Section 245																			
Section 745																			
Total																			
Total No. of Hearings																			

FAMILY COURT STATISTICS
YEAR ENDING MARCH 31, 1980

	Annapolis	Antigonish	Cape Breton	Colchester	Cumberland	Digby	Guysborough	Halifax	Hants	Inverness	Kings	Lunenburg	Pictou	Queens	Richmond	Shelburne	Victoria	Yarmouth	Total
WIVES' AND CHILDREN'S MAINTENANCE ACT																			
No. of Actions Commenced																			
Divorce Default																			
.....																			
Application to Vary																			
Default Actions																			
Custody																			
Rescinded																			
Total																			
Actual No. of Hearings																			
MAINTENANCE ORDERS ENFORCEMENT ACT																			
No. of Actions Commenced																			
Application to Vary																			
Provisional																			
Confirming																			
Default Action																			
Rescinded																			
Total																			
Total No. of Hearings																			

FAMILY COURT STATISTICS
YEAR ENDING MARCH 31, 1980

	Annapolis	Antigonish	Cape Breton	Colchester	Cumberland	Digby	Guysborough	Halifax	Hants	Inverness	Kings	Lunenburg	Pictou	Queens	Richmond	Shelburne	Victoria	Yarmouth	Total
INFANTS CUSTODY ACT																			
No. of Applications																			
Actual No. of Hearings																			
Default Action																			
LEGISLATION																			
GENERAL																			
Total No. of Actions Commenced																			
Total No. of Hearings																			

FAMILY COURT STATISTICS
APRIL 1979 - MARCH 31, 1980
ENFORCEMENT SERVICES
FAMILY COURT MAINTENANCE ORDERS AND COLLECTIONS

	CAPE BRETON REGION (Victoria & Cape Breton Counties)	CAPE BRETON REGION (Richmond & Inverness Counties)	HALIFAX (Cities of Halifax Dartmouth & Halifax County)	CENTRAL (Lunenburg Hants Kings Queens Annapolis Counties)	NORTH SHORE REGION (Cumberland County)	NORTH SHORE REGION (Pictou Antigonish Guysborough Colchester Counties)	WESTERN REGION (Yarmouth Shelburne Digby Counties)	TOTAL
No. of cases where Court Order was issued								
No. of cases where Court Orders were discontinued								
No. of active Court Orders cases at end of year								
No. of Court Order violations								
Total collections from Court Orders during the year								

RECAPITULATION

1981 compared with 1980

	TOTAL CASES		CRIMINAL CODE		FEDERAL STATUTES		PROVINCIAL STATUTES		HIGHWAY TRAFFIC		CIVIL CASES		FOLLOW-UPS	
	Increase	Decrease	Increase	Decrease	Increase	Decrease	Increase	Decrease	Increase	Decrease	Inc.	Dec.	Inc.	Dec.
Bell Island														
Bonavista														
Clarenville														
Corner Brook														
Gander														
Goose Bay														
Grand Bank														
Grand Falls														
Harbour Grace														
Holyrood														
Placentia														
Port Aux Basques														
St. George's														
St. John's														
Springdale														
Stephenville														
Wabush														
Woody Point														

APPENDICE C ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Page

Données sur les causes présentées 1981 C-1

PRINCE EDWARD ISLAND

CaseLoad

At this time consistent province-wide statistical information is not available on an Act by Act basis. For the calender year 1981 the following is a reasonable accounting of the Courts workload in terms of cases/matters proceeded with. It does not represent the total hearings, all administrative activity of Court support staff, etc: -

Family Division PEI Supreme Court
Caseload Statistics - January - December 1981

	Ch'town	S'Side	Total
Divorce Petitions filed			
Adoptions			
Weddings			
Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders (49 registrations)			
Show Cause Hearings (these are all handled through Ch'town although hearings may be held in S'Side)			
Family Law Reform Act (Division of assets/ maintenance, etc.)			
Juvenile Delinquency			
Children's Protection			
Change of Name			

APPENDICE D QUÉBEC

	Page
Tribunal de la jeunesse (adoption) -	
Formulaire de collecte des données	D-1
Cour supérieure (Chambre de la famille) -	
Formulaire de collecte des données	D-2 à D-4
Dossiers ouverts - Cour provinciale et mariages civils*	D-5
Dossiers - Cour supérieure (en matière familiale)*	D-6
Dossiers ouverts - Tribunal de la jeunesse (adoption)*	D-7
Causes au rôle - Cour suprême (division de la famille)*	D-8
Causes au rôle - Tribunal de la jeunesse (adoption)*	D-9
Jugements rendus par les officiers de justice*	D-10
Jugements rendus - Adoption*	D-11
Jugements rendus par les juges - Famille*	D-12
Causes entendues sur le fond du litige*	D-13
Délais - Cour supérieure (Famille)	D-14

---

* Tirés du Rapport d'Activités, Ministère de la Justice, Direction générale des Services judiciaires, 1982-1983.

Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
Direction générale des Services judiciaires

Préparé par: _____

Localité: _____
Titre : Tribunal de la jeunesse
(Adoption)

Numéro : [ ] [ ] [ ]
Numéro : [5] [0] [3]
Année-mois: [ ] [ ] [ ]

☐ REG 1
☐ MOD 2
☐ COR 3

	JANV.	FEV.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILL.	AOUT	SEPT.	OCT.	NOV.	DEC.	TOTAL
1. OUVERTURE DE DOSSIERS (43) (1.1) à (1.7)													
1.1 Déclaration en restitution de l'enfant (610 c.c.)													
1.2 Déclaration en déclaration d'adoptabilité (596 c.c.)													
1.3 Requête pour placement (615 c.c.)													
1.4 Exemplification													
1.5 Requête consultation de dossier (631 c.c.)													
1.6 Requête en adoption d'un majeur (597 et 606 c.c.)													
1.7 Adoption selon l'ancienne loi													
2. REQUETES INCIDENTES OU ACCESSOIRES (2.1) + (2.2)													
2.1 Révocation de placement (620 c.c.)													
2.2 Adoption (622 c.c.)													
3. NOMBRE D'ENFANTS ADOPTES													
4. NOMBRE D'ENFANTS ETRANGERS ADOPTES													
5. ROLE MENSUEL													
5.1 Rôle mensuel au mérite													
5.2 Rôle mensuel en pratique													
6. JUGEMENTS RENDUS													
7. DOSSIERS EN APPEL													

1983-03-14

P1

Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
Direction générale des Services judiciaires

Préparé par: _____

Localité: _____
Titre : Cour supérieure
(Chambre de la famille)

Numéro : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋
Numéro : ⌊S⌋⌊J⌋ ⌊0⌋⌊0⌋⌊4⌋
Année-mois: ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋

☐ REG 1
☐ MOD 2
☐ COR 3

	JANV.	FEV.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILL.	AOUT	SEPT.	OCT.	NOV.	DEC.	TOTAL
1. OUVERTURE DE DOSSIERS (1.1) + (1.2) + (1.3)													
1.1 Séparation et autres requêtes (04)													
1.2 Divorces (12)													
1.3 Appels, Tribunal de la jeunesse (24)													
2. CAUSES AU MERITE													
2.1 Rôle général													
2.1.1 Au début du mois (2.1.4)													
2.1.2 Durant le mois													
2.1.3 Disparues pour toutes raisons													
2.1.4 À la fin du mois (2.1.1) + (2.1.2) - (2.1.3) - (2.2) + (2.2.3)													
2.2 Rôle mensuel (2.2.1) + (2.2.2) + (2.2.3)													
2.2.1 Entendues													
2.2.2 Réglées et/ou rayées													
2.2.3 Remises ou en voie d'audition													

1983-01-01

D-2

Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
Direction générale des Services judiciaires

Préparé par: _____

Localité: _____
Titre : Cour supérieure
(Chambre de la famille)

Numéro : ___ ___ ___
Numéro : S J 0 0 4
Année-mois: ____ __

☐ REG 1
☐ MOD 2
☐ COR 3

	JANV.	FEV.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILL.	AOUT	SEPT.	OCT.	NOV.	DEC.	TOTAL
3. CAUSES EN COUR DE PRATIQUE													
3.1 Rôles - Cour de pratique (3.1.1) + (3.1.2) + (3.1.3)													
3.1.1 Entendues (3.1.1.1) + (3.1.1.2) + (3.1.1.3)													
3.1.1.1 Entendues par le tribunal													
3.1.1.2 Entendues par le protonotaire spécial													
3.1.1.3 Référées aux greffes pour preuve et pour jugement													
3.1.2 Réglées et/ou rayées													
3.1.3 Remises ou en voie d'audition													
4. JUGEMENTS RENDUS (4.1) + (4.2) + (4.3)													
4.1. Par le juge sur les causes au mérite (4.1.1) + (4.1.2)													
4.1.1 Sur le banc (décisions rendues lors de l'audience)													
4.1.2 Après délibéré													
4.2 Par le protonotaire spécial													
4.3 Par le protonotaire et le registraire													

1983-01-01

D-3

Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
Direction générale des Services judiciaires

Préparé par: _____

Localité: _____
Titre : Cour supérieure
(Chambre de la famille)

Numéro : ___ ___ ___
Numéro : S J 0 0 4
Année-mois: ____ __

☐ REG 1
☐ MOD 2
☐ COR 3

	JANV.	FEV.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILL.	AOUT	SEPT.	OCT.	NOV.	DEC.	TOTAL
5. CAUSES AU MERITE EN DELIBERE													
5.1 Au début du mois (5.2)													
5.2 À la fin du mois (5.1) + (2.2.1) - (4.1)													
6. TAXATION DE MEMOIRES DE FRAIS													
7. REDACTION DE JUGEMENTS PAR LE PROTONOTAIRE OU LE REGISTRAIRE (7.1) + (7.2)													
7.1 Pour signature du juge													
7.2 Pour signature du protonotaire ou du registraire													
8. BREFS D'EXECUTION													
9. DOSSIERS TRANSMIS À LA COUR D'APPEL													
10. MARIAGES CIVILS													
10.1 Dossiers ouverts													
10.2 Célébrations de mariages civils (10.2.1) + (10.2.2)													
10.2.1 Jour ouvrable													
10.2.2 Jour non ouvrable													

1983-01-01

D-4

Tableau
5.00.01

DOSSIERS OUVERTS - COUR PROVINCIALE ET MARIAGES CIVILS

REGIONS	Provinciale - Général - 02			Citoyenneté - 39			Loi du malade mental - 40			Petites créances - 32			Mariages civils - 13		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
01: Bas Saint-Laurent - Gaspésie	2 304 (18)	2 858	3 074	30	15	34	6	23	35	4 038	3 903	3 953	135	147	130
02: Saguenay - Lac Saint-Jean	4 153 (47)	4 239	4 339	66	75	66	135	136	139	3 957	3 627	3 283	242	235	239
03: Québec	14 897 (107)	15 075	15 141	2[illegible]	26	29	247	282	273	14 955	12 058	11 678	1 074	974	1 052
04: Mauricie	4 394 (92)	5 184	5 752	124	117	182	70	67	70	5 621	4 959	4 449	476	520	448
05: Estrie	4 295 (21)	5 042	5 231	69[illegible]	478	532	71	90	105	4 378	3 975	3 753	479	524	460
06: Montréal	56 641 (381)	53 715	60 417	---	---	0	1 666	1 747	2 040	21 445	17 765	18 645	3 637	3 713	4 134
07: Outaouais	3 476 (40)	3 422	3 119	5	0	7	42	31	31	3 022	2 980	2 502	447	431	341
08: Nord-Ouest	1 988 (15)	2 274	2 424	50	37	46	7	4	6	2 419	2 190	2 211	166	189	177
09: Côte-Nord	2 155 (25)	1 672	1 638	45	36	33	1	4	0	2 494	2 139	2 069	125	99	104
10: Montréal-Nord	6 089 (93)	6 557	7 581	126	95	59	126	162	234	6 092	5 268	5 077	797	709	731
11: Montréal-Sud	4 650 (0)	4 792	5 274	177	135	230	66	95	102	7 355	8 531	8 777	780	1 020	1 030
TOTAL	105 042 (839)	103 670	113 990	1 349	1 014	1 218	2 437	2 641	3 035	75 776	67 395	66 397	8 358	8 924	8 846

* Entre parenthèses figure le nombre de dossiers transférés de la Cour supérieure (civile-générale) à la Cour provinciale - général suite à l'accroissement de la juridiction financière de celle-ci à 6 000$. Les dossiers ont tous été ouverts à nouveau en Cour provinciale.

DJS

Tableau 5.00.02

DOSSIERS - COUR SUPERIEURE (EN MATIERE CIVILE, FAMILIALE ET DE FAILLITE)

Régions	Faillite - 11			Supérieure - général - 05			Recours collectif - 06			Non content. - 14			Aff. familiales diverses - 04			Divorces - 12			Appel trib. jeunesse - 24			Raisons sociales - 15		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
01: Bas Saint-Laurent – Gaspésie	511	605	282	889 (181)	1 243	1 508	0	0	0	530	531	453	259	320	266	488	503	486	6	4	16	1 557	1 430	1 264
02: Saguenay – Lac St-Jean	424	399	439	1 400 (47)	1 817	2 066	0	0	0	436	348	294	276	291	339	729	749	736	5	2	1	1 515	1 778	1 554
03: Québec	1 121	1 329	1 874	5 344 (107)	6 509	7 523	7	1	7	1 574	1 515	1 496	717	785	702	2 578	2 656	2 660	1	10	2	8 443	8 458	7 796
04: Mauricie	351	530	661	1 659 (92)	2 016	3 097	0	0	0	613	563	511	718	655	642	1 267	1 196	1 238	2	2	4	3 543	3 322	2 866
05: Estrie	513	537	767	1 677 (21	2 214	2 607	0	1	1	741	704	674	601	669	704	1 258	1 316	1 220	2	3	3	3 320	3 036	3 007
06: Montréal	3 380	4 015	5 204	16 151 (380)	18 989	22 736	15	23	12	4 873	4 808	4 657	4 944	5 009	4 711	9 128	9 918	9 379	36	43	70	36 850	41 488	36 260
07: Outaouais	761	818	879	1 464 (40)	1 640	2 012	1	4	0	518	564	525	517	624	666	886	967	895	4	6	3	1 928	1 992	1 719
08: Nord-Ouest	118	167	179	677 (15)	866	1 088	0	0	0	250	231	216	276	332	394	357	384	318	0	3	4	1 534	1 372	1 214
09: Côte-Nord	159	199	219	743 (25)	827	865	0	3	0	105	179	158	147	129	163	303	295	293	2	0	0	720	732	655
10: Montréal-Nord	539	618	917	2 465 (93)	2 744	3 306	0	0	1	741	761	633	1 015	1 155	1 124	1 811	1 641	1 638	2	0	1	5 366	5 489	4 867
11: Montréal-Sud	84	145	167	1 933 (01)	2 306	2 749	2	0	0	684	672	679	971	914	922	1 624	1 560	1 606	1	1	1	4 720	4 581	4 159
TOTAL	7 961	9 362	11588	34 402 (839)	41 170	49557	25	46	21	11 065	10 876	10 144	10 441	10 801	10893	20 439	21 193	20469	61	74	104	69 496	72 980	65361

* Entre parenthèses figure le nombre de dossiers transférés à la Cour provinciale (général) suite à l'accroissement de la juridiction financière de celle-ci à 6 000$. À noter que ces dossiers ne proviennent pas tous de l'année 1979.

Tableau
05.00.05

DOSSIERS OUVERTS - TRIBUNAL DE LA JEUNESSE (2e partie)

REGIONS	Adulte - 42			Loi du malade mental - 44			Divers - 51			* Abus sexuel -			Adoption		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
01: Bas Saint-Laurent - Gaspésie	6	15	6	5	4	2	0	0	1	2	3	0	168	105	98
02: Saguenay - Lac Saint-Jean	10	8	7	5	3	2	0	0	1	0	0	1	141	144	104
03: Québec	95	76	61	13	11	9	45	47	52	16	13	7	511	403	423
04: Mauricie	72	37	36	0	0	0	4	0	0	0	5	9	312	225	173
05: Estrie	38	59	39	1	1	2	3	6	2	0	0	4	251	170	147
06: Montréal	423	417	320	0	1	1	19	13	6	0	4	0	1 188	1 024	975
07: Outaouais	52	87	30	1	0	0	22	4	0	5	10	5	172	108	111
08: Nord-Ouest	15	13	5	59	100	106	3	0	0	2	1	0	76	91	93
09: Côte-Nord	7	4	1	0	0	0	-	2	0	11	0	0	128	72	62
10: Montréal-Nord	38	20	22	0	1	0	2	0	1	2	5	0	262	216	199
11: Montréal-Sud	35	66	51	2	0	1	12	27	7	2	2	3	238	376	296
TOTAL	791	802	578	86	121	123	110	99	70	40	43	39	3 447	2 934	2 681

Tableau 5.06

: CAUSES AU ROLE - JURIDICTIONS CIVILES [1]

Région 01	Provinciale - mérite			Provinciale - pratique			Petites créances			Supérieure - mérite			Supérieure - pratique			Sup. (famille) mérite			Sup. (famille) pratique			Supérieure 2 (faillite)		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Bonaventure																								
Carleton	--	--	0	--	--	0	58	63	131	--	--	0	--	--	0	--	--	--	--	--	--	--	--	--
New-Carlisle	74	72	89	113	123	135	118	130	92	98	59	93	222	287	272	23	8	10	322	307	367	31	39	100
Total district	74	72	89	113	123	135	176	193	223	98	59	93	222	287	272	23	8	10	322	307	367	31	39	100
Gaspé																								
Gaspé	--	--	0	--	--	0	101	128	60	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Havre-Aubert	10	11	12	50	15	19	37	16	31	9	12	9	9	5	13	2	4	4	10	20	25	--	--	--
Percé	94	96	63	160	161	175	124	148	94	122	156	74	427	439	490	34	32	48	434	548	560	--	--	--
Sainte-Anne-des-Monts	34	52	77	75	67	93	85	82	114	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Total district	138	159	152	285	243	287	347	374	307	131	168	83	436	444	503	36	36	52	444	568	585	--	--	--
Rimouski																								
Amqui	21	7	17	0	8	15	74	79	131	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Matane	50	84	54	74	51	44	151	139	150	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Mont-Joli	34	34	48	2	12	34	78	49	81	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Rimouski	208	189	172	360	391	432	404	336	408	152	136	184	732	846	1 228	100	80	112	1 103	1 293	1 368	163	171	263
Total district	313	314	291	436	462	525	707	603	770	152	136	184	732	846	1 228	100	80	112	1 103	1 293	1 368	163	171	263
Total région 01	525	545	532	834	828	947	1 230	1 170	1 300	381	363	360	1 390	1 577	2 003	159	124	174	1 869	2 168	2 320	194	210	363

Tableau 5.07

CAUSES AU ROLE --- JURIDICTION PENALES [1]

Région 01	CSP - Crim. - enq. prélim., procès.			CSP - Crim. - comp., jug. sent.			Statutaire - procès			Statutaire - comp., jug., sent			Trib. de la jeun. - auditions			Trib. de la jeun. - comparutions -			Trib. de la jeun. - adoption			CS (ch. crim.) de novo		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Bonaventure																								
Carleton	--	--	0	--	--	188	--	--	0	--	--	462	0	12	10	18	23	17	--	--	0	--	--	--
New-Carlisle	1 149	1 330	909	1 441	1 044	1 380	945	682	715	1 200	1 733	1 189	59	57	62	89	69	50	3	5	0	3	29	73
Total district	1 149	1 330	909	1 411	1 044	1 568	945	682	715	1 200	1 733	1 651	59	69	72	107	92	67	3	5	0	3	29	73
Gaspé																								
Gaspé	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	14	43	209	64	87	87	--	0	--	--	--	--
Havre-Aubert	140	159	152	270	298	283	258	109	139	250	380	368	58	22	8	44	7	3	0	0	11	0	0	0
Percé	1 090	1 436	1 477	1 286	1 450	1 390	489	552	561	1 195	1 500	2 127	47	143	186	23	86	103	0	0	1	15	41	109
Sainte-Anne-des-Monts	373	701	273	745	617	438	432	315	164	972	847	894	7	27	62	14	22	22	0	--	0	--	--	--
Total district	1 603	2 296	1 902	2 301	2 365	2 111	1 179	976	864	2 417	2 727	3 389	126	235	465	145	202	215	0	0	12	15	41	108
Rimouski																								
Amqui	348	276	255	516	611	549	249	189	146	599	955	897	50	46	93	22	62	87	--	--	0	--	--	--
Matane	599	467	392	963	849	745	206	183	132	595	856	660	39	83	151	17	82	92	--	--	0	--	--	--
Mont-Joli	263	310	264	439	529	617	150	189	151	525	809	466	--	--	--	--	--	--	--	--	0	--	--	--
Rimouski	1 249	1 426	1 065	1 742	1 635	1 692	773	574	343	991	1 358	1 501	157	582	595	107	216	342	30	22	25	169	74	118
Total district	2 459	2 479	1 976	3 660	3 624	3 603	1 378	1 135	772	2 710	3 978	3 524	246	711	839	146	360	521	30	22	25	169	74	118
Total région 01	5 211	6 105	4 787	7 372	7 033	7 282	3 502	2 793	2 351	6 327	8 438	8 564	431	1 015	1 376	398	654	803	33	27	37	187	144	299

Tableau
5.09

JUGEMENTS RENDUS PAR LES OFFICIERS DE JUSTICE

Région 01	Provinciale			Petites créances			Sup. (civile)			Sup. (famille)			Sup. (faillite)			Sup. prot. spécial		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Bonaventure																		
Carleton	--	--	41	209	255	193	--	--	0	--	--	--	--	--	--	--	--	0
New-Carlisle	143	180	190	244	263	265	105	109	118	32	51	31	89	81	171	--	--	0
Total district	143	180	231	453	518	458	105	109	118	32	51	31	89	81	171	--	--	0
Gaspé																		
Gaspé	--	--	0	244	222	248	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Havre-Aubert	25	24	40	37	48	60	10	11	4	7	10	8	--	--	--	--	--	0
Percé	263	258	394	308	188	233	166	110	76	32	0	--	--	--	--	--	--	0
Sainte-Anne-des-Monts	92	95	19	293	298	450	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Total district	380	377	453	882	756	991	176	121	80	39	10	8	--	--	--	--	--	0
Rimouski																		
Amqui	9	1	29	99	63	118	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Matane	101	108	100	249	287	194	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Mont-Joli	28	89	120	117	89	97	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Rimouski	536	604	597	301	238	191	292	356	296	233	8	50	282	358	508	--	--	0
Total district	674	802	846	766	677	600	292	356	296	233	8	50	282	358	508	--	--	0
Total région 01	1 197	1 359	1 530	2 101	1 951	2 049	573	586	454	304	69	89	371	439	679	--	--	0

Tableau 5.00.11

Régions	CAUSES TERMINÉES								JUGEMENTS RENDUS					
	C.S.P. - Criminel				Statutaire				C.S. - de novo			T.J. - Adoption		
	Comp.	E.P.	Procès	J. ou S.	Comp.	E.P.	Procès	J. ou S.	1980	1981	1982	1980	1981	1982
01: Bas Saint-Laurent - Gaspésie	1 988	352	1 860	690	6 057	2	1 086	141	43	42	40	124	94	96
02: Saguenay - Lac Saint-Jean	1 674	158	1 680	529	8 967	38	2 255	132	24	16	35	142	122	98
03: Québec	5 387	751	6 048	5 582	25 818	39	3 715	159	233	216	141	178	473	401
04: Mauricie	2 525	347	2 015	880	9 262	26	1 361	59	33	37	14	271	240	233
05: Estrie	2 282	326	2 761	1 137	8 587	16	1 387	99	102	77	53	260	170	196
06: Montréal	4 323	3 325	4 871	2 452	40 440	401	5 601	457	299	292	234	1 149	1 217	1 060
07: Outaouais	2 771	228	1 671	899	12 062	9	1 319	132	26	10	10	128	124	101
08: Nord-Ouest	2 530	145	1 133	587	9 747	23	2 832	738	15	20	18	97	93	66
09: Côte-Nord	1 137	194	1 267	240	6 111	18	1 248	56	18	40	48	90	41	81
10: Montréal-Nord	1 964	689	3 258	1 040	14 262	88	1 579	158	44	65	49	307	162	199
11: Montréal-Sud	3 109	910	4 862	1 704	45 827	94	2 453	212	46	25	15	219	401	333
TOTAL	29 690	7 425	31 429	15 740	187 140	754	24 836	2 343	883	840	657	2 965	5 137	2 864

Tableau 5.08

JUGEMENTS RENDUS PAR LES JUGES --- JURIDICTIONS CIVILES (1982)

Région 01	Provincial			Supérieure (civil)			Famille			Petites créances			Faillite		
	Mérite	Pratique	Total	Mérite	Pratique	Total	Mérite	Pratique	Total	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Bonaventure															
Carleton	0	0	0	0	0	0	---	---	---	58	55	55	--	--	--
New-Carlisle	18	18	36	12	122	134	3	209	212	79	53	78	18	18	31
Total district	18	18	36	12	122	134	3	209	212	137	108	133	18	18	31
Gaspé															
Gaspé	0	0	0	--	--	--	--	--	--	77	105	51	--	--	--
Havre-Aubert	1	1	2	2	9	11	15	20	35	20	15	22	--	--	--
Percé	0	68	68	17	216	233	25	319	344	79	110	78	--	--	--
Sainte-Anne-des-Monts	6	20	26	--	--	--	--	--	--	79	75	100	--	--	--
Total district	7	89	96	19	225	244	40	339	379	255	303	251	--	--	--
Rimouski															
Amqui	7	6	13	--	--	--	--	--	--	56	54	139	--	--	--
Matane	18	18	36	--	--	--	--	--	--	142	124	130	--	--	--
Mont-Joli	2	8	10	--	--	--	--	--	--	65	41	54	--	--	--
Rimouski	23	127	150	43	506	549	47	825	872	292	178	276	45	0	54
Total district	50	159	209	43	506	549	47	825	872	555	397	599	45	0	54
Total région 01	75	266	341	74	853	927	90	1 373	1463	947	800	983	63	18	85

Tableau
5.00.10

CAUSES ENTENDUES - SUR LE FOND DU LITIGE

Régions	Provinciale			Petites créances			Sup. (civile)			Sup. (famille)			Sup. (faillite)			Sup. (assises)			Trib. jeunesse (par juge) *			Trib. jeunesse (par greffier)		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
01: Bas Saint-Laurent – Gaspésie	102	109	107	958	838	917	110	105	103	76	73	87	114	70	123	4	19	5	352	638	893	23	29	1
02: Saguenay – Lac St-Jean	311	271	263	1 415	1 188	935	151	163	210	97	145	172	358	107	106	2	2	8	678	762	1 010	22	19	2
03: Québec	940	1 084	1 093	5 764	4 737	3 852	614	627	774	1 728	1 178	589	3 187	3 766	4 034	15	18	16	2 959	3 424	3 700	23	19	15
04: Mauricie	336	386	360	2 299	1 563	625	241	227	238	284	261	225	398	392	564	10	10	5	1 436	1 294	1 436	55	50	0
05: Estrie	349	373	379	1 534	1 383	485	311	249	222	400	442	373	443	207	277	115	97	22	1 140	1 876	2 018	16	7	1
06: Montréal	3 330	4 319	3 094	14 964	9 806	6 769	1 184	1 733	1 857	8 948	1 052	1 180	3 674	762	860	74	46	37	12 786	8 739	10669	11	0	1
07: Outaouais	218	227	227	842	683	644	186	207	175	119	103	115	82	87	134	17	20	11	1 599	1 269	1 398	5	10	0
08: Nord-Ouest	106	103	123	799	779	441	113	103	103	81	74	55	148	96	102	5	9	18	552	781	835	14	15	101
09: Côte-Nord	91	131	142	809	612	535	134	104	112	65	51	68	185	99	51	4	11	4	489	701	450	6	4	0
10: Montréal-Nord	467	551	547	2 321	1 854	2 020	292	330	384	259	265	359	843	488	586	37	19	8	846	1 219	2 036	86	59	0
11: Montréal-Sud	296	314	323	2 654	3 281	3 233	191	202	255	241	224	260	33	31	40	28	17	7	1 488	3 376	4 623	16	28	1
TOTAL	6 546	7 868	6 658	34 357	26 724	22 456	3 527	4 050	4 431	12 298	3 868	3 481	9 465	6 105	6 875	311	368	141	24 325	24 077	29 068	277	250	162

* Il s'agit du nombre de causes terminées pour tout le tribunal, sauf l'adoption

TABLEAU 5.15.01

DELAIS PROVINCIAUX (CIVIL)

	DELAI FIN DECEMBRE 82 (MOIS)	DELAI FIN DECEMBRE AVEC C.E.C. (MOIS)	DELAI DESAISONNALISE (MOIS)	DELAI DESAISONNALISE AVEC C.E.C. (MOIS)
COUR PROVINCIALE 81	7,0		7,3	
82	8,6		8,6	
PETITES CREANCES 81	2,4		2,2	
82	2,4		2,5	
SUPERIEURE CIVILE 81	17,8	14,0	18,5	14,3
82	17,7	13,9	17,8	14,2
SUPERIEURE FAMILLE 81	7,3		8,1	
82	6,6		7,1	

APPENDICE E ONTARIO

	Page
Rapport statistique quotidien - Formulaire de collecte des données	E-1
Cour provinciale (Division de la famille) - Sommaire des activités	E-2
Cour provinciale - Utilisation des salles d'audience	E-3
Cour provinciale (Division de la famille)	
- Sommaire des activités - pour toutes les lois	E-4
- Délais de règlement des affaires jugées en vertu du «Child Welfare Act»	E-5
- Sommaire des activités - «Family Law Reform Act»	E-6
- Sommaire des activités relatives aux ententes réciproques d'exécution des ordonnances de pensions alimentaires	E-7
- Sommaire des activités - Autres lois	E-8
- Délais de règlement des affaires jugées en vertu du «Child Welfare Act»	E-9
- Délais de règlement des affaires familiales	E-10
- Sommaire des activités des comptes courants	E-11
- Sommaire des activités des comptes courants pour les assignations aux organismes du Bien-être social	E-12
- Montants perçus sur les pensions alimentaires et paiements envoyés au gouvernement	E-13

Rapport statistique mensuel

- Cour suprême - Formulaire de collecte des données E-14

- Cour de comté - Formulaire de collecte des données E-15

Sommaire des activités - Cour suprême - Haute Cour -

Actions en divorce E-16

- Graphique E-17

Sommaire des activités - Cour de comté ou de district -

Divorces E-18

- Graphique E-19

ONTARIO : INTERPRÉTATION DU RAPPORT STATISTIQUE QUOTIDIEN (APPENDICE E-1)

«CWA» se rapporte aux causes jugées en vertu du «Child Welfare Act» (Loi sur le bien-être de l'enfance)

«JDA» se rapporte aux causes jugées en vertu du «Juvenile Delinquents Act» (Loi sur les jeunes délinquants)

«EDUC» se rapporte aux causes jugées en vertu de l'«Education Act» (Loi sur l'éducation)

«FLRA» se rapporte aux causes jugées en vertu du «Family Law Reform Act» (Loi sur la réforme du droit de la famille)

«CCC» se rapporte aux causes jugées en vertu du Code criminel du Canada

«REMO» se rapporte aux causes jugées en vertu du «Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act» (Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances de pensions alimentaires)

«CLRA» se rapporte au «Children's Law Reform Act» (Loi sur la réforme du droit relatif aux enfants)

Les données relatives au «Juvenile Delinquents Act», à l'«Education Act» et au Code criminel du Canada ne sont pas incluses dans le projet des tribunaux de juridiction non criminelle pour le moment.

Les rubriques mises en évidence se rapportent aux divorces et aux causes matrimoniales («MCA») jugées à la Cour suprême : «HC» se rapporte aux causes de divorces entendues par la Haute Cour, tandis que «MCA» indique les affaires découlant d'un divorce, mais non les divorces en eux-mêmes.

Ontario

Ministry of the Attorney General

Provincial Court (Family Division)

DAILY STATISTICAL REPORT

Branch/Office (001) ____

County/District _____

Date (002) Day ____ Mth ____ Year ____

MATTERS RECEIVED

	C.W.A. (Persons)	J.D.A. (Persons)	EDUC. (Persons)	F.L.R.A. (Applications)	C.C.C. (Charges)	R.E.M.O.	Other Legislation	DIVORCE (Applications)
Applications/ Informations		(003)	(004)	(005)	(006)	(007)	009	010
Warrants Executed	(011)	(012)	(013)	014	015	(016)	017	
Other Matters		Charges (018)	Charges (019)	Enforcement 020				

MATTERS DISPOSED

C.W.A.

Persons	Supervision	Society Ward	Crown Ward	Adoption Orders	Other Orders	Temporary Orders	Assessment Orders	Other Data Represented
Boys	(021)	(022)	023	024	025	026	027	028
Girls	(029)	(030)	031	032	033	034	035	↑ Totals for all C.W.A. Matters ↓ Motions
Adults					036			037

EDUCATION — J.D.A.

	Probation		C.A.S.		Training School		Other Orders	
	Persons	Charges	Persons	Charges	Persons	Charges	Persons	Charges
Boys	(038)	(039)	040	041	042	043	044	045
Girls	(046)	(047)	048	049	050	051	052	053
Adults	(054)	(055)					056	057
Boys	(058)	(059)	060	061	062	063	064	065
Girls	(066)	(067)	068	069	070	071	072	073
Adults	(074)	(075)					076	077

	Applications	Orders	Enforcement Orders	Provisional Order Made	Prov. Orders Confirmed	Review/ Variation	Interim Orders	Represented	Motions
F.L.R.A.	(078)	(079)	(080)	081	082	083	084	085	
		Provisional Orders Made	Prov. Orders Confirmed	Enforcement Orders	Other Orders	Motions		Charges	Orders
R.E.M.O.	(086)	(087)	(088)	089	(090)			C.C.C. 091	
	Applications	Orders	Contested	Motions			Orders		
DIVORCE	(092)	(093)	094		Other Legislation		(095)		

Specify Other Legislation Details On Reverse Side Of This Form.

OTHER DISPOSITIONS

	Dismissed	Withdrawn	Transfer Out	Warrants Ordered	Adjourned
C.W.A. (Persons)	096	097	098	099	100
J.D.A. (Persons)	101	102	103	104	105
J.D.A. (Charges)	109	110	111	112	113
EDUC. (Persons)	114	115	116	117	118
EDUC. (Charges)	122	123	124	125	126
F.L.R.A. (Applications)	127	128	129	130	131
C.C.C. (Charges)	135	136	137	138	139
R.E.M.O.	140	141	142	143	144
Other Legislation	145	146	147	148	149
DIVORCE (Applications)	150	151	152		153

AGING OF DISPOSITIONS

	Under 31	31-60 days	61-90 days	91-120 days	Over 120 days
C.W.A.	157	158	159	160	161
JUVENILE	164	165	166	167	168
FAMILY	169	170	171	172	173

REPORTS	Juvenile	Others
Pre sentence/ Social History	174	175
Psychological / Psychiatric Assessment	177	178

COURT HOURS	Grant	Net
	180	181

BILINGUAL HEARINGS/TRIALS

J.D.A. and C.C.C. 176

Other Statutes Combined 179

OTHER DAILY DATA

CURRENT ACCOUNTS TOTAL

Opened	Closed	Dormant
106	107	108

ASSIGNED TO WELFARE

Opened	Closed	Dormant
119	120	121

AUTOMATIC ENFORCEMENT

Opened	Closed	Dormant
132	133	134

MONTHLY DATA

SCHEDULE OF FIRST APPEARANCE CASES IN WEEKS

C.W.A.	JUVENILE	FAMILY
154	155	156

MAINTENANCE ACCOUNTS

Collected $	Disbursed $
162	163

Monthly data is to be submitted on the last daily statistical report of the month.

Submitted by

HEAD OFFICE USE ONLY

Matters Received (182)

Other Data (183)

"D 084 (1/80)

E-1

BR/OFFICE #

PROVINCIAL COURT (FAMILY DIVISION)
ACTIVITY SUMMARY

REPORTING PERIOD 11 80
TO 11 80
RUN DATE 01-09-81

	C.W.A	<--J.D.A.--> PER	CHG	<EDUCATION-> PER	CHG	FLRA	C.C.C	REMO	OTHER	DIVOR
OPENING BALANCE										
TOTAL MATTERS RECEIVED										
APPLICATION/INFORMATION										
WARRANTS EXECUTED										
CHARGES/ENFORCEMENT										
TOTAL MATTERS DISPOSED										
ORDERS/CHARGES										
PROVISIONAL ORDERS MADE										
PROVISIONAL ORDERS CONF										
ENFORCEMENT ORDERS										
REVIEW/VARIATION										
OTHER ORDERS										
DISMISSED										
WITHDRAWN										
TRANSFER OUT										
WARRANTS ORDERED										
*ADJOURNMENTS										
*MOTIONS										
*REPRESENTED/CONTESTED										
*INTERIM/TEMPORARY ORDER										
*ASSESSMENT ORDERS										
CLOSING BALANCE										

DISPOSITION AGING C.W.A JUVEN (FAM)

UNDER 31	
31 - 60	
61 - 90	
91 - 120	
OVER 120	

COURT HOURS

GROSS HRS	NET HOURS

CASE SCHEDULE (WKS)
C.W.A JUVEN (FAM)

CURRENT ACCTS

	TOTAL	WELF ASSGN	AUTO ENFOR
OPENING BAL			
OPENED			
CLOSED			
DORMANT			
CLOSING BAL			

REPORTS — JUVEN OTHER
PRE-SENTENCE/SOCIAL HIST
PSYCHOLOGICAL/PSYCHIATRIC

BILINGUAL HEARINGS

JDA/CCC	OTHER

MAINTEN ACCTS COLLECTED $ TO GOVT

ANALYSIS OF ORDERS MADE UNDER CWA JDA AND EDUCATION ACT

C.W.A.(PERSONS)	BOYS	GIRLS	ADULT
SUPERVISION			
SOCIETY WARDSHIP			
CROWN WARDSHIP			
ADOPTION ORDERS			
OTHER ORDERS			
TOTAL CWA ORDERS			

J.D.A.	PERSONS BOYS	GIRLS	ADULT	CHARGES BOYS	GIRLS	ADULT
PROBATION						
CHILDRENS AID						
TRAINING SCHOOL						11
OTHER ORDERS						
TOTAL JDA ORDERS						

EDUCATION ACT	BOYS	GIRLS	ADULT	BOYS	GIRLS	ADULT
PROBATION						
CHILDRENS AID						
TRAINING SCHOOL						
OTHER ORDERS						
TOTAL EDUC ORDERS						

*TEMPORARY ORDERS
*ASSESSMENT ORDERS

*INDICATES THESE LINES NOT INCLUDED IN TOTAL MATTERS

Ontario

Ministry of the Attorney General

Information and Computer Systems Branch
18 King St. E.,
Toronto, Ontario
M5C 1C5

Provincial Court Courtroom Utilization

COUNTY/DISTRICT						Branch	Office
C.C.	**A**	**L**	**Courtroom**	**Nightcourt**	**LOCATION**		

Line	DATE D	M	Y	Courtroom	Nightcourt	NAME OF JUDGE / J.P. CROWN OR PROVINCIAL PROSECUTOR	Do not write in shaded areas	A.M. Start Time	A.M. End Time	A.M. Recess Hrs/Mins	P.M. Start Time	P.M. End Time	P.M. Recess Hrs/Mins	Preliminary Hearing Hrs/Mins
01														
02														
03														
04														
05														
06														
07														
08														
09														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														

CODES
1 Criminal
2 P.O.A.
3 Family
9 Other Use
0 Not Actively

CODES
1 Judge
2 J.P.
3 Crown Attorney
4 Provincial Prosecutor
9 Other Prosecutors
0 Not Actively or Other Use

PLEASE SUBMIT ORIGINAL

TABLE VI.1
PROVINCIAL COURT (FAMILY DIVISION)
ALL STATUTES
ACTIVITY SUMMARY

Judicial District County, or District	Matters Received		Matters Disposed(1)		Pending 0 March 31	
	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82	1981	1982
TOTAL ONTARIO	**99621**	**100077**	**98723**	**99604**	**15480**	**15953**
Metropolitan Toronto	17861	18547	18154	19020	3154	2681
REMAINDER OF ONTARIO	**81760**	**81530**	**80569**	**80584**	**12326**	**13272**
CENTRAL EAST REGION	**19630**	**19969**	**19445**	**20250**	**3372**	**2991**
Durham	3066	2825	3035	2941	554	438
Muskoka	374	360	379	369	50	41
Northumberland	913	834	904	865	125	94
Peel	3092	3472	2972	3544	730	658
Peterborough	1999	2211	2032	2244	328	295
Simcoe	2592	2631	2652	2675	312	268
Victoria & Haliburton *	612	606	614	603	96	99
York (Newmarket)	2698	2415	2561	2633	528	310
York (North York)	4284	4615	4296	4476	649	788
CENTRAL WEST REGION	**16974**	**17511**	**16851**	**17052**	**2867**	**3326**
Brant	1679	1514	1692	1559	253	208
Dufferin *	321	326	326	330	39	35
Haldimand *	375	308	356	308	70	70
Halton	1870	2005	1821	1954	353	404
Hamilton-Wentworth	4108	4454	4191	4455	908	907
Niagara North	1864	1907	1878	1834	150	223
Niagara South	1631	1967	1574	1710	269	526
Norfolk	764	598	727	657	120	61
Waterloo	3000	2894	2964	2748	531	677
Wellington	1362	1538	1322	1497	174	215
EASTERN REGION	**14107**	**14382**	**14105**	**13854**	**1759**	**2287**
Frontenac	2061	2395	1980	2037	327	685
Hastings	2452	2087	2362	2123	256	220
Lanark *	438	604	482	563	45	106
Leeds & Grenville *	741	749	765	710	80	119
Lennox & Addington *	478	524	470	523	70	71
Ottawa-Carleton	4986	5135	5071	5022	556	669
Prescott & Russell *	404	358	428	320	36	74
Prince Edward *	263	278	269	236	28	70
Renfrew *	1098	1034	1108	1058	152	128
Stormont, Dundas & Glengarry *	1186	1218	1170	1282	209	145
NORTH EASTERN REGION	**8562**	**8186**	**8687**	**8307**	**1027**	**906**
Algoma	1564	1421	1526	1432	205	194
Cochrane North *	1129	763	1034	736	176	203
Cochrane South	903	684	896	685	79	78
Manitoulin *	244	310	234	306	20	24
Nipissing	929	896	946	925	95	66
Parry Sound	549	618	506	659	119	78
Sudbury (Sudbury)	2277	2570	2345	2675	269	164
Sudbury (Espanola) *	79	116	77	106	18	28
Temiskaming	918	808	923	783	46	71
NORTH WESTERN REGION	**4757**	**3882**	**4691**	**3742**	**460**	**600**
Kenora (Kenora)	1523	1341	1520	1291	121	171
Kenora (Dryden) *	609	411	660	304	40	147
Rainy River *	489	360	466	353	88	95
Thunder Bay	2136	1770	2045	1794	211	187
SOUTH WESTERN REGION	**17730**	**17600**	**16990**	**17279**	**2841**	**3162**
Bruce	644	643	632	603	107	147
Elgin	1095	1107	1077	1097	116	126
Essex	4894	4569	4260	4616	1235	1188
Grey	687	776	608	790	135	121
Huron	668	548	706	573	64	39
Kent	1649	2224	1658	1756	204	674
Lambton	1763	1875	1775	1751	217	341
Middlesex	4528	3900	4506	4082	507	325
Oxford	991	1104	977	1142	190	152
Perth	811	854	791	871	66	49

NOTES: * Combined Criminal and Family Court Offices.
(1) Disposed includes final orders, withdrawals, dismissals, issued bench warrants, and transfers out.

Source: Provincial Court (Family Division) Statistical Report 1981-82

TABLE VI.9
PROVINCIAL COURT (FAMILY DIVISION)
AGING OF DISPOSITIONS UNDER THE
CHILD WELFARE ACT

Judicial District County, or District	Matters Disposed 1980/81	Matters Disposed 1981/82	Under 31 Days 1980/81	Under 31 Days 1981/82	31 to 60 Days 1980/81	31 to 60 Days 1981/82	61 to 90 Days 1980/81	61 to 90 Days 1981/82	91 to 120 Days 1980/81	91 to 120 Days 1981/82	Over 120 Days 1980/81	Over 120 Days 1981/82
TOTAL ONTARIO	**22084**	**19973**	**14108**	**12844**	**4024**	**3526**	**1414**	**1453**	**686**	**714**	**1852**	**1436**
Metropolitan Toronto	**3792**	**3572**	**1898**	**1915**	**628**	**588**	**345**	**367**	**149**	**182**	**772**	**520**
REMAINDER OF ONTARIO	**18292**	**16401**	**12210**	**10929**	**3396**	**2938**	**1069**	**1086**	**537**	**532**	**1080**	**916**
CENTRAL EAST REGION	**3670**	**3432**	**1968**	**2012**	**933**	**688**	**335**	**371**	**146**	**147**	**288**	**214**
Durham	532	538	318	300	85	78	34	77	27	33	68	50
Muskoka	61	43	26	27	12	11	7	1	6	-	10	4
Northumberland	147	128	91	101	32	19	17	1	2	1	5	6
Peel	925	895	527	565	244	173	70	64	40	32	44	61
Peterborough	208	198	116	128	33	34	25	19	9	12	25	5
Simcoe	490	349	217	167	190	112	47	62	9	6	27	2
Victoria & Haliburton	80	66	16	26	53	26	6	9	3	1	2	4
York (Newmarket)	316	284	193	206	77	49	16	14	12	8	18	7
York (North York)	911	931	464	492	207	186	113	124	38	54	89	75
CENTRAL WEST REGION	**3468**	**3365**	**2408**	**2269**	**562**	**581**	**164**	**190**	**86**	**109**	**248**	**216**
Brant	352	282	224	132	85	94	15	26	6	16	22	14
Dufferin	67	79	53	56	11	16	-	3	1	1	2	3
Haldimand	90	75	72	50	5	11	1	6	3	6	9	2
Halton	463	514	368	401	71	64	7	13	9	4	8	32
Hamilton-Wentworth	581	644	428	471	65	63	30	33	19	12	39	65
Niagara North	534	501	440	354	63	99	19	25	6	13	6	10
Niagara South	308	267	130	120	39	37	37	28	17	25	85	57
Norfolk	116	93	59	62	25	21	6	8	3	1	23	1
Waterloo	628	513	368	317	150	114	44	36	19	21	47	25
Wellington	329	397	266	305	48	63	5	12	3	10	7	7
EASTERN REGION	**3248**	**2827**	**2193**	**1857**	**633**	**598**	**205**	**184**	**79**	**71**	**138**	**117**
Frontenac	325	315	210	223	68	55	26	18	13	8	8	11
Hastings	332	322	259	225	41	60	12	10	9	6	11	21
Lanark	156	117	145	87	9	25	-	5	1	-	1	-
Leeds & Grenville	182	170	122	123	31	32	5	8	7	1	17	6
Lennox & Addington	95	92	65	63	16	19	6	5	1	1	7	4
Ottawa-Carleton	1363	1066	856	603	320	272	94	94	25	42	68	55
Prescott & Russell	152	118	104	92	32	25	12	1	-	-	4	-
Prince Edward	24	12	21	9	2	3	-	-	-	-	1	-
Renfrew	274	208	196	131	49	30	5	26	8	5	16	16
Stormont, Dundas & Glengarry	345	407	215	301	65	77	45	17	15	8	5	4
NORTH EASTERN REGION	**2907**	**2660**	**2239**	**2104**	**382**	**326**	**98**	**75**	**69**	**61**	**119**	**94**
Algoma	525	539	317	373	107	98	32	26	28	16	41	26
Cochrane North	359	249	252	143	65	51	23	14	14	5	5	36
Cochrane South	431	304	303	228	71	52	21	13	9	9	27	2
Manitoulin	92	94	72	89	13	5	3	-	2	-	2	-
Nipissing	269	283	195	227	56	32	5	7	4	9	9	8
Parry Sound	84	103	48	65	21	17	4	3	4	7	7	11
Sudbury (Sudbury)	807	868	721	770	46	61	9	11	5	15	26	11
Sudbury (Espanola)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Temiskaming	340	220	331	209	3	10	1	1	3	-	2	-
NORTH WESTERN REGION	**1457**	**915**	**1006**	**521**	**280**	**188**	**78**	**81**	**36**	**36**	**57**	**89**
Kenora (Kenora)	565	357	377	163	119	83	35	40	12	24	22	47
Kenora (Dryden)	284	95	230	64	43	14	7	5	1	-	3	12
Rainy River	136	71	61	36	40	26	15	6	13	-	7	3
Thunder Bay	472	392	338	258	78	65	21	30	10	12	25	27
SOUTH WESTERN REGION	**3542**	**3202**	**2396**	**2166**	**606**	**557**	**189**	**185**	**121**	**108**	**230**	**186**
Bruce	171	144	94	82	43	39	26	15	3	2	5	6
Elgin	107	123	92	109	10	11	-	2	2	-	3	1
Essex	663	501	549	315	62	87	14	47	19	17	19	35
Grey	194	187	116	97	42	53	11	13	10	10	15	14
Huron	166	188	121	136	19	22	17	22	2	6	7	2
Kent	192	167	98	108	53	26	18	11	7	12	16	10
Lambton	333	430	179	235	81	107	29	29	29	17	15	42
Middlesex	1234	973	748	698	238	141	55	30	47	35	146	69
Oxford	298	283	254	235	28	30	10	8	2	7	4	3
Perth	184	206	145	151	30	41	9	8	-	2	-	4

Source: Provincial Court (Family Division)
Statistical Report

TABLE VI.1
PROVINCIAL COURT (FAMILY DIVISION)
FAMILY LAW REFORM ACT
ACTIVITY SUMMARY

Judicial District County, or District	Applications Received		Applications Disposed(1)		Pending @ March 31	
	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82	1981	1982
TOTAL ONTARIO	**38448**	**43282**	**37553**	**41991**	**7467**	**8758**
Metropolitan Toronto	**5051**	**6536**	**5158**	**6684**	**6307**	**1012**
REMAINDER OF ONTARIO	**33397**	**36746**	**32395**	**35307**	**6307**	**7746**
CENTRAL EAST REGION	**6827**	**7971**	**6846**	**7785**	**1388**	**1574**
Durham	1199	1190	1216	1192	300	298
Muskoka	192	179	172	182	30	27
Northumberland	416	406	412	411	51	46
Peel	994	1490	883	1533	335	292
Peterborough	893	1114	960	1093	151	172
Simcoe	856	1060	892	1029	127	158
Victoria & Haliburton	265	259	279	258	54	55
York (Newmarket)	840	728	889	716	88	100
York (North York)	1172	1545	1143	1371	252	426
CENTRAL WEST REGION	**8320**	**9079**	**8243**	**8720**	**1734**	**2093**
Brant	927	785	927	839	177	123
Dufferin	110	147	113	140	22	29
Haldimand	180	155	161	161	55	49
Halton	686	836	674	735	128	229
Hamilton-Wentworth	2089	2413	2165	2385	593	621
Niagara North	881	989	898	956	82	115
Niagara South	1022	1149	966	1059	233	323
Norfolk	441	384	429	420	75	39
Waterloo	1333	1429	1276	1238	271	462
Wellington	651	792	634	787	98	103
EASTERN REGION	**6772**	**7736**	**6554**	**7152**	**967**	**1551**
Frontenac	1262	1620	1156	1230	234	624
Hastings	1424	1272	1323	1225	148	195
Lanark	180	239	191	207	33	65
Leeds & Grenville	224	308	232	272	34	70
Lennox & Addington	246	292	246	302	55	45
Ottawa-Carleton	2393	2704	2365	2648	270	326
Prescott & Russell	43	118	40	105	8	21
Prince Edward	117	129	110	131	25	23
Renfrew	503	601	518	605	84	80
Stormont, Dundas & Glengarry	380	453	373	427	76	102
NORTH EASTERN REGION	**2185**	**2392**	**2119**	**2361**	**439**	**470**
Algoma	334	371	316	322	84	133
Cochrane North	178	102	119	98	88	92
Cochrane South	352	286	349	280	44	50
Manitoulin	12	60	27	63	7	4
Nipissing	191	190	214	174	23	39
Parry Sound	168	182	167	150	17	49
Sudbury (Sudbury)	723	900	728	995	136	41
Sudbury (Espanola)	29	44	24	36	9	17
Temiskaming	178	257	175	243	31	45
NORTH WESTERN REGION	**900**	**755**	**869**	**716**	**108**	**147**
Kenora (Kenora)	53	62	62	58	8	12
Kenora (Dryden)	102	98	112	67	6	37
Rainy River	123	111	120	104	26	33
Thunder Bay	622	484	575	487	68	65
SOUTH WESTERN REGION	**8193**	**8813**	**7764**	**8573**	**1671**	**1911**
Bruce	229	223	216	221	56	58
Elgin	543	590	521	560	70	100
Essex	2964	2788	2459	3047	949	690
Grey	313	320	216	312	55	63
Huron	250	220	253	211	22	31
Kent	868	1544	881	1053	100	591
Lambton	749	814	710	699	98	213
Middlesex	1802	1489	1768	1643	238	84
Oxford	410	469	395	472	51	48
Perth	345	356	325	355	32	33

NOTES: (1) Disposed includes final orders, withdrawals, dismissals, issued bench warrants, and transfers out.

Source: Provincial Court (Family Division) Statistical Report

1981-82

TABLE VI.6
PROVINCIAL COURT (FAMILY DIVISION)
RECIPROCAL ENFORCEMENT OF MAINTENANCE ORDERS
ACTIVITY SUMMARY

Judicial District County, or District	Applications Received 1980/81	Applications Received 1981/82	Applications Disposed(1) 1980/81	Applications Disposed(1) 1981/82	Pending @ March 31 1981	Pending @ March 31 1982
TOTAL ONTARIO	1136	1230	1099	1028	315	517
Metropolitan Toronto	187	82	180	67	37	52
REMAINDER OF ONTARIO	949	1148	919	961	278	465
CENTRAL EAST REGION	239	241	227	283	64	22
Durham	22	24	23	26	6	2
Muskoka	5	4	4	5	1	-
Northumberland	8	13	12	11	1	3
Peel	90	66	61	98	39	7
Peterborough	16	24	15	24	4	4
Simcoe	38	40	48	39	1	2
Victoria & Haliburton	6	1	7	1	-	-
York (Newmarket)	14	13	14	15	4	2
York (North York)	40	56	43	64	10	2
CENTRAL WEST REGION	222	250	193	190	106	166
Brant	24	19	22	12	5	12
Dufferin	-	1	-	-	-	1
Haldimand	7	1	6	1	3	3
Halton	6	6	7	5	2	3
Hamilton-Wentworth	29	49	8	37	75	87
Niagara North	40	54	36	42	5	17
Niagara South	52	39	43	34	10	15
Norfolk	7	17	7	9	-	8
Waterloo	38	38	45	30	3	11
Wellington	19	26	19	20	3	9
EASTERN REGION	145	251	175	185	39	105
Frontenac	13	14	44	15	4	3
Hastings	34	25	37	24	2	3
Lanark	6	9	4	10	3	2
Leeds & Grenville	1	3	3	1	1	3
Lennox & Addington	7	9	4	10	2	1
Ottawa-Carleton	33	118	29	81	15	52
Prescott & Russell	-	20	-	8	8	20
Prince Edward	4	-	2	1	2	1
Renfrew	41	43	43	25	2	20
Stormont, Dundas & Glengarry	6	10	9	10	-	-
NORTH EASTERN REGION	91	101	91	76	18	43
Algoma	35	17	35	9	4	12
Cochrane North	13	12	10	11	3	4
Cochrane South	1	4	4	1	-	3
Manitoulin	-	1	1	1	-	-
Nipissing	10	8	8	9	3	2
Parry Sound	9	7	7	10	3	-
Sudbury (Sudbury)	24	52	25	35	5	22
Sudbury (Espanola)	-	-	-	-	-	-
Temiskaming	1	-	1	-	-	-
NORTH WESTERN REGION	53	81	49	60	15	36
Kenora (Kenora)	15	11	16	14	4	1
Kenora (Dryden)	5	11	6	5	-	6
Rainy River	4	7	3	3	5	9
Thunder Bay	29	52	24	38	6	20
SOUTH WESTERN REGION	197	224	184	167	36	93
Bruce	1	-	1	-	1	1
Elgin	6	5	6	-	-	5
Essex	131	148	119	92	24	80
Grey	4	2	3	3	1	-
Huron	3	5	3	6	1	-
Kent	8	8	7	11	3	-
Lambton	13	13	16	12	1	2
Middlesex	10	22	8	26	5	1
Oxford	7	7	7	6	-	1
Perth	14	14	14	11	-	3

NOTES: (1) Disposed includes final orders, withdrawals, dismissals, issued bench warrants, and transfers out.

Source: Provincial Court (Family Division) Statistical Report

1981-2

TABLE VI.8
PROVINCIAL COURT (FAMILY DIVISION)
OTHER LEGISLATION
ACTIVITY SUMMARY

Judicial District County, or District	Matters Received		Matters Disposed(1)		Pending @ March 31	
	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82	1981	1982
TOTAL ONTARIO	74	71	56	50	9	30
Metropolitan Toronto	-	-	-	-	-	-
REMAINDER OF ONTARIO	74	71	56	50	9	30
CENTRAL EAST REGION	14	1	12	1	-	-
Durham	12	1	11	1	-	-
Muskoka	-	-	-	-	-	-
Northumberland	-	-	-	-	-	-
Peel	1	-	1	-	-	-
Peterborough	-	-	-	-	-	-
Simcoe	-	-	-	-	-	-
Victoria & Haliburton	-	-	-	-	-	-
York (Newmarket)	-	-	-	-	-	-
York (North York)	1	-	-	-	-	-
CENTRAL WEST REGION	16	26	9	12	8	22
Brant	3	1	2	1	-	-
Dufferin	-	-	-	-	-	-
Haldimand	-	-	-	-	-	-
Halton	-	1	-	-	-	1
Hamilton-Wentworth	13	24	7	11	8	21
Niagara North	-	-	-	-	-	-
Niagara South	-	-	-	-	-	-
Norfolk	-	-	-	-	-	-
Waterloo	-	-	-	-	-	-
Wellington	-	-	-	-	-	-
EASTERN REGION	33	34	33	30	-	4
Frontenac	2	1	2	1	-	-
Hastings	-	-	-	-	-	-
Lanark	-	-	-	-	-	-
Leeds & Grenville	-	-	-	-	-	-
Lennox & Addington	-	-	-	-	-	-
Ottawa-Carleton	31	28	31	28	-	-
Prescott & Russell	-	-	-	-	-	-
Prince Edward	-	5	-	1	-	4
Renfrew	-	-	-	-	-	-
Stormont, Dundas & Glengarry	-	-	-	-	-	-
NORTH EASTERN REGION	7	7	-	6	-	1
Algoma	-	-	-	-	-	-
Cochrane North	-	-	-	-	-	-
Cochrane South	-	-	-	-	-	-
Manitoulin	-	-	-	-	-	-
Nipissing	-	-	-	-	-	-
Parry Sound	7	-	-	-	-	-
Sudbury (Sudbury)	-	6	-	5	-	1
Sudbury (Espanola)	-	-	-	-	-	-
Temiskaming	-	1	-	1	-	-
NORTH WESTERN REGION	1	2	2	-	1	3
Kenora (Kenora)	1	-	1	-	-	-
Kenora (Dryden)	-	1	-	-	-	1
Rainy River	-	-	1	-	1	1
Thunder Bay	-	1	-	-	-	1
SOUTH WESTERN REGION	3	1	-	1	-	-
Bruce	-	-	-	-	-	-
Elgin	-	1	-	1	-	-
Essex	-	-	-	-	-	-
Grey	-	-	-	-	-	-
Huron	-	-	-	-	-	-
Kent	-	-	-	-	-	-
Lambton	3	-	-	-	-	-
Middlesex	-	-	-	-	-	-
Oxford	-	-	-	-	-	-
Perth	-	-	-	-	-	-

NOTES: (1) Disposed includes final orders, withdrawals, dismissals, issued bench warrants, and transfers out.

Source: Provincial Court (Family Division) Statistical Report

TABLE VI.9
PROVINCIAL COURT (FAMILY DIVISION)
AGING OF DISPOSITIONS UNDER THE
CHILD WELFARE ACT

Judicial District
County, or District

	Matters Disposed		Under 31 Days		31 to 60 Days		61 to 90 Days		91 to 120 Days		Over 120 Days	
	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82
TOTAL ONTARIO	22084	19973	14108	12844	4024	3526	1414	1453	686	714	1852	1436
Metropolitan Toronto	3792	3572	1898	1915	628	588	345	367	149	182	772	520
REMAINDER OF ONTARIO	18292	16401	12210	10929	3396	2938	1069	1086	537	532	1080	916
CENTRAL EAST REGION	3670	3432	1968	2012	933	688	335	371	146	147	288	214
Durham	532	538	318	300	85	78	34	77	27	33	68	50
Muskoka	61	43	26	27	12	11	7	1	6	-	10	4
Northumberland	147	128	91	101	32	19	17	1	2	1	5	6
Peel	925	895	527	565	244	173	70	64	40	32	44	61
Peterborough	208	198	116	128	33	34	25	19	9	12	25	5
Simcoe	490	349	217	167	190	112	47	62	9	6	27	2
Victoria & Haliburton	80	66	16	26	53	26	6	9	3	1	2	4
York (Newmarket)	316	284	193	206	77	49	16	14	12	8	18	7
York (North York)	911	931	464	492	207	186	113	124	38	54	89	75
CENTRAL WEST REGION	3468	3365	2408	2269	562	581	164	190	86	109	248	216
Brant	352	282	224	132	85	94	15	26	6	16	22	14
Dufferin	67	79	53	56	11	16	-	3	1	1	2	3
Haldimand	90	75	72	50	5	11	1	6	3	6	9	2
Halton	463	514	368	401	71	64	7	13	9	4	8	32
Hamilton-Wentworth	581	644	428	471	65	63	30	33	19	12	39	65
Niagara North	534	501	440	354	63	99	19	25	6	13	6	10
Niagara South	308	267	130	120	39	37	37	28	17	25	85	57
Norfolk	116	93	59	62	25	21	6	8	3	1	23	1
Waterloo	628	513	368	317	150	114	44	36	19	21	47	25
Wellington	329	397	266	305	48	63	5	12	3	10	7	7
EASTERN REGION	3248	2827	2193	1857	633	598	205	184	79	71	138	117
Frontenac	325	315	210	223	68	55	26	18	13	8	8	11
Hastings	332	322	259	225	41	60	12	10	9	6	11	21
Lanark	156	117	145	87	9	25	-	5	1	-	1	-
Leeds & Grenville	182	170	122	123	31	32	5	8	7	1	17	6
Lennox & Addington	95	92	65	63	16	19	6	5	1	1	7	4
Ottawa-Carleton	1363	1066	856	603	320	272	94	94	25	42	68	55
Prescott & Russell	152	118	104	92	32	25	12	1	-	-	4	-
Prince Edward	24	12	21	9	2	3	-	-	-	-	1	-
Renfrew	274	208	196	131	49	30	5	26	8	5	16	16
Stormont, Dundas & Glengarry	345	407	215	301	65	77	45	17	15	8	5	4
NORTH EASTERN REGION	2007	2660	2239	2104	382	326	98	75	69	61	119	94
Algoma	525	519	317	373	107	98	32	26	28	16	41	26
Cochrane North	359	249	252	141	65	51	23	14	14	5	4	30
Cochrane South	431	304	303	228	71	52	21	13	9	9	27	2
Manitoulin	32	34	32	89	13	5	3	-	2	-	2	-
Nipissing	269	283	195	227	56	32	5	7	4	9	9	8
Parry Sound	44	103	48	65	21	17	4	3	4	7	7	11
Sudbury (Sudbury)	807	868	721	770	46	61	9	11	5	15	26	11
Sudbury (Espanola)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Temiskaming	340	220	331	209	3	10	1	1	3	-	2	-
NORTH WESTERN REGION	1457	915	1006	521	280	188	78	81	36	36	57	89
Kenora (Kenora)	565	357	377	163	119	83	35	40	12	24	22	47
Kenora (Dryden)	284	95	230	64	43	14	7	5	1	-	3	12
Rainy River	136	71	81	36	40	26	15	6	13	-	7	3
Thunder Bay	472	392	338	258	78	65	21	30	10	12	25	27
SOUTH WESTERN REGION	3542	3202	2396	2166	606	557	189	185	121	108	230	186
Bruce	171	144	94	82	43	39	26	15	3	2	5	6
Elgin	137	123	92	109	10	11	-	2	2	-	3	1
Essex	693	501	549	315	62	87	14	47	19	17	19	35
Grey	194	187	116	97	42	53	11	13	10	10	15	14
Huron	166	188	121	136	19	22	17	22	2	6	7	2
Kent	192	167	98	108	53	26	18	11	7	12	16	10
Lambton	333	430	179	235	81	107	29	29	29	17	15	42
Middlesex	1224	973	748	698	238	141	55	30	47	35	146	69
Oxford	298	283	254	235	28	30	10	8	2	7	4	3
Perth	184	206	145	151	30	41	9	8	-	2	-	4

Source: Provincial Court (Family Division)
Statistical Report

1981-82

TABLE VI.11
PROVINCIAL COURT (FAMILY DIVISION)
AGING OF DISPOSITIONS OF FAMILY MATTERS(1)

Judicial District County, or District	Matters Disposed		Under 31 Days		31 to 60 Days		61 to 90 Days		91 to 120 Days		Over 120 Days	
	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82	1980/81	1981/82
TOTAL ONTARIO	**41832**	**46102**	**14217**	**16826**	**13760**	**15964**	**6209**	**6005**	**2944**	**2800**	**4702**	**4507**
Metropolitan Toronto	**5768**	**7110**	**937**	**2431**	**2143**	**2521**	**1444**	**999**	**436**	**438**	**808**	**721**
REMAINDER OF ONTARIO	**36064**	**38992**	**13280**	**14395**	**11617**	**13443**	**4765**	**5006**	**2508**	**2362**	**3894**	**3786**
CENTRAL EAST REGION	**7806**	**8987**	**1464**	**2205**	**2852**	**3296**	**1546**	**1432**	**658**	**714**	**1286**	**1320**
Durham	1349	1351	162	222	491	594	317	169	123	93	256	273
Muskoka	188	212	112	133	46	53	16	7	6	9	8	10
Northumberland	449	464	239	222	113	136	48	30	22	28	27	28
Peel	1065	1766	124	346	212	426	393	504	85	208	251	302
Peterborough	1056	1271	219	386	373	501	173	155	95	86	196	143
Simcoe	1092	1248	242	298	394	454	192	200	98	132	166	164
Victoria & Haliburton	286	259	42	45	96	94	48	43	32	17	68	60
York (Newmarket)	947	768	120	294	523	251	166	102	62	39	76	82
York (North York)	1374	1648	204	259	604	787	193	222	135	122	238	258
CENTRAL WEST REGION	**9233**	**9677**	**3889**	**3989**	**3020**	**3420**	**948**	**942**	**453**	**431**	**923**	**895**
Brant	999	884	341	305	319	374	171	90	43	44	125	71
Dufferin	128	142	20	44	66	49	19	18	11	11	12	20
Haldimand	172	170	78	68	41	45	15	20	13	9	25	28
Halton	741	796	292	291	298	335	45	58	20	20	86	92
Hamilton-Wentworth	2414	2717	957	1041	692	860	288	293	155	157	322	366
Niagara North	1146	1130	681	593	301	389	88	79	34	32	42	37
Niagara South	1084	1213	798	870	177	216	37	93	19	14	53	20
Norfolk	475	463	143	98	177	232	72	55	31	24	52	54
Waterloo	1390	1314	271	297	728	637	153	152	81	83	157	145
Wellington	684	848	308	382	221	283	60	84	46	37	49	62
EASTERN REGION	**7043**	**7560**	**3649**	**3742**	**2060**	**2099**	**609**	**753**	**316**	**421**	**409**	**545**
Frontenac	1300	1305	771	708	268	187	122	131	60	106	79	173
Lennox	1373	1260	900	806	297	258	98	84	44	50	34	62
Lark	196	217	61	63	80	103	16	24	16	9	23	18
Leeds & Grenville	236	274	87	134	112	81	20	23	9	18	8	18
Lennox & Addington	257	326	103	168	88	72	25	45	11	19	30	22
Ottawa-Carleton	2538	2835	1448	1474	746	890	166	252	71	109	107	110
Prescott & Russell	62	115	13	56	13	35	9	11	3	9	4	4
Prince Edward	138	146	30	36	54	63	23	22	15	8	16	17
Renfrew	581	645	210	193	221	258	63	86	43	46	44	62
Stormont, Dundas & Glengarry	382	437	26	104	181	152	67	75	44	47	64	59
NORTH EASTERN REGION	**2407**	**2628**	**1041**	**1102**	**735**	**948**	**237**	**255**	**123**	**113**	**191**	**190**
Algoma	353	331	94	91	148	150	38	55	32	28	41	47
Cochrane North	130	109	45	23	41	59	13	9	4	4	10	10
Cochrane South	355	281	144	126	141	97	32	33	10	8	10	10
Manitoulin	42	63	25	42	11	15	4	7	1	10	1	4
Nipissing	244	189	100	110	76	38	27	14	12	8	29	13
Parry Sound	130	161	65	94	56	53	22	22	9	11	18	20
Sudbury (Sudbury)	876	1182	467	538	240	443	82	86	35	49	52	66
Sudbury (Espanola)	25	38	11	14	11	19	-	3	2	2	1	-
Temiskaming	192	254	90	138	51	74	19	25	12	9	20	8
NORTH WESTERN REGION	**975**	**866**	**416**	**325**	**329**	**279**	**102**	**108**	**60**	**55**	**68**	**99**
Kenora (Kenora)	93	86	40	16	24	32	12	17	8	7	9	14
Kenora (Dryden)	118	73	19	32	79	21	10	5	7	6	3	9
Rainy River	141	118	42	39	53	42	19	12	16	11	11	14
Thunder Bay	623	589	315	238	173	184	61	74	29	31	45	62
SOUTH WESTERN REGION	**8600**	**9274**	**2801**	**3032**	**2561**	**3401**	**1323**	**1516**	**898**	**588**	**1017**	**737**
Bruce	232	237	33	36	93	111	39	36	23	2	44	26
Elgin	590	609	354	363	134	141	44	49	10	19	48	37
Essex	2703	3281	272	426	664	1466	660	867	564	259	543	263
Grey	231	338	53	74	71	140	51	44	22	25	34	55
Huron	299	242	120	135	70	65	46	15	22	6	41	21
Kent	969	1064	412	450	336	325	98	158	91	69	72	62
Lambton	907	755	497	279	196	317	47	85	35	37	32	37
Middlesex	1332	1826	848	785	709	685	250	203	144	134	181	219
Perth	451	531	122	225	216	249	77	37	21	6	15	14
Huron	386	391	290	259	72	102	11	22	6	5	7	3

NOTES: (1) Includes: Family Law Reform Act
Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders
Criminal Code of Canada
Other Statutes
Excludes: Child Welfare Act
Juvenile Delinquents Act and Education Act

Source: Provincial Court (Family Division) Statistical Report

TABLE VI.12
PROVINCIAL COURT (FAMILY DIVISION)
ACTIVITY SUMMARY OF CURRENT ACCOUNTS

Judicial District / County, or District	Accounts Closed			Accounts Transferred to Dormant			Accounts as of March 31, 1982
	1979/80	1980/81	1981/82	1979/80	1980/81	1981/82	
TOTAL ONTARIO	3452	4011	3595	7198	4761	4627	44222
Metropolitan Toronto	94	92	41	2038	547	57	7877
REMAINDER OF ONTARIO	3358	3919	3554	5160	4214	4570	36345
CENTRAL EAST REGION	847	1053	834	1200	918	766	7287
Durham	229	226	210	10	294	220	1249
Muskoka	34	40	36	21	16	3	162
Northumberland	59	55	54	21	22	32	418
Peel	99	86	101	277	172	-	1691
Peterborough	194	155	100	213	106	198	747
Simcoe	14	279	115	340	33	191	1044
Victoria & Haliburton	37	60	21	13	23	36	365
York (Newmarket)	132	94	168	124	148	85	571
York (North York)	49	58	27	181	104	1	1140
CENTRAL WEST REGION	1247	1264	1028	1108	1221	1633	9655
Brant	51	149	66	159	14	186	815
Dufferin	12	12	30	15	8	6	122
Haldimand	40	32	36	15	12	16	111
Halton	184	250	290	30	10	19	684
Hamilton-Wentworth	292	183	97	109	687	547	2926
Niagara North	277	209	95	191	24	442	944
Niagara South	138	155	124	230	183	101	1505
Norfolk	60	55	81	59	6	-	312
Waterloo	123	111	104	135	146	299	1521
Wellington	70	108	105	145	131	17	715
EASTERN REGION	446	523	630	1015	872	600	6688
Frontenac	131	88	142	299	91	113	978
Hastings	125	186	160	82	28	37	1380
Lanark	4	20	15	12	4	45	256
Leeds & Grenville	39	31	35	78	-	12	352
Lennox & Addington	2	20	39	8	40	10	323
Ottawa-Carleton	53	59	88	372	533	315	2119
Prescott & Russell	25	4	8	66	-	35	114
Prince Edward	21	19	19	11	22	12	133
Renfrew	36	89	111	84	39	21	465
Stormont, Dundas & Glengarry	10	7	13	3	115	-	668
NORTH EASTERN REGION	271	287	247	214	251	274	2959
Algoma	57	60	21	46	58	83	402
Cochrane North	9	20	11	17	1	34	130
Cochrane South	39	51	24	28	27	24	372
Manitoulin	3	11	8	-	6	3	28
Nipissing	19	23	6	45	9	10	291
Parry Sound	13	5	26	25	5	16	170
Sudbury (Sudbury)	92	64	86	6	87	79	1271
Sudbury (Espanola)	1	3	2	8	6	6	63
Temiskaming	38	50	63	39	52	19	232
NORTH WESTERN REGION	128	125	63	138	80	115	1095
Kenora (Kenora)	4	12	13	28	12	9	99
Kenora (Dryden)	18	15	10	27	23	22	106
Rainy River	10	24	13	24	11	10	88
Thunder Bay	96	74	27	59	34	74	802
SOUTH WESTERN REGION	419	467	752	1485	872	1182	8661
Bruce	38	32	46	10	6	8	197
Elgin	42	37	55	55	58	55	532
Essex	159	140	232	621	339	513	2994
Grey	20	66	20	50	-	24	304
Huron	7	22	25	49	56	49	263
Kent	31	40	91	55	60	22	1099
Lambton	-	47	28	285	160	115	784
Middlesex	28	181	161	368	158	331	1797
Oxford	45	67	53	64	16	45	365
Perth	49	35	41	8	19	28	326

Source: Provincial Court (Family Division)
Statistical Report

1981-82

TABLE VI.13
PROVINCIAL COURT (FAMILY DIVISION)
ACTIVITY SUMMARY OF CURRENT ACCOUNTS
WITH ASSIGNMENTS TO WELFARE AGENCIES

Judicial District County, or District	Accounts as of April 1st			Accounts Opened or New Assignments		
	1979	1980	1981	1979-80	1980-81	1981-82
TOTAL ONTARIO	**11491**	**10892**	**10814**	**4760**	**5194**	**5010**
Metropolitan Toronto	1432	1523	1668	524	685	685
REMAINDER OF ONTARIO	**10059**	**9369**	**9146**	**4236**	**4514**	**4325**
CENTRAL EAST REGION	**1727**	**1606**	**1646**	**788**	**926**	**751**
Durham	444	417	361	91	106	109
Muskoka	60	59	43	18	18	13
Northumberland	88	102	110	67	73	82
Peel	221	216	264	165	133	99
Peterborough	293	222	254	115	191	174
Simcoe	235	192	219	119	100	92
Victoria & Haliburton	82	89	84	14	38	35
York (Newmarket)	181	152	157	90	99	57
York (North York)	123	157	154	107	68	70
CENTRAL WEST REGION	**2778**	**2466**	**2661**	**1273**	**1259**	**1112**
Brant	235	245	243	201	122	111
Dufferin	23	21	25	10	12	21
Haldimand	43	42	40	37	37	22
Halton	160	129	126	75	60	57
Hamilton-Wentworth	942	892	1067	456	496	410
Niagara North	318	323	289	81	111	125
Niagara South	505	329	356	215	94	89
Norfolk	98	83	101	63	76	58
Waterloo	286	258	295	103	158	151
Wellington	168	144	119	32	71	66
EASTERN REGION	**2172**	**1736**	**1591**	**670**	**736**	**771**
Frontenac	628	348	300	105	138	125
Hastings	310	326	284	200	161	130
Lanark	75	71	81	19	21	13
Leeds & Grenville	87	63	64	19	18	17
Lennox & Addington	67	66	56	15	20	5
Ottawa-Carleton	668	559	489	194	229	271
Prescott & Russell	32	27	32	34	6	15
Prince Edward	46	29	25	11	19	22
Renfrew	113	95	125	29	80	93
Stormont, Dundas & Glengarry	146	160	135	44	44	80
NORTH EASTERN REGION	**958**	**920**	**851**	**234**	**335**	**260**
Algoma	148	106	107	20	28	53
Cochrane North	44	32	38	18	13	12
Cochrane South	199	227	128	66	74	51
Manitoulin	8	12	7	5	9	11
Nipissing	90	91	73	15	36	27
Parry Sound	44	35	44	35	25	24
Sudbury (Sudbury)	350	369	367	66	81	39
Sudbury (Espanola)	27	22	13	2	-	4
Temiskaming	76	66	74	26	76	39
NORTH WESTERN REGION	**265**	**219**	**253**	**78**	**58**	**55**
Kenora (Kenora)	8	7	6	2	3	7
Kenora (Dryden)	25	21	21	6	10	5
Rainy River	28	31	29	17	14	7
Thunder Bay	204	160	197	53	31	36
SOUTH WESTERN REGION	**2159**	**2422**	**2144**	**1193**	**1299**	**1176**
Bruce	38	38	43	39	48	58
Elgin	95	81	99	29	49	27
Essex	1023	1129	924	442	509	625
Grey	71	64	66	12	17	40
Huron	57	62	53	18	39	27
Kent	317	397	260	190	183	147
Lambton	122	148	131	120	96	94
Middlesex	343	385	430	257	240	241
Oxford	51	71	82	44	59	47
Perth	42	47	56	22	39	30

Source: Provincial Court (Family Division)
Statistical Report

TABLE VI.14
PROVINCIAL COURT (FAMILY DIVISION)
MAINTENANCE MONIES COLLECTED
AND PAYMENTS FORWARDED TO THE GOVERNMENT

Judicial District County, or District	Total Maintenance Dollars Collected			Maintenance Payments Forwarded to the Government(1)		
	1979/80	1980/81	1981/82	1979/80	1980/81	1981/82
TOTAL ONTARIO	32820789	35906605	40437837	5910836	5884780	6370580
Metropolitan Toronto	4730348	5414083	6079004	857468	1013111	1127683
REMAINDER OF ONTARIO	28090441	30492522	34358833	5053368	4871669	5242897
CENTRAL EAST REGION	5207390	6257910	7211699	886909	885947	1010187
Durham	1238181	1342816	1533946	203966	188771	205552
Muskoka	84403	95174	95198	24177	20773	19309
Northumberland	346402	381164	415060	76905	87106	90443
Peel	1223755	1349979	1695334	132472	137566	197915
Peterborough	490826	529461	630125	118923	125607	145590
Simcoe	366865	851187	917701	96825	104895	109953
Victoria & Haliburton	144300	198418	208715	64433	51523	61561
York (Newmarket)	486653	614860	639507	85433	70929	68567
York (North York)	806005	895731	1076113	103775	98777	139297
CENTRAL WEST REGION	8683861	9009929	9858850	1496826	1336759	1351478
Brant	687208	598160	757601	180304	149070	146845
Dufferin	103531	137628	157383	20925	20437	18796
Haldimand	106155	114131	124400	24978	22014	22125
Halton	833865	875465	905288	90899	71663	62499
Hamilton-Wentworth	2766017	2720687	2879657	536428	442935	402699
Niagara North	1013635	1008504	1040863	116371	89542	104236
Niagara South	1456461	1625563	1758841	266185	269777	303005
Norfolk	198696	230362	229687	53692	43137	46572
Waterloo	968799	1114815	1300259	154979	157965	169004
Wellington	549474	584814	704871	52065	72219	75697
EASTERN REGION	4282703	4582449	5160498	754097	743562	846167
Frontenac	853361	841958	1013486	171769	159923	169113
Hastings	930590	1102222	1125831	165319	155701	140465
Lanark	128868	101030	127984	24365	17812	13915
Leeds & Grenville	141832	90132	149476	28230	19734	21507
Lennox & Addington	123556	145263	169636	31119	29643	35974
Ottawa-Carleton	1442646	1441782	1813662	236386	260464	324239
Prescott & Russell	59339	47260	56069	14148	6335	4179
Prince Edward	81191	71939	88372	13589	13516	15316
Renfrew	238912	265674	315986	65179	54208	85822
Stormont, Dundas & Glengarry	282407	275189	299996	43993	26226	35637
NORTH EASTERN REGION	1991219	2303882	2585943	397252	387224	422873
Algoma	314015	319523	393952	58186	58202	63867
Cochrane North	97966	103589	94486	19145	20485	19843
Cochrane South	381078	455381	368969	89154	80403	65198
Manitoulin	13797	20740	24261	4619	2948	3772
Nipissing	235756	230038	220534	37489	37503	29754
Parry Sound	77205	94201	115818	10479	10283	21970
Sudbury (Sudbury)	779958	976366	1125333	132737	136917	162739
Sudbury (Espanola)	28038	39259	40598	8980	6437	3488
Temiskaming	143406	164685	201992	36463	34046	52242
NORTH WESTERN REGION	865399	935816	1035047	151047	176983	112567
Kenora (Kenora)	72557	76610	72712	3000	2840	4195
Kenora (Dryden)	65803	87276	94659	8598	8795	7406
Rainy River	45406	68063	76395	10701	15479	11910
Thunder Bay	681633	703867	791281	128748	149869	890056
SOUTH WESTERN REGION	7059890	7402536	8506796	1327237	1339194	1491625
Bruce	159248	182967	230375	38037	38400	34649
Elgin	426116	470439	596277	59916	68017	63797
Essex	2713267	2640084	2711724	662080	606456	660739
Grey	190626	191786	231553	24609	18855	35109
Huron	185239	191280	236535	21901	27722	33832
Kent	899395	951461	1041543	161892	138231	153253
Lambton	725256	777024	1055897	74722	81386	104782
Middlesex	1152647	1359283	1640579	197208	259374	303251
Oxford	318758	322616	402311	53607	63491	61415
Perth	289338	315596	360002	33265	37264	40798

NOTES: (1) Maintenance Payments forwarded to the Treasurer of Ontario and Municipal Welfare.

Source: Provincial Court (Family Division) Statistical Report 1981-82

Ministry of the Attorney General — Information & Computer Systems Branch

Ontario

Monthly Statistical Report

Supreme, County and Surrogate Courts

County/District name

Month

SUPREME COURT 1.

Actions and matters commenced	1. Total	General Writs and Petitions				S.E. Writs		7. Mechanics Lien Actions	8. Motions
		2. M.V.	3. Divorce HC	3. Divorce MCA	4. Others	5. Mortgages	6. Others		
	001	002	003	004	005	006	007	008	009

2 Judgments and orders issued	1. Total	Judgments				Orders	
		2. Trial	3. Others	Default 4. Mortgage	Default 5. Others	6. Praecipe	7. Others
	010	011	012	013	014	015	016

3 Actions set down for trial	1. Total	Jury		Non Jury			
		2. Motor Vehicle	3. Others	4. Motor Vehicle	5. Others	6. Divorce HC	6. Divorce MCA
	017	018	019	020	021	022	023

4 Actions on lists		1. Pending at start of mo. (col. 9 from prev. mo.)	2. Cases added this mo.	3. Total (col. 1+2)	Disposed this month 4. Struck off list	5. Tried	6. Settled before trial	7. Settled during trial	8. Total (col. 4+5+6+7)	9. Pending at end of mo. (col. 3–8)
Jury	A Motor Vehicle	024	025	026	027	028	029	030	031	032
	B Other	033	034	035	036	037	038	039	040	041
Non Jury	C Defended divorce	HC 042 / MCA 043	HC 044 / MCA 045	HC 046 / MCA 047	HC 048 / MCA 049	HC 050 / MCA 051	HC 052 / MCA 053	HC 054 / MCA 055	HC 056 / MCA 057	HC 058 / MCA 059
	D Undefended divorce	HC 060 / MCA 061	HC 062 / MCA 063	HC 064 / MCA 065	HC 066 / MCA 067	HC 068 / MCA 069	HC 070 / MCA 071	HC 072 / MCA 073	HC 074 / MCA 075	HC 076 / MCA 077
	E Mechanics Lien Actions	078	079	080	081	082	083	084	085	086
	F Motor Vehicle	087	088	089	090	091	092	093	094	095
	G Other	096	097	098	099	100	101	102	103	104

5 Aging information for actions pending on lists	Under 3 months					3 to 6 months					6 to 9 months				
	1. SCO** Jury	1. SCO** Non Jury	2. Divorce HC	2. Divorce MCA	3. MLA	4. SCO** Jury	4. SCO** Non Jury	5. Divorce HC	5. Divorce MCA	6. MLA	7. SCO** Jury	7. SCO** Non Jury	8. Divorce HC	8. Divorce MCA	9. MLA
	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119
	9 to 12 months					12 to 18 months					Over 18 months				
	10. SCO** Jury	10. SCO** Non Jury	11. Divorce HC	11. Divorce MCA	12. MLA	13. SCO** Jury	13. SCO** Non Jury	14. Divorce HC	14. Divorce MCA	15. MLA	16. SCO** Jury	16. SCO** Non Jury	17. Divorce HC	17. Divorce MCA	18. MLA
	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134

6 Motions heard	135

7 Taxations	1. Appointments made	2. Appointments held
A Solicitor–Client	136	137
B Party+Party	138	139

8 Examinations for Discovery	1. Appointments made	2. No shows chargeable	3. Appointments held
	140	141	142

* Mechanics Lien Actions, Cases added this month: count cases when order for trial or pretrial is entered.

** Number of cases on list and not disposed of, SCO: High Court matters – excluding Divorce and Mechanics Lien Actions.

R 200

County/District Name | Month

COUNTY/DISTRICT COURT

2.

9 Actions and matters commenced

1. Total	General Writs		S.E. Writs		6. Motions
	2. M.V.	3. Others	4. Mortgage	5. Others	
001	002	003	004	005	006

10 Judgments and orders issued

1. Total	Judgements				Orders		11.1 Reserved Judgments	11.2 Reserved Judgments Released
	2. Trial	3. Others	Default		6. Praecipe	7. Others		
			4. Mortgage	5. Others				
007	008	009	010	011	012	013	086	087

12 Actions set down for trial

1. Total	Jury		Non Jury	
	2. M.V.	3. Others	4. M.V.	5. Others
014	015	016	017	018

13 Actions on lists

	1. Pending at start of mo. (col. 9 from prev. mo.)	2. Cases added this mo.	3. Total (col. 1+2)	Disposed this month					9. Pending at end of mo. (col. 3–8)
				4. Struck off list	5. Tried	6. Settled before trial	7. Settled during trial	8. Total (col. 4+5 +6+7)	
Jury A Motor Vehicle	019	020	021	022	023	024	025	026	027
B Other	028	029	030	031	032	033	034	035	036
Non Jury C Motor Vehicle	037	038	039	040	041	042	043	044	045
D Other	046	047	048	049	050	051	052	053	054

14 Aging information for actions pending on lists

Under 3 months		3 to 6 months		6 to 9 months	
1. Jury	2. Non Jury	3. Jury	4. Non Jury	5. Jury	6. Non Jury
055	056	057	058	059	060
9 to 12 months		**12 to 18 months**		**Over 18 months**	
7. Jury	8. Non Jury	9. Jury	10. Non Jury	11. Jury	12. Non Jury
061	062	063	064	065	066

15 Summary Conviction Appeals

1. Pending at start of mo. (col. 6 from prev. mo.)	2. Appeals filed	Disposed this month			6. Pending at end of mo. (col. 1+2 –5)
		3. Heard	4. Abandoned	5. Total (col. 3+4)	
067	068	069	070	071	072

16 Aging of pending appeals

1. From 3 to 6 months	2. From 6 to 12 months	3. Over 12 months
073	074	075

17 Landlord & Tenant Act

1. Appointments made	2. Disposed (by Judge)	3. Resolved (By Clerk)
076	077	078

18 Motions heard

079

19 Examinations for Discovery

1. Appointments made	080
2. No shows chargeable	081
3. Appointments held	082

20 Taxations Party + Party

1. Appointments made	2. Appointments held
083	084

SURROGATE COURT

3.

21 Applications filed

1. Total (col. 2+3)	2. Probates & Admins.	3. Guardianship
001	002	003

22 Motions Heard

004

23 Grants Issued

1. Total (col. 2+3)	2. Probates & Admins.	3. Guardianships
005	006	007

24 Number of passing of accounts

008

TABLE 1.11
SUPREME COURT
HIGH COURT DIVORCE ACTIONS
ACTIVITY SUMMARY

Judicial District County, or District	Cases Added To Lists			Cases Disposed From Lists						Pending As of March 31		
				Trials			Total (1)					
	1979/80	1980/81	1981/82	1979/80	1980/81	1981/82	1979/80	1980/81	1981/82	1980	1982	1982
TOTAL ONTARIO	**2281**	**1488**	**1092**	**1545**	**1180**	**783**	**2109**	**1586**	**1041**	**387**	**489**	**540**
York	1726	936	663	1096	738	416	1575	1078	629	487	345	379
REMAINDER OF ONTARIO	**555**	**552**	**429**	**449**	**442**	**367**	**534**	**508**	**412**	**100**	**144**	**161**
CENTRAL EAST REGION	**260**	**207**	**158**	**224**	**157**	**122**	**260**	**194**	**156**	**33**	**46**	**48**
Durham	27	17	10	23	20	9	24	23	11	7	1	-
Muskoka	3	1	2	3	1	1	4	2	2	1	-	-
Northumberland	2	1	1	2	1	-	2	1	-	-	-	1
Peel	72	44	34	71	35	34	83	37	41	5	12	5
Peterborough	5	1	1	7	1	1	8	1	1	-	-	-
Simcoe	151	142	101	117	99	71	134	130	93	20	32	40
Victoria & Haliburton	-	-	1	1	-	1	1	-	1	-	-	-
York Region		1	8		-	5		-	7		1	2
CENTRAL WEST REGION	**49**	**37**	**33**	**35**	**34**	**35**	**44**	**36**	**38**	**10**	**11**	**8**
Brant	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-
Dufferin	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-
Haldimand	1	-	1	-	-	1	1	-	1	-	-	-
Halton	13	15	19	10	13	19	12	14	21	2	3	1
Hamilton-Wentworth	2	1	-	1	2	-	1	2	-	1	-	-
Niagara North	8	-	2	7	1	1	9	2	2	2	-	-
Niagara South	6	5	3	5	2	3	6	2	3	-	3	3
Norfolk	3	1	-	1	2	-	2	2	-	1	-	-
Waterloo	10	6	5	5	8	5	8	8	5	3	1	1
Wellington	5	9	3	4	6	6	5	6	6	1	4	3
EASTERN REGION	**73**	**107**	**54**	**48**	**80**	**56**	**80**	**88**	**64**	**8**	**47**	**43**
Frontenac	2	22	3	2	22	1	2	22	3	-	-	-
Hastings	3	1	-	3	1	-	3	1	-	-	-	-
Lanark	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Leeds & Grenville	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-
Lennox & Addington	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Ottawa-Carleton	66	81	48	43	56	53	73	62	60	8	47	43
Prescott & Russell	2	1	-	-	1	-	2	1	-	-	-	-
Prince Edward	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Renfrew	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Stormont, Dundas & Glengarry	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-
NORTH EASTERN REGION	**5**	**6**	**5**	**7**	**5**	**3**	**7**	**6**	**3**	**-**	**-**	**4**
Algoma	1	2	4	1	2	2	1	2	2	-	-	4
Cochrane	1	1	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-
Manitoulin	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-
Nipissing	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Parry Sound	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sudbury	2	3	1	4	2	1	4	3	1	-	-	-
Temiskaming	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NORTH WESTERN REGION	**3**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**3**	**2**	**1**	**1**	**-**	**-**
Kenora	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rainy River	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Thunder Bay	3	1	1	1	1	1	3	2	1	1	-	-
SOUTH WESTERN REGION	**165**	**194**	**178**	**114**	**165**	**150**	**139**	**184**	**144**	**48**	**60**	**70**
Bruce	2	1	3	2	2	1	3	2	2	1	-	1
Elgin	1	3	-	-	2	1	1	4	1	-	1	-
Essex	148	172	169	102	150	140	122	164	131	41	49	67
Grey	-	1	2	-	-	2	-	1	2	-	-	-
Huron	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kent	3	3	2	1	2	1	2	2	3	1	2	2
Lambton	2	2	-	1	-	1	2	-	2	-	2	-
Middlesex	7	10	1	4	9	4	4	10	4	4	4	1
Oxford	2	1	-	3	-	-	4	1	1	1	1	-
Perth	-	1	1	1	-	-	1	-	2	-	1	-

NOTES: (1) Includes cases disposed in the following manners: Trials, Settled before/during Trial and Struck off the List.

Source: Supreme, County and Surrogate Courts (Monthly Statistical Report) submitted through the Local Registrar's Office

Supreme Court of Ontario

High Court Divorce Actions
Activity Summary 1979/80 – 1981/82

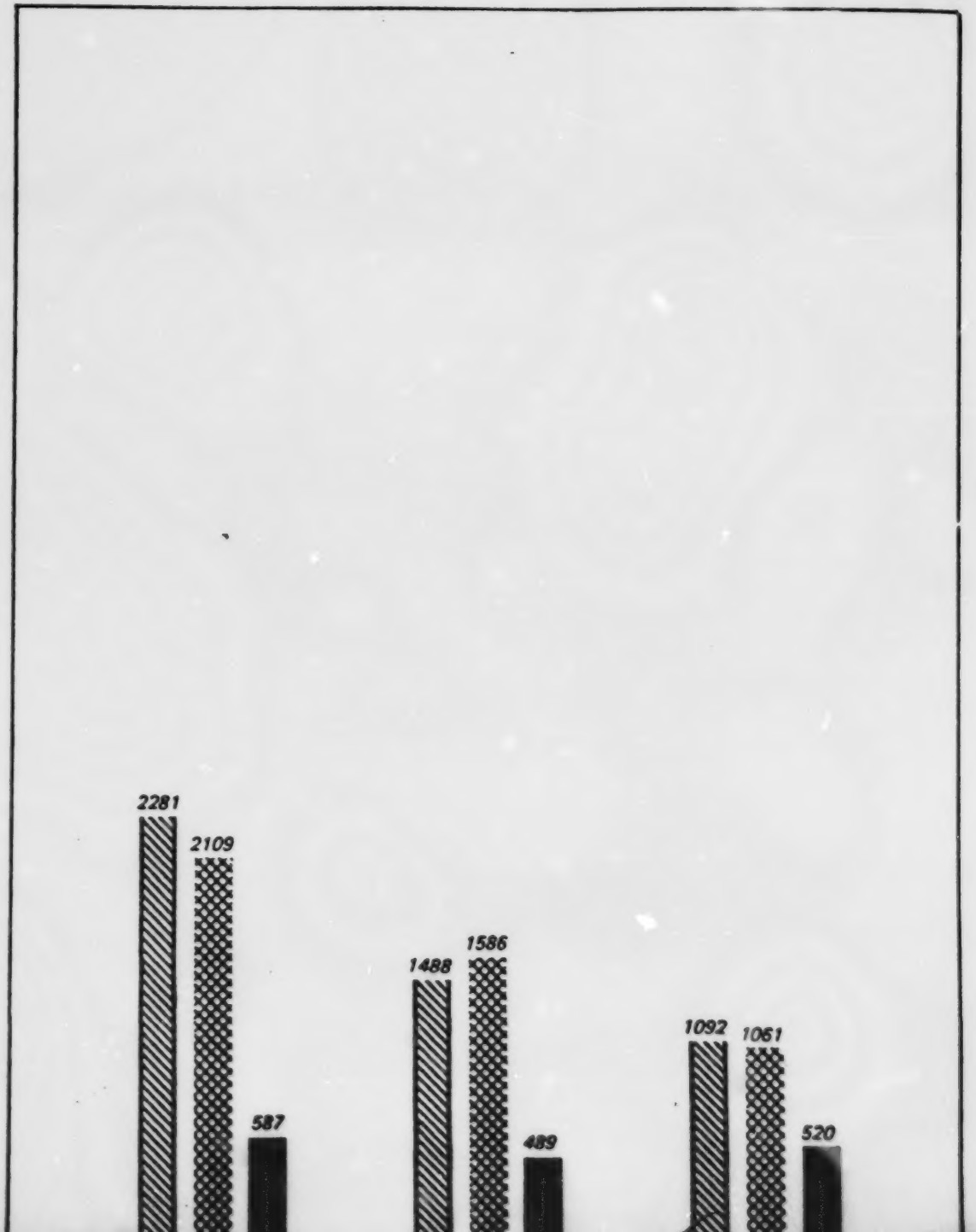


TABLE II.9
COUNTY OR DISTRICT COURT
MCA* DIVORCE
ACTIVITY SUMMARY

Judicial District County, or District	Cases Added To Lists			Cases Disposed From Lists						Pending As of March 31		
				Trials			Total(1)					
	1979/80	1980/81	1981/82	1979/80	1980/81	1981/82	1979/80	1980/81	1981/82	1980	1981	1982
TOTAL ONTARIO	**21402**	**21120**	**22640**	**19596**	**19836**	**21119**	**21064**	**21123**	**22242**	**2422**	**2419**	**2817**
York	6922	6960	7407	5948	6465	6624	6624	7048	7210	676	588	785
REMAINDER OF ONTARIO	**14480**	**14160**	**15233**	**13648**	**13371**	**14495**	**14440**	**14075**	**15032**	**1746**	**1831**	**2032**
CENTRAL EAST REGION	**2794**	**3004**	**3476**	**2638**	**2658**	**3086**	**2793**	**2865**	**3301**	**270**	**409**	**584**
Durham	666	792	847	676	634	797	708	686	845	57	163	165
Muskoka	94	115	85	83	107	91	87	110	93	11	16	8
Northumberland	177	169	157	175	169	145	180	173	154	17	13	16
Peel	984	993	1124	904	920	908	966	985	999	92	100	225
Peterborough	276	264	299	265	248	252	274	276	293	23	11	17
Simcoe	505	437	512	450	388	468	488	440	484	55	52	80
Victoria & Haliburton	92	99	92	85	101	85	90	103	86	15	11	17
York Region		135	360		91	340		92	347		43	56
CENTRAL WEST REGION	**3235**	**3047**	**3314**	**3198**	**2930**	**3179**	**3286**	**3016**	**3476**	**315**	**346**	**384**
Brant	261	261	307	247	253	300	252	257	305	29	33	35
Dufferin	43	67	53	59	65	52	60	69	53	3	1	1
Haldimand	59	60	73	59	62	71	61	63	71	4	1	3
Halton	498	429	532	481	439	489	490	448	506	54	35	61
Hamilton-Wentworth	23	2	3	18	7	3	18	7	7	9	4	-
Niagara North	502	491	515	491	466	462	516	487	490	52	56	81
Niagara South	500	502	506	513	469	491	527	482	503	39	59	64
Norfolk	143	141	133	148	143	127	152	146	129	9	4	8
Waterloo	896	863	920	892	802	917	910	827	936	91	127	111
Wellington	310	231	272	290	224	267	300	230	276	25	26	22
EASTERN REGION	**3263**	**2996**	**3208**	**3023**	**2865**	**3225**	**3271**	**2996**	**3296**	**439**	**439**	**351**
Frontenac	363	360	354	355	327	329	366	359	340	39	40	54
Hastings	407	373	377	331	325	356	430	350	383	32	55	45
Lanark	111	86	116	104	86	108	106	89	111	5	2	7
Leeds & Grenville	193	214	240	183	207	226	191	220	239	16	10	11
Lennox & Addington	75	56	68	76	58	59	78	59	59	7	4	13
Ottawa-Carleton	1579	1428	1531	1473	1394	1656	1585	1424	1660	288	292	163
Prescott & Russell	60	50	46	35	55	40	38	57	40	23	16	22
Prince Edward	59	44	60	56	48	57	57	48	57	8	4	7
Renfrew	197	175	193	196	170	178	199	175	185	2	2	10
Stormont, Dundas & Glengarry	219	210	223	214	195	216	221	215	222	19	14	15
NORTH EASTERN REGION	**1342**	**1443**	**1435**	**1288**	**1416**	**1422**	**1341**	**1449**	**1450**	**164**	**158**	**143**
Algoma	349	357	377	334	358	378	343	366	385	47	38	30
Cochrane	186	213	192	177	204	200	185	212	202	21	22	12
Manitoulin	6	11	4	6	10	5	6	10	5	-	1	-
Nipissing	189	222	243	184	215	219	187	219	224	21	24	43
Parry Sound	45	50	48	54	52	44	54	52	45	5	3	6
Sudbury	480	527	499	453	514	502	474	526	513	64	65	51
Temiskaming	87	63	72	80	63	74	92	64	76	6	5	1
NORTH WESTERN REGION	**546**	**602**	**550**	**499**	**571**	**532**	**562**	**588**	**541**	**47**	**61**	**70**
Kenora	96	118	118	88	107	110	92	111	118	13	20	20
Rainy River	50	79	48	-	67	50	50	78	50	5	10	8
Thunder Bay	400	405	384	411	397	372	420	399	373	25	31	42
SOUTH WESTERN REGION	**3300**	**3068**	**3250**	**3002**	**2931**	**3051**	**3187**	**3161**	**3168**	**511**	**418**	**500**
Bruce	51	59	82	45	54	76	48	57	83	5	7	6
Elgin	159	148	192	145	146	164	164	159	177	21	10	25
Essex	896	748	812	800	691	729	868	749	773	116	115	154
Grey	200	206	169	163	173	143	198	217	147	21	10	32
Huron	66	70	85	80	69	81	83	72	84	9	7	8
Kent	274	281	337	235	295	323	249	302	329	60	39	47
Lambton	347	345	369	332	329	341	345	344	359	41	42	54
Middlesex	983	955	895	900	937	911	910	1004	920	220	171	146
Oxford	176	163	181	179	137	159	199	156	172	6	13	24
Perth	128	93	128	123	100	124	123	101	124	12	4	8

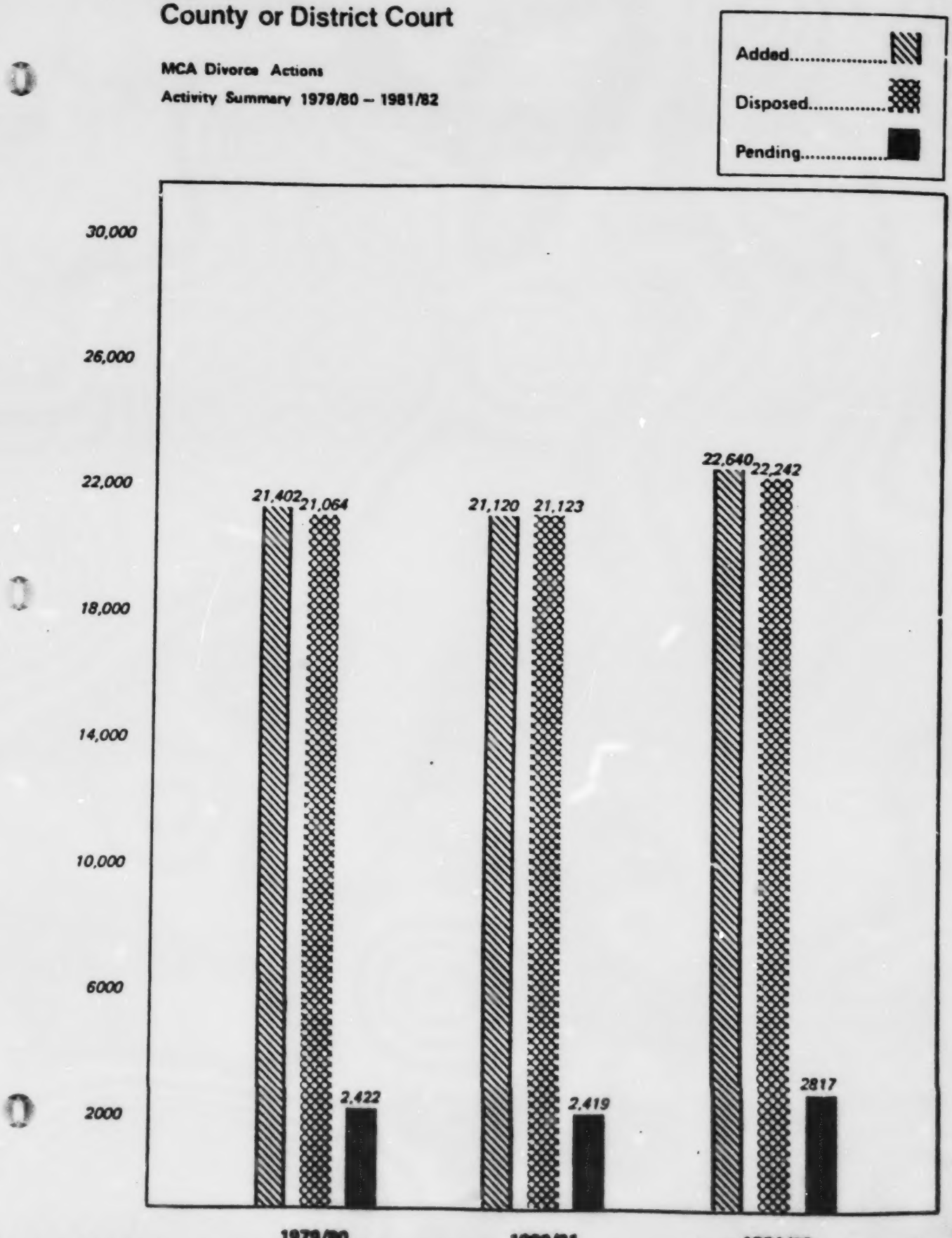
NOTES: * Matrimonial Causes Actions.
(1) Includes cases disposed in the following manners: Trials, Settled before/during Trial and Struck off the List.

Source: Supreme, County and Surrogate Courts (Monthly Statistical Report) submitted through the Local Registrar's Office

County or District Court

MCA Divorce Actions

Activity Summary 1979/80 – 1981/82



APPENDICE F MANITOBA

Page

Statistiques du programme de mise à exécution des ordonnances de pension alimentaire

- Total F-1
- Par travailleur social du tribunal F-2

MAINTENANCE ENFORCEMENT PROGRAM

STATISTICS

Month: April 1982

Court/Worker: TOTAL

	Loc.	Cont. Garn. Order	Appt. Rec.	Show Cause	Court Adj.	Fine.	Lien	Bond/ Sec.	Writ. Exec.	War. Arr.	Warr. Comm.	Incar.	Garn. Order	Other	Total
CASES BEGINNING OF MONTH															
NEW CASES															
NEW REFERRALS															
TOTAL NEW CASES															
CASES COMPLETED SUCCESSFUL															
CASES COMPLETED UNSUCCESSFUL															
CASES REFERRED															
TOTAL CASES CLOSED															
TOTAL CASES END OF MONTH															

MAINTENANCE ENFORCEMENT PROGRAM

STATISTICS

Month: April 1982

Court/Worker:

F-2

	Loc.	Cont. Garn. Order	Appt. Rec.	Show Cause	Court Adj.	Fine	Lien	Bond/ Sec.	Writ. Exec.	War. Arr.	Warr. Comm.	Incar.	Garn. Order	Other	Total
ASES BEGINNING F MONTH															
EW CASES															
EW REFERRALS															
OTAL NEW CASES															
ASES COMPLETED UCCESSFUL															
ASES COMPLETED NSUCCESSFUL															
ASES REFERRED															
OTAL CASES LOSED															
OTAL CASES ND OF MONTH															

APPENDICE G SASKATCHEWAN

Page

Actions entreprises, par demande introductive G-1

ACTIONS COMMENCED BY ORIGINATING MOTION

Divorce, Married Persons Property Act, Matrimonial Property Act, Deserted Wives' and Children's Maintenance Act, Infants Act, Children of Unmarried Parents Act

NUMBER OF FILES OPENED:	1979	1980	1981
ACTIONS COMMENCED BY STATUTE:			
The Divorce Act			
Married Persons Property Act and Matrimonial Property Act			
Deserted Wives' and Children's Maintenance Act			
The Infants Act			
Children of Unmarried Parents			
Others (includes Unified Family Court Act, Extra-Provincial Custody Orders Act, Applications pursuant to Sec. 11(2) and 15 of The Divorce Act)			
Adoptions			
*Family Service			
*Juvenile Delinquents			
*Criminal Code			

* Shows only the number of new files opened and does not account for repeaters (i.e. once a file is made up on an individual, all proceedings go on the same file even though there may be multiple actions or charges).

APPENDICE H ALBERTA

Page

Cour du Banc de la Reine

- Statistiques sur les causes présentées, 1980 H-1
- Statistiques sur les causes présentées, 1982 H-2

TABLE 1

Court of Queen's Bench of Alberta Caseload Statistics for Year-End March 31, 1980

	1979-80	1978-79	Increase (Decrease)	% Change
Civil actions commenced (excluding divorce)	65,203	56,709	8,494	15.0
Civil trials heard (excluding divorce)	2,064	1,981	83	4.2
Petitions for divorce commenced	10,206	9,074	1,132	12.5
Decree nisi granted	7,212	6,482	730	11.3
Criminal trials heard	3,037	2,331	706	30.3
Criminal appeals filed	1,541	1,113	428	38.4
Criminal appeals heard	839	555	284	51.2
Sheriff				
Writs of execution filed	21,130	18,817	2,313	12.3
Distress warrants filed	17,117	14,824	2,293	15.5
Seizures made (all kinds)	9,970	8,001	1,969	24.6
Attempted seizures	10,245	8,244	2,001	24.3
Process served	26,210	23,617	2,593	11.0
Revenue				
Sheriff's fees	$453,633	$421,213	$32,420	7.7
Court fees	$2,637,679	$1,984,932	$652,727	32.8

TABLE 2

Provincial Court of Alberta Caseload Statistics for the Year-End March 31, 1980

	1979-80	1978-79	Increase (Decrease)	% Change
*Docketed cases	412,155	389,051	23,104	5.6
Disposed cases	292,277	258,147	34,130	11.7
Voluntary payments	307,446	295,867	11,579	3.8
Late voluntary payments	93,778	75,139	18,639	19.9
Small Claims Actions Commenced				
Damages				
Under $200	330	462	(132)	(40.0)
Over $200	950	973	(23)	(2.4)
Total Damages	1,280	1,435	(155)	(12.1)
Debts				
Under $500	15,158	14,836	322	2.1
Over $500	6,466	5,452	1,014	15.7
Total Debts	21,624	20,288	1,336	6.2

* The statistics for docketed cases have been reported by calendar years 1978 and 1979.

TABLE 1

Court of Queen's Bench of Alberta
Caseload Statistics for Year-End March 31, 1982

	1981-82	1980-81
Civil and Criminal Cases		
Civil actions commenced (excluding divorce)	75,312	68,870
Civil trials heard (excluding divorce)	1,658	1,541
Petitions for divorce commenced	11,460	10,839
Decree nisi granted	8,622	7,822
Criminal trials heard	2,653	2,201
Summary conviction appeals filed	1,295	1,355
Summary conviction appeals heard	1,300	1,832
Sheriff		
Writs of execution filed	28,634	26,189
Distress warrants filed	20,114	17,431
Seizure activities	29,345	20,358
Process served	29,549	27,533

APPENDICE I COLOMBIE-BRITANNIQUE

	Page
Statistiques des tribunaux de la famille et de la jeunesse - Cour provinciale	
- Formulaire de collecte mensuelle des données	I-1
- Rapport sommaire régional	I-2
- Spécimen de rapport, 1980	I-3
Cour de comté - Affaires civiles - Formulaire de collecte des données (n'est plus utilisé depuis 1977)	I-4 et I-5
Cour suprême - Formulaire de collecte des données (n'est plus utilisé depuis 1977)	I-6 et I-7
Statistiques de la Cour d'appel	
- Définitions	I-8
- Collecte des données	I-9
Rapport du ministère des Ressources humaines - Services d'adoption	I-10
Statistiques de la Cour suprême et de la Cour de comté	
- Nouveaux formulaires de collecte des données	I-11,12,13
- Renseignements pour le projet pilote	I-14,15

FAMILY AND JUVENILE STATISTICS
Provincial Court of British Columbia

COURT LOCATION NAME:

COURT LOCATION CODE:

STATISTICAL RETURN FOR THE MONTH OF:

DATE	NO. OF COURT DAYS	FAMILY RELATIONS ACT				PROTECTION OF CHILDREN ACT				JUVENILE DELINQUENTS ACT				ADULT CRIMINAL MATTERS				TOTALS			
		NEW CASES	OTHER	FINAL DISP.	COURT TIME	NEW CASES	OTHER	FINAL DISP.	COURT TIME	NEW CASES	OTHER	FINAL DISP.	COURT TIME	NEW CASES	OTHER	FINAL DISP.	COURT TIME	NEW CASES	OTHER	FINAL DISP.	COURT TIME
TOTALS																					
		Trial setting time at month-end _____ (number of weeks)				Trial setting time at month-end _____ (number of weeks)				Trial setting time at month-end _____ (number of weeks)				Trial setting time at month-end _____ (number of weeks)				Prepared by:			
																		Phone number:		Date:	

H.Q. PLANNING

REGISTRY

I-1

Family and Juvenile Statistics
Provincial Court of British Columbia

Regional Summary
Report for the Month of _____ Region _____

Court Location	No. of Court Days	Family Relations Act					Family & Child Service Act					Juvenile Delinquents Act					Adult Criminal Matters					Totals			
		Trial Setting Time	New Cases	Other Cases	Final Dispn.	Court Time	Trial Setting Time	New Cases	Other Cases	Final Dispn.	Court Time	Trial Setting Time	New Cases	Other Cases	Final Dispn.	Court Time	Trial Setting Time	New Cases	Other Cases	Final Dispn.	Court Time	New Cases	Other Cases	Final Dispn.	Court Time
TOTALS																									

Source: National Judicial Statistics
Statistical Requirements for the British Columbia Pilot Project
-Court of Appeal
-Supreme Court
-County Courts
April 1982

PROVINCIAL COURT

FAMILY AND JUVENILE COURT
PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA

Justice Regions: Region 2 - Vancouver
Court Locations: Regional Summary

REPORT FOR 1980

	No. of Court Days	FAMILY RELATIONS ACT				PROTECTION OF CHILDREN ACT				JUVENILE DELINQUENTS ACT				ADULT CRIMINAL MATTERS				TOTALS			
		New Cases	Other	Final Disposition	Time	New Cases	Other	Final Disposition	Time	New Cases	Other	Final Disposition	Time	New Cases	Other	Final Disposition	Time	New Cases	Other	Final Disposition	Time
January	132	129	233	170	114:40	60	251	117	92:30	326	426	336	93:45	83	110	26	29:45	527	1,020	651	250:40
February	130	133	205	176	106:45	44	221	104	66:10	230	301	249	133:36	20	66	38	23:45	436	803	564	350:16
March	116	146	222	133	130:30	72	253	102	95:15	170	497	207	163:46	19	86	37	24:10	411	1,032	469	413:41
April	125	92	190	90	100:45	92	241	73	63:10	149	437	234	175:40	10	50	26	27:40	303	886	431	367:15
May	116	94	131	106	118:55	40	300	22	100:00	101	406	230	165:05	11	80	32	53:40	336	931	456	437:40
June	137	125	183	141	120:50	92	280	60	77:55	214	445	268	210:43	18	45	31	36:50	489	971	510	455:18
July	112	108	168	111	99:40	63	316	114	90:35	227	322	304	130:50	13	75	20	20:37	411	881	453	356:45
August	95	94	113	95	76:30	82	297	137	94:30	230	281	196	110:45	30	48	33	34:50	445	741	488	321:40
September	109	129	138	131	81:30	80	209	114	91:15	253	290	219	160:40	35	67	38	37:20	505	804	492	358:45
October	110	110	113	120	83:25	82	196	103	87:05	270	379	274	190:15	36	50	41	48:40	517	748	546	370:25
November	80	93	126	117	88:50	36	203	93	90:50	263	296	280	141:35	41	50	29	36:55	493	68[illegible]	519	350:10
December	108	84	112	104	86:55	100	204	85	99:10	273	360	296	183:25	33	43	33	48:35	490	719	519	418:05
TOTALS	1,370	1,346	1,932	1,502	1,210:30	811	2,985	1,223	1,034:29	2,641	4,484	3,003	1,797:43	385	804	368	438:47	5,283	10,305	6,096	4,470:40

Source: Family and Juvenile Court Information System
Provincial Court
Court Services
British Columbia

COUNTY COURT - CIVIL

	Mechanic's Lien	Motor Vehicle	Other	Total
1. Total untried at start of month (#8 from previous month)				
2. Actions set down for Trial				
3. Total of #1 and #2				
4. Tried&completed (also reserved)				
5. Settled				
6. Struck off list or adjourned sine die				
7. Total of #4, #5 & #6				
8. Total untried at end of month (#3 minus #7)				

Hours spent by Court Clerk on civil matters: (If more than 1 Court Clerk, give total hours of all Clerks)

a. in Court _____

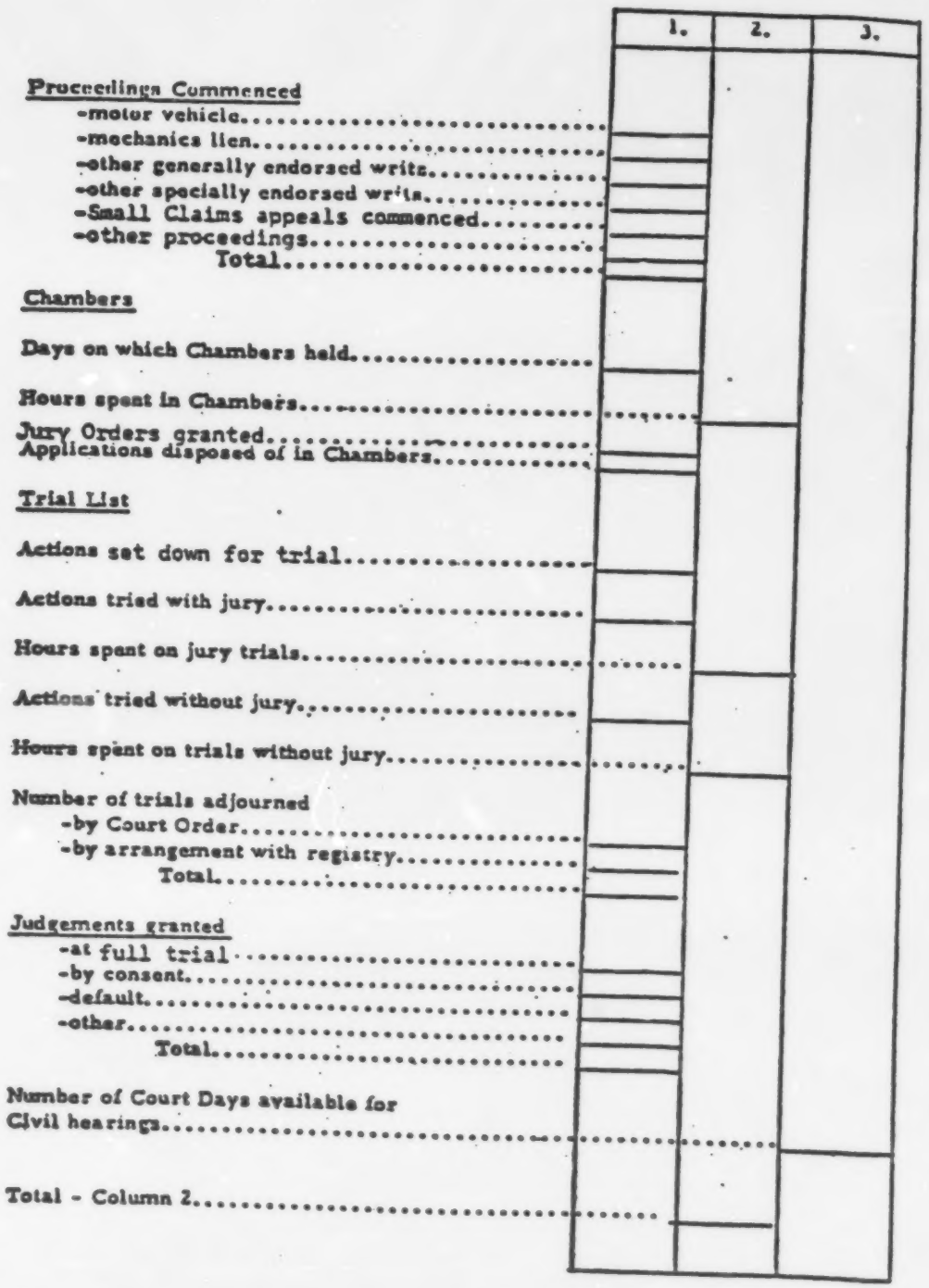
b. in Chambers _____

A 1 day trial set down at the end of the month to which this return relates would be given a trial date of _____

For a 2 day trial the trial date would be _____

For a 5 day trial the trial date would be _____

COUNTY COURT - CIVIL British Columbia



British Columbia

SUPREME COURT - CIVIL

	Divorce & Matrimonial Causes	Motor Vehicle	Other	Total
1. Untried Actions at start of month (#8 from previous month)				
2. Actions set down for trial				
3. Total of #1 and #2				
4. Tried and complete (also reserved)				
5. Settled				
6. Struck off list or adjourned sine die				
7. Total of #4, #5 and #6				
8. Total untried at end of month (#3 minus #7)				

Hours spent by Court Clerk on Civil matters: (If more than 1 Court Clerk, give total hours of all Clerks)

a. in Court _____

b. in Chambers _____

	1.	2.
Registrar's Hearings		
-number of accounts passed		
hours taken		
-number of bills taxed		
hours taken		
-number of maintenance hearings		
hours taken		
-number of other hearings		
hours taken		
-Part X of the Bankruptcy Act		
-number of Applications filed		
-number of Orders made		
hours taken on all Part X matters		
Total		

A reference to the Registrar on a contested maintenance matter set down on the Registar's appointment book at the end of the month to which this return relates would be given a date of _____
For a ½ hour hearing the date would be _____

Applicable to Vancouver, Victoria and New Westminster only

A 1 day trial set down at the end of the month to which this return relates would be given a trial date of _____

For a 2 day trial the trial date would be _____

For a 5 day trial the trial date would be _____

SUPREME COURT - CIVIL — British Columbia

	1.	2.	3.
Proceedings commenced			
-motor vehicle			
-foreclosure			
-other generally endorsed writs			
-other specially endorsed writs			
-other proceedings			
Total			
Chambers			
Days on which Chambers held			
Hours spent in Chambers			
Jury Orders granted			
Applications disposed of in Chambers			
Trial List			
Actions set down for trial			
Actions tried with jury			
Hours spent on jury trials			
Actions tried without jury			
Hours spent on trials without jury			
Number of trials adjourned (other than D & M causes)			
-by Court Order			
-by arrangement with Registry			
Judgements granted (other than Adoption and D & M causes)			
-after full trial on the merits			
-by consent			
-default			
-other			
Adoptions			
-number of petitions filed			
-number of petitions granted			
Divorce and other Matrimonial causes			
Divorce Petitions Issued			
-set down for trial			
-tried			
-Decrees Nisi granted			
-Decrees Absolute granted			
-dismissed			
-uncontested petitions tried			
Judicial Separations commenced			
-set down for trial			
-tried			
-granted			
-dismissed			
Annulments commenced			
-set down for trial			
-tried			
-granted			
-dismissed			
Court hours spent on D & M causes			
Probate			
-number of Letters Probate issued			
-number of Letters of Administration issued			
Number of Court Days available for Civil hearings			
Total - Column 2			

COURT OF APPEAL STATISTICS

Definitions for Civil Collection Sheet

Appeals Pending at Beginning of Period

Not Ready - a file has been opened, but the factums have not been filed.

Ready But Not Heard - Final Appeal - appeal books and all factums have been filed.

Interlocutory Appeal - appeal books filed (and factums filed where estimated time is over 1/2 day).

Appeals Filed During Period

"Other" - this includes Boards, Tribunals, Commissions, etc. (appeals by Statute).

Appeals Disposed During Period

Settled and Abandoned - these include both in-court and out-of-court dispositions (further to the purge provisions in the new Rules).

* Partial Dispositions are included under Allowed and are not double counted.

Appeals Pending at End of Period

Definitions for "not ready" and "ready but not heard" are the same as above.

Not Ready for More Than Six Months - this will cover all the situations where steps have not been taken for six months after the notice of appeal has been filed or the appeal books have been filed.

Policy of the Court is that once the appellant's factum is filed, the Court will leave it up to the parties to have it heard ex parte or abandoned, but if nothing is heard for three months, the Registry will contact the respondent.

BRITISH COLUMBIA

COURT OF APPEAL

CIVIL APPEALS

FOR THE PERIOD _____

APPEALS PENDING AT BEGINNING OF PERIOD

- Not Ready
- Ready but not heard
- Reserved Judgments
- TOTAL

APPEALS FILED DURING PERIOD

From: Supreme Court

- Local Judge Supreme Court
- County Court
- Other
- TOTAL

APPEALS DISPOSED DURING PERIOD

TOTAL

- Heard - Oral Judgment given
  - Allowed _____ Dismissed _____
- Reserved Judgments released
  - Allowed _____ Dismissed _____
- Settled or Abandoned
- TOTAL DISPOSITIONS
- Judgments reserved during period

APPEALS PENDING AT END OF PERIOD

- Not Ready
- Ready but not heard
- Reserved Judgments
- TOTAL

NOT READY FOR MORE THAN 6 MONTHS —

APPEALS HEARD BY FIVE JUDGES

MOTIONS

Applications heard by court:

	Granted	Refused	Total
A. For leave to appeal to Supreme Court of Canada			
B. To quash appeal			
C. Other			
D. Total			

APPLICATIONS HEARD BY A SINGLE JUDGE IN CHAMBERS

ADOPTION SERVICES

The Adoption Act establishes the same legal rights and obligations that exist between children and their birth parents, between children and their adoptive parents. The program operates under the statutory authority of this act.

The ministry maintains a registry in Victoria of studied and approved adoption homes. Infants and children who are available for adoption are referred to the adoption registry by local ministry offices. Registry staff forward a selection of approved adoption homes for local ministry staff, and the birth parents, if they are involved in the planning, to consider.

The number of people who wish to adopt infants still far exceeds the number of infants who are available for adoption. At the same time, homes are still required for children with special needs. These children may be older, a sibling group needing placement together, or have physical or mental handicaps. New approaches to recruiting adopting homes are being considered on behalf of this group of children.

Non-ministry adoptions are those where the placements have been made privately. As with ministry adoptions, unless the child and the adopting parents are related, a private adoption placement must also be referred to the ministry for study and for preparation of a report and recommendation to the Supreme Court regarding the granting of an adoption order. If the child is related by blood to one of the adopting parents, the ministry becomes involved only if the Supreme Court directs that an inquiry be carried out.

Table 37
Children Placed for Adoption by the Ministry of Human Resources, 1980-81 and 1981-82

	Category	1981-82	1980-81
Placed From:	Regions 1-20	631	676
	Other Provinces	18	21
	Other Countries	37	20
	TOTALS	686	717
Placed To:	Regions 1 - 20	681	717
	Other Provinces	3	0
	Other Countries	2	0
	TOTALS	686	717

Table 38
Number of Adoption Placements Made by Ministry of Human Resources, by Type of Placement, 1980-81 and 1981-82

Type of Placement	1981-82	1980-81
Hospital to adoption	218	270
Foster home to adoption - another home	412	348
Foster home to adoption - same home	56	99
TOTALS	686	717

Table 39
Adoption Reports Submitted to the Supreme Court, 1980-81 and 1981-82

Type	1981-82	1980-81
Step-parent	11	42
Relative	12	13
Private	64	46
TOTALS	87	101

Table 40
Approved Adoption Homes, as at March 31, 1981 and 1982

Category	1982	1981
Healthy caucasian infants	124	401
Healthy caucasian infants or children with special needs	279	262
Children with special needs	289	313
TOTALS	692	976

Table 41
Number of Children Placed for Adoption, 1980-81 and 1981-82

Category	1981-82	1980-81
Healthy caucasian infants	354	350
Children with special needs	332	367
TOTALS	686	717

Table 42
Number of Children Placed for Adoption by the Ministry of Human Resources, by Age, 1980-81 and 1981-82

Age	1981-82	1980-81
0 - 23 months	522	548
2 - 5 years	109	113
6 - 12 years	47	50
13 years and over	8	6
TOTALS	686	717

Initiation Card
SUP. 09/83

SUPREME AND COUNTY COURT STATISTICS

LOCATION CODE	COURT FILE NUMBER

A. Check ONE Box Only:

☐ WRIT ☐ PETITION ☐ OTHER

DATE RECORD FILED

B. Check ONE Box Only:

☐ 1. MOTOR VEHICLE
- ☐ a. Bodily Injury
- ☐ b. Property Damage

☐ 2. OTHER BODILY INJURY

☐ 3. DAMAGE TO PROPERTY
- ☐ a. Fire and Explosion
- ☐ b. Flood
- ☐ c. Escape of Dangerous Agencies
- ☐ d. Trespass
- ☐ e. Other

☐ 4. DEFAMATION
- ☐ a. Libel
- ☐ b. Slander

☐ 5. PROFESSIONAL NEGLIGENCE
- ☐ a. Lawyers
- ☐ b. Doctors
- ☐ c. Dentists
- ☐ d. Accountants
- ☐ e. Architects
- ☐ f. Other

☐ 6. NEGLIGENT MISSTATEMENT

☐ 7. BREACH OF TRUST

☐ 8. BREACH OF DUTY

☐ 9. DEBT/COLLECTION

☐ 10. BREACH OF CONTRACT

☐ 11. BUILDERS' LIEN

☐ 12. REAL PROPERTY

☐ 13. FORECLOSURE

☐ 14. LANDLORD AND TENANT

☐ 15. FRAUD AND MISREPRESENTATION

☐ 16. MUNICIPAL

☐ 17. COMPANIES

☐ 18. COMBINES

☐ 19. TAXATION

☐ 20. WRONGFUL DISMISSAL

☐ 21. PARTNERSHIP

☐ 22. BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

☐ 23. BILLS OF EXCHANGE AND BANKING

☐ 24. TRADE MARK AND PASSING OFF

☐ 25. MARITIME

☐ 26. LABOUR RELATIONS

☐ 27. CONSTITUTIONAL

☐ 28. EXTRADITION

☐ 29. DIVORCE ACT

☐ 30. FAMILY RELATIONS ACT

☐ 31. DIVORCE AND FAMILY RELATIONS ACT

☐ 32. OTHER CHILDREN'S MATTERS

☐ 33. PROBATE AND ADMINISTRATION

☐ 34. WILLS AND ESTATES

☐ 35. INSURANCE

☐ 36. JUDICIAL REVIEW
- ☐ a. Certiorari
- ☐ b. Prohibition
- ☐ c. Mandamus
- ☐ d. Habeas Corpus

☐ 37 APPLICATIONS UNDER OTHER STATUES

Trial Date / Adj. Card
SUP. 09/83

SUPREME AND COUNTY COURT STATISTICS

LOCATION CODE	COURT FILE NUMBER

DATE OF TRIAL
D M Y

DATE FILED

JURY ☐ Yes ☐ No

LENGTH OF TRIAL BY CONSENT
(IN DAYS):

IF NO CONSENT LONGEST ESTIMATE
(IN DAYS)

ADJOURNMENTS

COURT FILE NUMBER

TRIAL ADJOURNED FROM:
D M Y

DATE FILED

TO: ☐ a)
D M Y

OR: ☐ b) SINE DIE

Hearing & Disposition Card SUP. 0963

SUPREME AND COUNTY COURT STATISTICS

LOCATION CODE | COURT FILE NUMBER

DISCONTINUANCE ☐ CONSENT ORDER ☐

REMOVED FROM CHAMBERS LIST ☐ REMOVED FROM TRIAL LIST ☐

CHAMBERS HEARING		TRIAL HEARING	
DATE (D M Y)	HEARING TIME (days or minutes)	DATE (D M Y)	HEARING TIME (days or minutes)

☐ Adjourned
☐ Order
☐ Argument Ordered
☐ Final Order Made
☐ Reserved

☐ Adjourned
☐ Argument Ordered
☐ Final Judgment Given
☐ Judgment Given
☐ Judgment Received

JUDGE INITIALS

Pre-Trial Conference SUP. 0963

SUPREME AND COUNTY COURT STATISTICS

LOCATION CODE | COURT FILE NUMBER

☐ Pre-Trial Conference ☐ Mini-Trial

JUDGE INITIALS | DATE OF CONFERENCE

Number of Counsel present

Number of Parties

TIME IN MINUTES

ORDERS MADE: (CHECK ALL APPROPRIATE CATEGORIES)

a. ☐ Trial Adjourned
b. ☐ Issue Severed
c. ☐ Consolidation or Trial Together
d. ☐ Pleadings Amended
e. ☐ Parties Added
f. ☐ Parties Deleted
g. ☐ Discovery Ordered
h. ☐ Documents Ordered
i. ☐ Issue Ordered Tried
j. ☐ Jury Struck
k. ☐ Commission Ordered
l. ☐ Experts Reports Ordered
m. ☐ Scott Schedule Ordered
n. ☐ Chambers Application Ordered
o. ☐ Further Pre-Trial Conference Ordered
p. ☐ Mini-Trial Ordered
q. ☐ Judicial Opinion Offered
r. ☐ Other
s. ☐ No Order Made

Judgment Card
SUP. 0963

SUPREME AND COUNTY COURT STATISTICS

LOCATION CODE	COURT FILE NUMBER

JUDGE INITIALS	DATE

JUDGMENT GIVEN:

A. ☐ ORALLY

B. ☐ WRITTEN JUDGMENT

C. ☐ CONSENT ORDER

D. ☐ DISCONTINUANCE

SUPREME AND COUNTY

CASE TRACKING SYSTEM - TRIALS

A. Data Collected

1. Daily Basis

   (a) Judge
   (b) Style of Cause
   (c) Date
   (d) Time Scheduled for Trial
   (e) Courtroom Number
   (f) Court Clerk Name
   (g) Time used

2. Weekly Basis

   (a) Action Number
   (b) Style of Cause
   (c) Plaintiff
   (d) Defendant
   (e) Cause
   (f) Time Required
   (g) Judge

B. Information Required

- Type of Court
- Number of Cases
- Case Breakdown
- Time Category
- Actual/Estimated Time

C. Output

1. Categories

- 1-3 days
- 4-9 days
- 10 + days

2. Types

- Civil
  - Probate/Divorce/Family/etc.
- Criminal

3. Dispositions

- Settled/adjourned/etc.
- Dismissed

4. Measurements

- Number of Pre-trials per trials
- Time estimates - Actual vs. Estimated
- Numbers of Trials/Category
- Numbers of Trials Set Down
- Numbers of Trials Proceeded
- Court Time Hours Utilized
- Types of Case by Category

APPENDICE J TERRITOIRES DU NORD-OUEST

	Page
Statistiques de la Cour suprême	J-1
Statistiques du Tribunal de la famille	J-2

SUPREME COURT

	1980	1981	1982/83
Criminal files	182	226	210
Civil files			
Estate files			
Divorce files			
Adoption files			
Taxation (Costs)			
TOTAL			

Court of Appeal files

- criminal
- civil

Bank Act, Sec. 187 Filings
(Federal Court of Canada)

Bankruptcy files

Divorce Cases Heard

Admissions to N.W.T. Bar

Chamber Applications

Ex parte applications

Federal Court of Canada

	Yellowknife (includes Delta, Keewatin & Eastern Arctic)			Hay River (includes area south of Great Slave Lake)		
	1980	1981	1982/83	1980	1981	1982/83
Family Court						
- Maintenance						
- Juvenile						
- Child Welfare						
TOTALS						
Civil Court						
- small debts						
- statement of claim						
TOTALS						
plications in Citizenship Court						

APPENDICE K TERRITOIRE DU YUKON

	Page
Cour territoriale	
- Totaux des causes mensuelles	K-1
- Données mensuelles	K-2
- Jours de séance du tribunal	K-3
- Liste d'envois	K-4

Report # 6

TERRITORIAL COURT

For the Period 27 May 82 - 22 June '82

(source : File Control List) Matter Type		Last Period	This Period	Ave./Period This Year	1982 YTD	1981 YTD
Adult Criminal Cases	New					
	Active End Of Period					
Juvenile Cases	New					
	Active End Of Period					
Wardship Cases	New					
	Active End Of Period					
Maintenance Cases	New					
	Active End Of Period					
Civil Cases	New					
	Active End Of Period					
Small Debts Cases	New					
	Active End Of Period					
'Other' Cases	New					
	Active End Of Period					
TOTAL CASES	New					
	Active End Of Period					
	% Change In Active Cases					

N.B. - 'Active' means 'not disposed' and note that cases scheduled for review after disposition are not counted here as active ;

- initially, the active counts will apply only to cases opened from the start of 1982 - 'Active' will not therefore be an adequate measure of caseload until the majority of 1981 and earlier cases have been disposed of : until the % change in active cases eases off ;

- there is a bias in the manner in which these counts are derived - they will not therefore be exact in and of themselves. New case counts will seldom include 'Out of Town' J.P. cases until they have been disposed so active case counts will be consistantly low - think of them as Whitehorse & circuit caseloads. The

Report 4

TERRITORIAL COURT

For the Period 26 Apr - 26 May '82

COURTS		Last Period	This Period	Ave./Period This Year	1982 YTD	1981 YTD
JUDGES, WHITEHORSE	Case Hearings					
	Cases Heard					
	% of Cases Adjourned Beyond Period					
JUDGES, CIRCUITS	Case Hearings					
	Cases Heard					
	% of Cases Adjourned Beyond Period					
JUDGES, TOTAL	Case Hearings					
	Cases Heard					
	% of Cases Adjourned Beyond Period					
J.P.'s, WHITEHORSE	Case Hearings					
	Cases Heard					
	% of Cases Adjourned Beyond Period					
WHITEHORSE, TOTAL	Case Hearings					
	Cases Heard					
	% of Cases Adjourned Beyond Period					
REGISTRY						
Diary Entries - Cases (per diary)						
Bench Warrants						
PSR Requests						
TTP Documentation Initiated						
Warrants of Committal On Conviction						
Probation Orders						
Driving Prohibition &/or Conditional Licence						
Small Debts, Civil, Wardship, Maintenance Orders						

TERRITORIAL COURT

Report #

For the Period 26 Apr – 26 May 82

		Last Period	This Period	1982 Year To Date	1981 Year To Date
Judge Court Days	Scheduled				
	Actual - Regular Judges				
	- Deputy Judges				
	Total				
	Ave. Hrs. Per Court Day				
J. P. Court Days	Total				
	Ave. Hrs. Per Court Day				
Clerk Court Days	Total				
	Ave. Hrs. Per Court Day				
Reporter Court Days	Total				
	Ave. Hrs. Per Court Day				
Total Court Hours					
	- Whitehorse				
	- Circuits				

N.B. - a 'Judge Court Day','Clerk Court Day' etc. is defined here as a day on which the personnel indicated sat in Court for any part of the day : if, for example 2 Clerks sat in Court on a day in which only one Court was in session at any time, Court Time Summary calculations would count 2 'Clerk Court Days' for that day ;

- source : Clerks' Daily Record, Docket, Circuit Calendar

Territorial Court Registry
DATE: 12 Nov 81

DISTRIBUTION LIST:

Re: Territorial Court Circuits

J-1, Deputy Minister of Dept. of Justice.
J-2, Solicitor
J-3, Director, Courts & Administrative Services.
J-3A, Chief Judge
J-3A, Judge
J-3A, All Registry Staff.
J-3A, Court Reporters.
J-3, Small Claims Official.
J-3, Legal Aid Clerk.
J-2B, Public Administrator.
J-3C, Supreme Court.
J-3B, Sheriff.
K-[illegible] upervisor Field Services.
Hu[illegible] Resources, Box 305, Watson Lake, Y.T.
Human Resources, Box 339, Dawson, Y.T.
Human Resources, Box 9[illegible], Mayo, Y.T.
J-5, Chief Probation Officer.
Probation Services, Watson Lake, Y.T.
Probation Services, Mayo, Y.T.
H-2, Health Services Inspector.
T-1, Chief, Labour Standards.
R-4, Chief Conservation Officer.
Wildlife Branch, Watson Lake, Y.T.
Wildlife Branch, Haines Junction, Y.T.
Wildlife Branch, Mayo, Y.T.
Wildlife Branch, Dawson, Y.T.
Wildlife Branch, Ross River, Y.T.
Mrs. Mary McCulloch, Box 177, Watson Lake, Y.T.
Crown Attorney.
The C.O. "M" Division, R.C.M.Police, Whitehorse, Y.T.
The Court Liaison Member, R.C.M.Police.
R.C.M.Police, Watson Lake, Y.T.
- " Teslin, Y.T.
- " Carcross, Y.T.
- " Whitehorse, Y.T.
- " Haines Junction, Y.T.
- " Beaver Creek, Y.T.
- " Carmacks, Y.T.
- " Pelly Crossing, Y.T.
- " Mayo, Y.T.
- " Dawson, Y.T.
- " Old Crow, Y.T.
- " Faro, Y.T.
- " Ross River, Y.T.

Native Court Workers.
Canada Employment & Immigration Centre- ATTENTION: Insurance Officer.
Secretary, Territorial Court Judges.
Executive Secretary to J.P. Council, Whitehorse, Y.T.
Human Resources, General Delivery, Teslin, Y. T.
Human Resources, Box 5445, Haines Junction, Y. T.
Hr Resources, Box 148, Faro, Y. T.

NOTE: ALL PREVIOUS COURT CIRCUIT SCHEDULES MAY BE DESTROYED ON 1 DEC 81.

APPENDICE L Registre central des divorces

	Page
Enregistrement des divorces au Canada	L-1

THIS COPY IS TO BE SEALED AND SENT TO THE CENTRAL DIVORCE REGISTRY, OTTAWA, ON THE DAY THE PETITION IS FILED.

GOVERNMENT OF CANADA

REGISTRATION OF DIVORCE

(The Divorce Act)

PART 1

1 Province .....

2 Place petition filed .....

3 Date petition filed .....19.....

Court No. | Divorce Registry No.

4 Petitioner: 1 Husband ☐ 2 Wife ☐

	HUSBAND	WIFE
5 Full names *(print or type)*	Surname: Given names:	Maiden Surname: Given Names:
6 Place of residence	..... *(place and province, or country)*	..... *(place and province, or country)*
7 Place of birth	..... *(province or country)*	..... *(province or country)*
8 Date of birth	..... 19 .... *(month) (day)* Age	..... 19 ..... *(month) (day)* Age
9 Marital status at time of marriage	Never married ☐1 Widowed ☐2 Divorced ☐3 Other ☐4	Never married ☐1 Widowed ☐2 Divorced ☐3 Other ☐4

10 Place of marriage ..... *(place and province, or country)* 11 Date of marriage ..... *(month) (day)* 19 .....

12 Alleged grounds:

A. ☐ MARITAL OFFENCE

1 ☐ Adultery
2 ☐ Sodomy
3 ☐ Bestiality
4 ☐ Rape
5 ☐ Homosexual act
6 ☐ Subsequent marriage
7 ☐ Physical cruelty
8 ☐ Mental cruelty

B. ☐ MARRIAGE BREAKDOWN BY REASON OF—

1 ☐ Imprisonment for aggregate period of not less than 3 years
2 ☐ Imprisonment for not less than 2 yrs. on sentence of death or sentence of 10 yrs. or more
3 ☐ Addiction to alcohol
4 ☐ Addiction to narcotics
5 ☐ Whereabouts of spouse unknown
6 ☐ Non-consummation
7 ☐ Separation for not less than 3 yrs. Reason, if any given .....
8 ☐ Desertion by Petitioner for not less than 5 years

Signature of court officer ..... Date .....19.....

JUS 102 (8/76) 7530-21-036-2395

PART 2

TO BE COMPLETED AFTER PROCEEDINGS ARE TERMINATED

13 Answer filed ☐ 1 Not filed ☐ 2

14 Notice of discontinuance ☐ 3 Date .....19.....
15 Petition dismissed ☐ 4 Date .....19.....
16 Decree nisi granted ☐ 5 Date .....19.....
17 Decree absolute issued ☐ 6 Date .....19.....

18 Award of custody of dependent children ☐ 7

	Males	Females
To the petitioner	Number	Number .....
To the respondent	Number	Number .....
To other person or agency	Number	Number .....
No award of custody made	Number	Number .....

APPENDICE M Statistiques d'état-civil

	Page
Table des matières	M-1 et M-2

Table of Contents

	Page
Methodological Note	v
Mode of Data Availability	v
Mode of Dissemination	v
Quality of Data	vi
Divorce Data	vi
Chart	
1. Crude Marriage Rate, Canada and Provinces, 1951-1981	viii
2. Average Age at Marriage of Single Persons (Never Previously Married), Canada and Provinces, 1951-1981	ix
3. Median Age at Marriage of Single Persons (Never Previously Married), Canada and Provinces, 1951-1981	x
4. Crude Divorce Rates Per 100,000 Population and Rates Per 100,000 Married Women 15 Years and Over, Canada, 1952-1981	xi
5. Crude Divorce Rate, Canada and Provinces, 1951-1981	xii
Table	
1. Vital Statistics Summary, 1980 and 1981	2
Marriages	
2. Marriages by Month, Canada and Provinces, 1981	4
3. Age of Bride by Age of Bridegroom, Canada, 1981	4
4. Marriages by Marital Status and Age of Bride and Bridegroom, Canada, 1981	6
5. Marital Status of Brides, by Marital Status of Bridegrooms, Canada, 1981	8
6. Age of Brides and Bridegrooms, by Marital Status, Canada, 1981	9
7. Age-specific Marriage Rates, Canada and Provinces, 1980 and 1981	10

Table des matières

	Page
Note méthodologique	v
Support d'information	v
Mode de diffusion	v
Qualité des données	vi
Données sur les divorces	vi
Graphique	
1. Taux brut de nuptialité, Canada et provinces, 1951-1981	viii
2. Âge moyen au mariage des célibataires (n'ayant jamais été mariés), Canada et provinces, 1951-1981	ix
3. Âge médian au mariage des célibataires (n'ayant jamais été mariés), Canada et provinces, 1951-1981	x
4. Taux brut de divorce pour 100.000 habitants et taux pour 100.000 femmes mariées, ayant 15 ans et plus, Canada, 1952-1981	xi
5. Taux brut de divorce, Canada et provinces, 1951-1981	xii
Tableau	
1. Statistiques sommaires de l'état civil, 1980 et 1981	2
Mariages	
2. Mariages, selon le mois, Canada et provinces, 1981	4
3. Âge de l'épouse, selon l'âge de l'époux, Canada, 1981	4
4. Mariages, selon l'état matrimonial et l'âge de l'epouse et de l'époux, Canada, 1981	6
5. État matrimonial des épouses, selon l'état matrimonial des epoux, Canada, 1981	8
6. Âge des épouses et des époux, selon l'état matrimonial, Canada, 1981	9
7. Taux de l'âge précis du mariage, Canada et provinces, 1980 et 1981	10

TABLE OF CONTENTS - Concluded

Table

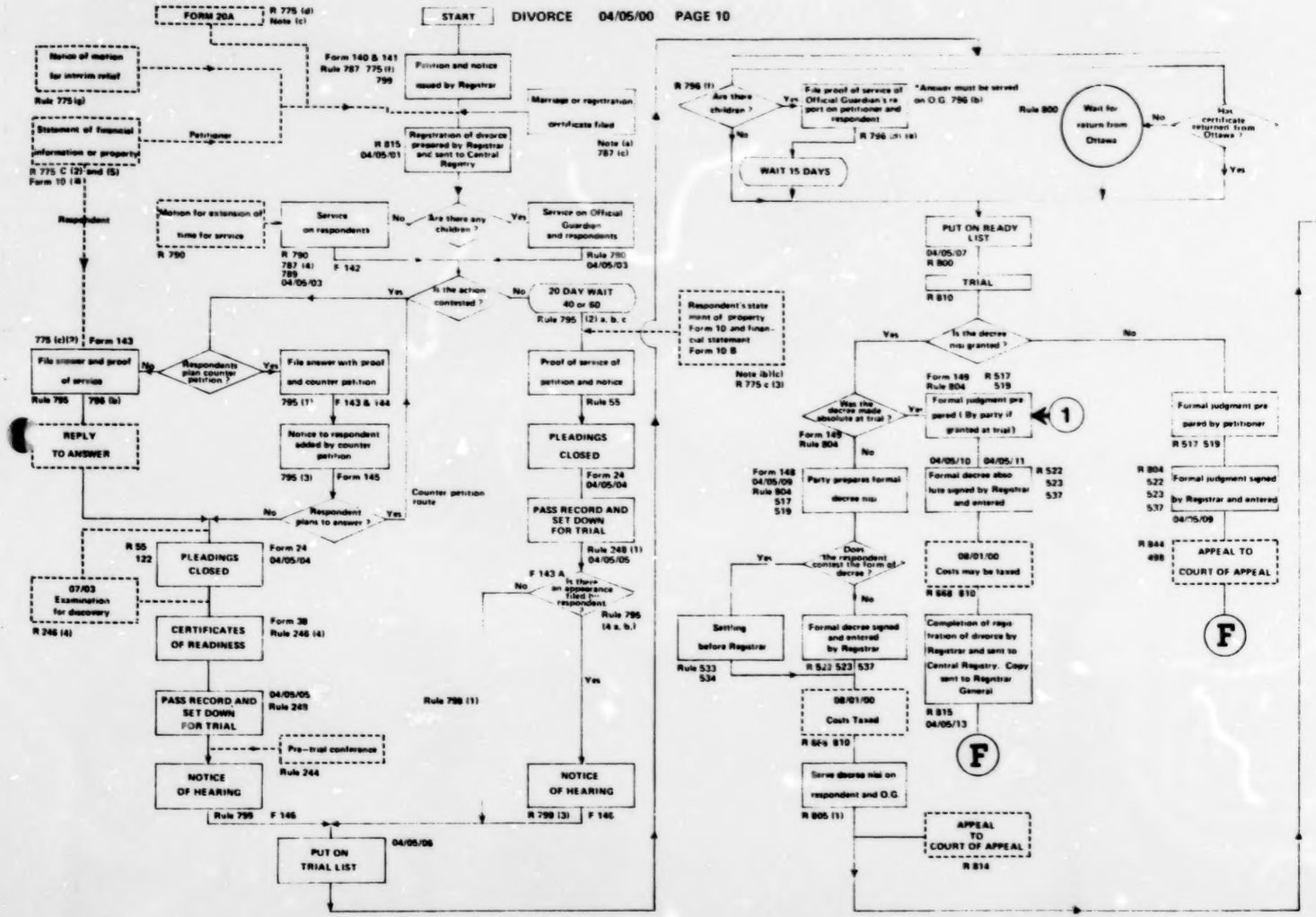
	Page
8. Religion of Grooms, by Religion of Brides, Canada (Excluding the Province of Quebec), 1981	12
Divorces	
9. Divorces by Province of Marriage by Province of Divorce, 1981	14
10. Divorces Granted and Rates Per 100,000 Population and Per 100,000 Married Women 15 Years and Over, With Per Cent Change from Previous Year, Canada and Provinces, 1975-1981	16
11. Divorces by Marital Status of Husband and Wife at Time of Marriage, Canada and Provinces, 1981	18
12. Age-specific Divorce Rates, Canada and Provinces, 1980 and 1981	20
13. Divorces by Age of Husband and Wife at Time of Marriage, Canada, 1981	22
14. Divorces by Age of Husband and Wife at Time of Divorce, Canada, 1981	22
15. Number of Dependent Children by Parties to Whom Custody was Granted, Canada and Provinces, 1981	24
16. Divorces by Duration of Marriage and Median Duration of Marriage, Canada and Provinces, 1981	24
17. Divorces by Number of Dependent Children, Canada and Provinces, 1981	26
18. Divorces by Year of Marriage and Age of Husband at Time of Marriage, Canada, 1981	26
19. Divorces by Year of Marriage and Age of Wife at Time of Marriage, Canada, 1981	28
20. Alleged Grounds for Divorce by Type of Offence and Reason for Marital Breakdown, Canada and Provinces, 1981	30
21. Comparative Marriage and Divorce Rates for Some Selected Countries	32
Footnotes	33
Selected Publications on Health Statistics	34

TABLE DES MATIÈRES - Fin

Tableau

	Page
8. Religion des époux, selon la religion des épouses, Canada (à l'exclusion du Québec), 1981	12
Divorces	
9. Divorces selon la province de mariage par la province de divorce, 1981	14
10. Divorces accordés, taux pour 100,000 habitants et pour 100,000 femmes mariées âgées de 15 ans et plus, avec variation procentuelle par rapport à l'année précédente, Canada et provinces, 1975-1981	16
11. Divorces selon l'état matrimonial de l'époux et de l'épouse à l'époque du mariage, Canada et provinces, 1981	18
12. Taux de l'âge précis du divorce, Canada et provinces, 1980 et 1981	20
13. Divorces selon l'âge de l'époux et de l'épouse, à l'époque du mariage, Canada, 1981	22
14. Divorces selon l'âge de l'époux et de l'épouse, à l'époque du divorce, Canada, 1981	22
15. Nombre d'enfants à charge selon la personne à laquelle on a octroyé la garde, Canada et provinces, 1981	24
16. Divorces selon la durée du mariage et la durée médiane du mariage, Canada et provinces, 1981	24
17. Divorces selon le nombre d'enfants à charge, Canada et provinces, 1981	26
18. Divorces selon l'année du mariage et l'âge de l'époux à l'époque du mariage, Canada, 1981	26
19. Divorces selon l'année du mariage et l'âge de l'épouse à l'époque du mariage, Canada, 1981	28
20. Motifs de divorce invoqués selon le tort et selon la cause de la rupture du mariage, Canada et provinces, 1981	30
21. Taux comparatifs des mariages et des divorces pour certains d[illegible]ays	32
Notes	33
Quelques publications st[illegible]iques sur la santé	34

APPENDICE N PROCÉDURES DE DIVORCE (ONTARIO)



NOTE:

(A) May be filed later if unattainable at this time Rule 787 (c)

(B) See Rule 775 (c)(4) Where party does not wish to defend he must still deliver statement of property or financial information if served with one.

(C) A petitioner may serve Form 20A requiring resondent to deliver statement of property or financial information. Either party may examine on these R 775 (d)(e)

(D) Rule 799 (2) Transfer from Matrimonial Court to High Court.

POOR

QUALITY

ORIGINAL